FANZINE DES RED AND ANARCHIST SKINHEADS - NUMÉRO 9 - OCTOBRE 2013

CASSE SOCIALE

DOSSIER AUSTÉRITÉ



À TRAVERS LE MONDE, LES RICHES COMPLOTENT.

NOUS AUSSI!



CASSE SOCIALE

Le fanzine Casse Sociale est l'outil principal de propagande du chapitre montréalais de Red and Anarchist Skinheads (RASH). Casse sociale supporte la scène alternative locale et internationale, présente et critique l'actualité politique et musicale d'un point de vue révolutionnaire et populaire tout en faisant la promotion de nos valeurs d'extrême gauche.

RASH

Le RASH est un regroupement autonome de skinheads s'identifiant à la gauche radicale et à ses idéaux progressistes d'égalité, de fraternité et de solidarité. Le RASH rassemble donc des communistes, des socialistes et des anarchistes qui mettent de côté leurs divergences idéologiques afin de lutter ensemble pour plus de justice sociale, et ce par tout les moyens nécéssaires.



C'est au cœur d'un automne qui s'annonce déjà chargé que nous lançons notre 9e numéro de Casse Sociale. Dans la continuité de l'été que nous avons passée, les luttes s'enchainent sans relâche : mouvement pour le droit au logement (avec la campagne À qui la ville ? et l'expulsion des Lofts Moreau), les différentes manifestations contre la répression policière (notamment celles contre le règlement municipal P-6), la campagne de Solidarité Sans Frontières pour l'accès des sans-papier-e-s aux services publics, les manifestations de solidarité internationale avec des camarades antifascistes tués par l'extrême-droite, les oppositions à la Charte des valeurs québécoises, l'ensemble des mouvements sociaux en lutte contre les différentes politiques d'austérité, etc. Mais ça ne bouge pas seulement qu'au Québec. En effet, partout dans le monde, les problématiques se ressemblent : austérité, gentrification, hausse des tarifs des services publics, répression, montée identitaire et partout, la colère gronde. En effet, qu'on soit au Brésil, au Japon ou en Angleterre, le capitalisme applique la même médecine et nous impose des conditions de vie qui se dégradent de plus en plus. C'est pourquoi nous vous avons préparé un petit dossier sur l'austérité dans le monde, regroupant des témoignages de camarades issu-e-s des quatre coins de la planète sur la situation dans leur région (et, bien sûr, sur la réponse populaire et progressiste qui y est faite).

Vous noterez également que nous sommes retourné-e-s à notre bonne habitude, c'est-à-dire de produire 2 parutions du zine par année. Visiblement, les fachos ne nous tiennent pas très occupé-e-s ces temps-ci ! En passant, un petit bonjour à certains d'entre eux et elles qui tentent de nous faire des leçons de militantisme. Pour votre information, nous savons très bien comment organiser des manifestations et de nombreuses autres formes de mobilisations d'ailleurs. Nous savons également organiser des activités publiques, notamment des concerts, contrairement à eux. À ce sujet, le présent zine sort durant la première édition du Revolution Fest, qui se veut un moment pour réaffirmer le caractère antifasciste des scènes undergrounds montréalaises mais également qui a pour but de faire le pont entre ces scènes et les milieux de gauche dans une ambiance festive. Nous espérons donc que vous aurez pu participer à cet évènement, premier d'une longue série, du moins, on l'espère!

Nous profitons également de cet édito pour saluer différentes récentes initiatives visant à fonder de nouveaux collectifs d'extrême gauche au Québec ; bienvenue donc au Collectif Libertaire Montréal, au Front d'Action Socialiste et à Subversité (Québec). Nous soulignons aussi la venue d'un nouveau journal anarchiste à Montréal; Roche, Papier, Allumettes.

En terminant, un merci particulier à nos collaborateurs et collaboratrices des derniers mois ; Bobette, JAM, Thomus, Volia, Linlin, les Francbâtards, Front Commun Montréal, Nucleo Terco, Janie et le Beehive Collective et l'AFESH-Uqam pour le zine ; Mise en demeure, Francbâtards, Cartel Pigeon, Street Meat, The Drunken Wobblies, Action Sédition, Mayday (même s'ils et elles ne peuvent pas jouer finalement ... mais c'est parce qu'on les aime ben quand même!), Lager Boys, Désorde Mental, Riot Porn, Brutal Youth, Self Control, Continental, Ab Irato, White Slaves, la coopérative Les Katacombes, La Déferle, le collectif Emma Goldman, Marc-André Cyr, l'AGECVM, le DIRA, le COBP, les IWW, NTFA, la CLAC, Radical Leftees, Rebel Time Records, le collectif Puamun, le journal Roche, Papier, Allumettes, Rebelles Montréal et Tristan de l'émission de radio Non Merci pour le fest. Merci aussi à la crew du Fattal et du Fattal Fest pour faire vivre la scène.

Lucha y fiesta !

COMMUNIQUÉ DE SOLIDARITÉ AVEC NOS CAMARADES ANTIFASCISTES GRECQUES

Le musicien de hip-hop et militant antifasciste grec Pavlos Fyssas (ALIAS KILLAH P) est mort.



Il a été froidement assassiné par un membre du parti néo-nazi Aube Dorée le 18 septembre 2013. Il a reçu plusieurs coups de couteau directement au niveau du cœur devant des dizaines de personnes sous l'œil bienveillant des forces policières qui ont refusé d'intervenir.

Cet assassinat intervient cinq jours seulement après la violente attaque des néo-nazis d'Aube Dorée contre des militant-es du PC grec qui faisaient un collage dans un quartier ouvrier du Pirée. Le 12 septembre, entre 30 et 50 membres du mouvement néo-nazi Aube dorée ont attaqué à coups de barres de fer une vingtaine de militant-es communistes qui collaient des affiches dans un quartier du Pirée. Neuf personnes ont été blessées.

Ces événements font partie d'une grande série d'agressions, de ratonnades et d'assassinats d'immigrant-es et de militant-es antifascistes qui ont eu lieu au cours des dernières années.

Dans un pays où le taux du chômage atteint 28%, où la plupart des travailleurs et travailleuses sont soit licencié-es soit au chômage technique, où 20% de la population vit sous le seuil de la pauvreté, les néo-nazis en pleine collaboration avec le gouvernement grec poursuivent une attaque contre «l'ennemi intérieur». Chaque travailleur et travailleuse qui ne baisse pas la tête devant les attaques du capital, chaque immigrant-e qui essaie de gagner sa vie, chaque femme qui défend ses droits, chaque résistance contre la politique gouvernementale est qualifié «d'ennemi intérieur». L'État profite de ces attaques et la classe dominante aussi. Il ne faut pas être surpris de voir la police agir avec complaisance à l'égard d'Aube Dorée.

Le gang d'assassins a «bien» choisi les dates des attaques. Au moment où les enseignant-es menacé-es de licenciement descendent dans la rue avec une participation à la grève qui monte à 90%, au moment où les travailleur-euses d'autres secteurs rejoignent les enseignant-es en lutte, les néo-nazis jouent le seul rôle qu'ils connaissent depuis 70 ans, celui de fiers à bras au service du patronat et de l'État. Les fascistes ont toujours fait dans le cassage de mouvements sociaux et ouvriers légitimes.

Ici aussi, au Québec, la situation se détériore de jour en jour. Le «débat» provoqué par le PQ avec sa «charte des valeurs québécoises» libère une parole et des actes xénophobes. Tout comme en Europe, les groupuscules d'extrême droite surfent sur la crise économique et tentent de diviser les travailleurs et travailleuses en s'attaquant aux plus précaires. La pratique quant à elle est utilisée par à peu près tous les pouvoirs depuis la nuit des temps : désigner un bouc émissaire à la vindicte populaire pour faire oublier la domination.

Ni oubli, ni pardon, ici comme ailleurs le fascisme ne passera pas!

Une vie de lutte plutôt qu'une minute de silence...

Collectif Libertaire de Montréal

CLÉMENT MÉRIC

Communiqué de solidarité de la part de militantEs libertaires du Québec



Mercredi le 5 juin, en pleine rue de Paris, un groupe d'antifas tombent sur un groupe de «boneheads» arborant des symboles ne laissant aucun doute possible sur leur orientation politique. Cette rencontre qui, à prime abord pourrait sembler banale, allait se transformer en tragédie avec le décès de notre camarade Clément Méric. Cette violente attaque fasciste s'inscrit dans un contexte de radicalisation des extrêmes-droites dans la foulée du projet de loi sur le «mariage pour tous». En effet, depuis quelques semaines, bon nombre d'agressions racistes, homophobes ou politiques ont eu lieu dans l'hexagone.

Cette situation en France est préoccupante, mais s'inscrit malheureusement, dans un contexte européen de montée de l'extrême-droite. Les exemples de la Grèce, de la Pologne ou de la Russie, où le discours haineux est en forte progression accompagné d'une inquiétante multitude d'agressions armées, illustrent bien cette triste conjoncture. Entre les ratonnades et le «gay basching», les victimes se multiplient à un rythme préoccupant.

La crise économique qui atteint l'Europe ainsi que plusieurs autres pays, crée les conditions nécessaires à la floraison des idées d'extrême-droite radicale. Tout cela attisé par une pléiade de vendeurs de haine, de discours populistes et de propagande antagonisante de tout acabit.

Malheureusement, bien que tout cela nous semble loin, le Québec n'y échappe pas. Bien sûr, la situation n'est pas aussi dramatique qu'en Europe, mais l'existence de groupuscules extrémistes promouvant la haine, l'homophobie et le racisme est bel et bien réelle dans la Belle province. Ces groupuscules, bien que marginaux, sont alimentés par nos vendeurs de haine professionnels, Radio X, V télé et dans une moindre mesure LCN/TVA. Aussi plusieurs politicienNEs leurs apportent de l'eau au moulin, que ce soit les maires Labeaume et Tremblay

À l'appel d'antifascistes et de libertaires montréalais-e-s, une trentaine de personnes se sont réunie pour commémorer le décès de Clément.



(Jean), le PQ avec son discours identitaire ou bien le gouvernement fédéral dans sa totalité. Évidemment, les gouvernements précédents avec leur ensemble de politiques antisociales et discriminatoire ont permis l'enracinement à des degrés divers des idéologies fascisantes.

Dans ce contexte, il importe d'opposer une résistance soutenue aux idées haineuses et aux violences de l'extrême-droite. Que ce soit par l'éducation populaire ou par une résistance plus active, ce discours diviseur doit être contré par des valeurs d'inclusion et de solidarité. Nous ne sommes pas en lutte contre nous-même, contre les femmes, contre nos amiEs immigrantEs ou ceux et celles de la communauté LGBT (lesbienne, gai, bisexuelLE, ou trans) mais bien contre l'État et la classe dominante. C'était le combat de Clément Méric et c'est celui que nous poursuivrons avec acharnement en sa mémoire.

Clément a décidé de chasser ce discours, de chasser cette haine, de chasser ces actes barbares d'agressions gratuites, de chasser la violence comme finalité et il en est mort. Déjà, les vautours corporatistes, réformistes et républicains tentent de récupérer sa mémoire. Comme le dit si bien un camarade de l'Action antifasciste Paris-Banlieue, «Clément était anarchiste!». Il a décidé de lutter contre le capitalisme, contre le fascisme et contre l'État, il a identifié les sources d'injustices et a mis sa vie au service de cette cause.

Nous apportons également toute notre solidarité aux parents, camarades, amiEs et proches de Clément Méric...

Collectif libertaire Montréal
RASH-Montréal
Montréal Sisterhood

C'est parce que nous sommes résolument antifascistes,
C'est parce que nous sommes résolument anticapitalistes,
C'est parce que nous croyons a un monde libéré des injustices, du racisme, des discriminations, du sexisme et de la haine,
C'est parce que tu es mort comme tu as vécu, debout
Que nous te disons merci Clément!

Ni oubli, ni pardon, ici comme ailleurs le fascisme ne passera pas!

CONDAMNÉ À LA PRISON POUR SON ACTIVITÉ POLITIQUE

UN CAMARADE ANTIFASCISTE PART EN CAVALE

Our comrade Smily had been inprisoned for ten months last year. They blamed him to have started a fight with some greyzonies (stupid Skinheads, which call themselves unpolitical but indeed they party with nazi-skinheads and organized fascists) in which he got involved and which was provoked by those idiots. He was not the one who lost that fight and went away. But for the police it was all clear: the known left-wing-activist had to be guilty!



Smily was released in december 2012 after ten months in prison. Because of his punishment, the court decided to reveal an old parole (for a slap against a fascist who was sending other fascists to a secret place where a concert of Kategorie C -nazi hooligan band- took place), who were still active this spring.
All legal efforts to prevent this time in jail were senseless. The attorneys decided to imprison one because of what he is. An activist. During Smily's summer vacation a police unit went into his apartment and searched for different proofs for his activism. New blaming issues were constructed: at a Demonstration a police man tried to take away Smily's red flag, which Smily did not let happen. He held the flag so tightly, that they afterwards decided to sue him because of resistance against the police. Also another point was constructed because of an attack against two members of the NPD, THE german nazi-party. After all, it was clear, they want to imprison a political activist for some years.

Smily decided not to go in the jail. Smily went into the illegal underground. He wrote a declaration for all comrades but also for the judges, the attorneys, the police and also politicians. (A translation will follow within the next week)

We support Smily's decision to live illegally now and not to let the justice break his resistance! There is also a need of financial support, which is being carried by comrades. Therefore we need your support and please donate whatever you can afford.

Freedom for all political prisoners!

Alerta antifascista! .

Rash /// Stuttgart
Rash /// United

Produzenten der Froide (groupe de Smily)



FRANCBATARDS



Entrevue avec Alex, un membre du groupe Francbâtards

Salut Alex ! Peux-tu faire une courte présentation du groupe ? Comment avez-vous commencé à jouer ensemble?

Francbâtards était, au départ, une bande de 5 amis, étudiants en cinéma qui voulaient faire de la musique ensemble. Avec le temps, quelques membres ont changés, mais le style et les revendications sont restés les mêmes. Le nom du groupe vient du fait que Francbâtards rassemble des francophones d'à travers le monde. Il s'inspire aussi du concept de batarsité de Danyel Waro. Les différents horizons musicaux des membres qui forment le groupe amènent un mélange de genres ska/punk/rap/reggae.

Comment définirais-tu votre style?

D'une chanson à l'autre notre style change beaucoup, mais il reste souvent un gros fond de reggae festif.

Les membres viennent d'un peu partout dans le monde, qu'est-ce qui vous réunis et avez-vous une position politique derrière votre diversité culturelle?

Je crois que c'est principalement le goût de faire de la musique différente qui nous réunit. Comme dans le concept derrière notre nom, nous croyons que tout le monde est mélangé et cela revient souvent dans notre message. Comme nous sommes 9 dans le groupe, nos positions politiques varient. Nous sommes tous à gauche, anticapitalistes et écologistes.

Quels sont les évènements marquants du groupe dans la dernière année?

Au départ, durant les trois premières années de notre existence, notre groupe avait de la misère à se placer dans les différentes scènes en raison du fait que notre musique n'est pas étiquetée à un seul genre. Je dirais que depuis 1 ans et demi nous avons passé au-dessus des barrières d'étiquettes pour prendre notre place comme groupe à part entier et non pas seulement comme un groupe d'une scène en particulière.

Qui écrit les textes et comment composez-vous vos chansons ?

Les textes sont écrits par moi (Alex) et Jérôme. Jérôme amène souvent les idées de bases pour l'aspect musical en fonction de nos textes et parfois c'est l'inverse et on part d'un rythme. Il n'est pas rare que d'autres musiciens, particulièrement Simon, qui est avec nous depuis le début amène aussi des idées. La chanson Enragée a été composée par moi et Michael Wagner, un ancien bassiste.

Quelles sont vos inspirations au niveau musical?

À 9 dans un groupe, il est difficile de toutes les nommer. On vient presque tous de scènes différentes (hardcore, punk, world, rap, métal, etc) alors il y a un peu de tout cela. Moi et Jérôme aimons beaucoup le rap français, particulièrement Assassin pour son style et ses revendications et Mc Solaar pour les images dans ses textes. Pour la musique, on peut souligner des groupes comme Bad Brains, RATM, les Colocs pour ne nommer que ceux-là.

7. Personnellement, quelle chanson préfères-tu et quelle chanson aimes-tu plus jouer en show (si ce n'est pas la même) ?

La chanson que je préfère est Enragée parce qu'elle vient me chercher et qu'elle a été écrite pendant le printemps québécois où je sentais le besoin d'écrire toute la rage que j'avais en moi. J'aime bien jouer Ce soir on fait la fête et Rude Boys en concert parce que la réponse du public est toujours là. Les textes de Lehoua sont, selon moi, les plus beaux. Ces quatre chansons vont d'ailleurs être sur notre album qu'on espère enregistrer en décembre ou janvier.

Quel était votre meilleur show?

Je pense qu'aucun membre ne s'entendrait sur cette question. La meilleure réponse du public a été à Val-David où sur 50 personnes 48 dansaient et même les employés ont arrêté de travailler pour venir faire la fête.

Votre trompettiste, Javier, a quitté le band, peux-tu expliquer pourquoi et comment réagissez-vous à ça en tant que groupe?

Javier était ici pour les études et nous étions au courant qu'il était là temporairement avec nous. Avec les années déjà 6 ou 7 musiciens ont changés, cela fait partie du jeu quand tu ne fais pas de la musique pour faire de l'argent. Nous sommes 9 en ce moment dans le groupe, on essaye de garder des gens qui sont là pour du long-terme, mais c'est vraiment quelque chose d'incontrôlable.

Où préfères-tu jouer au Québec? Québec ou Montréal? :P

Montréal, parce que le monde se déplace pour nos concerts en grand nombre, le public est fidèle au groupe qu'il aime. Par contre, je dirais qu'en région (et je ne parle pas de Québec haha) le monde danse plus et font plus la fête ce qui est quelque chose qu'on adore étant nous-mêmes toujours prêts à faire la fête.

Quels sont vos objectifs à long terme avec le band?

On veut enregistrer un premier album en décembre ou en janvier et partir en tournée au Québec, en Europe et peut-être en Amérique du Sud si tout se passe bien.

En terminant, peux-tu nous faire part d'une anecdote à propos du groupe?

Haha, une fois on a joué au Café Chaos et notre ancien bassiste avait tellement bu dans l'après-midi qu'il s'est endormi et a oublié notre concert. Il est finalement arrivé en taxi quelques minutes avant le show, après qu'on l'ait appelé 75 fois. Il était encore bien ivre en arrivant.

Antifa Sist



YA PAS QUE LA OI!

BOULE NOIRE



Boule noire, aka Georges Thurston, nous a pondu, en 1982, un excellent album de reggae. Il fut enregistré, entre autre, au Tuff Gong Studio de Bob Marley et au studio Harry J avec des musiciens de la trempe d'Augusto Pablo, d'Aston Barrett et d'Ansel Collins. 6 chansons sur 10 sont reggae mais elles assassinent toutes les unes plus que les autres. De belles mélodies d'amour mais aussi des trucs plus politiques touchant au rastafari et au Black power. Probablement le meilleur reggae sorti ici au Québec. Cette album déchire, cartonne, quoi dire de plus. Écoutez!

Black Tracks (C'est ton tour)

Black tracks demain c'est ton tour
Si tu regardes devant toi
Tu verras bien le jour comme autrefois
Laisses personne seul sans espoir
Laisses personne seul dans le noir

Ouhhhh je m'ennuie de toi
Quand tu n'es pas là
Black tracks demain c'est ton tour
Si tu regardes devant toi
Tu verras bien le jour comme autrefois
Quand je me rappelle au début c'était toi

Refrain :

Black faces
Black traces
Black races in time
The wind cannot carry black tracks from black mind

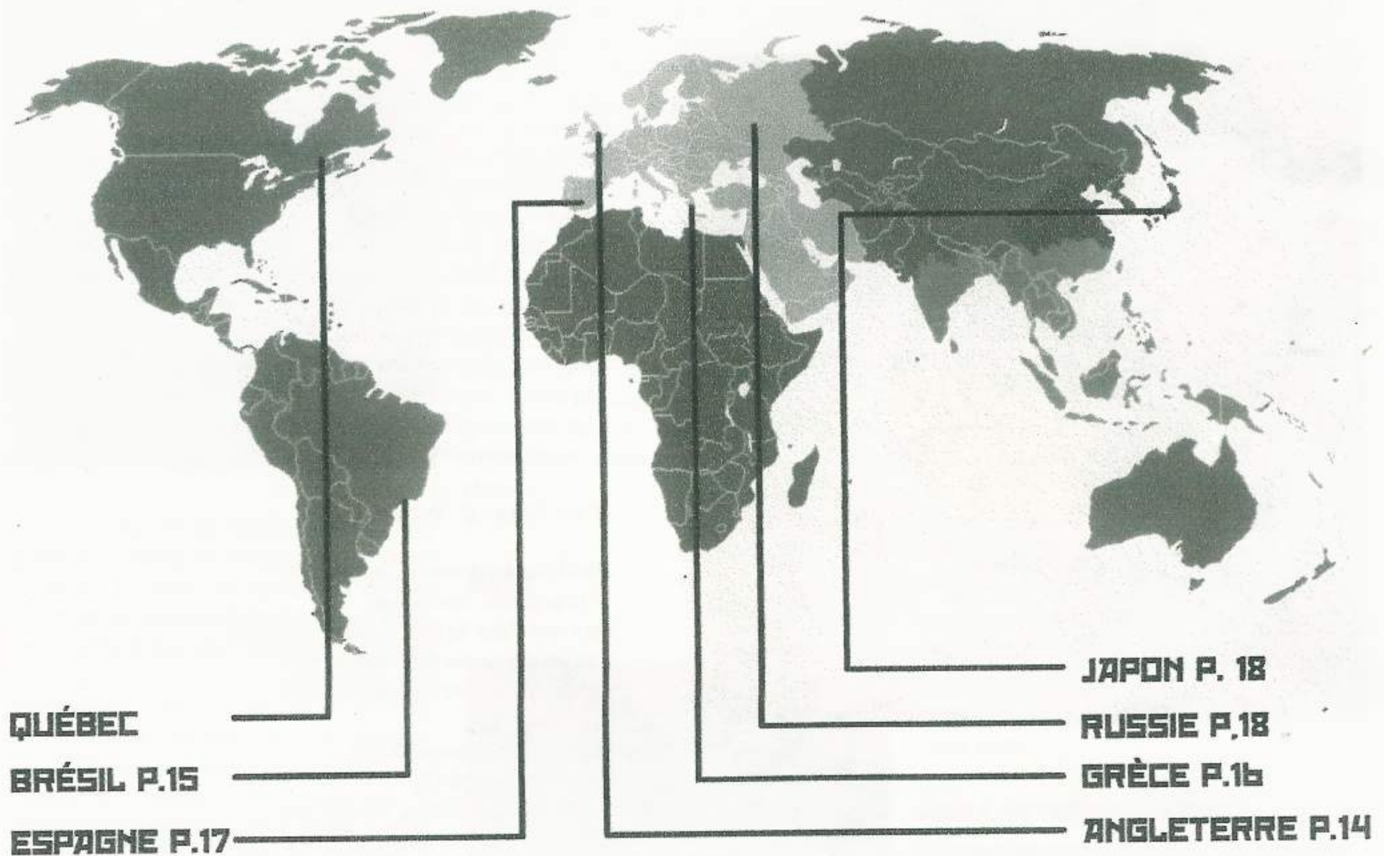
Time Hard

BOULE NOIRE

REGGAE



DOSSIER AUSTÉRITÉ



Nous avons tous et toutes encore en mémoire ces images de 2012, la jeunesse d'abord et ensuite l'ensemble de la population qui prend la rue afin de lutter contre une série de mesures et de politiques antisociales. La droite clame sur tous les toits que le mouvement de contestation de 2012 n'avait pas de cause précise, «contre la hausse», «pour l'environnement», «contre les libéraux», «contre les gaz de schistes», etc. En fait, aux yeux de nos tribuns populistes, cette absence de cause jetterait le discrédit sur ce mouvement de masse. Et si, en fait, de toutes ces causes en émergerait qu'une seule ? Si cette multitude nébuleuse aux yeux de ces pauvres d'esprit n'était qu'en fait un seul et même combat ? Eh bien oui! N'en déplaise à nos réactionnaires de grande écoute et à ces prétendus porte-paroles de la majorité silencieuse, notre message n'était qu'un et il était clair et précis... Nous refusons l'austérité!

Loin d'être isolée, la population du Québec voit son mouvement de lutte inscrit dans un phénomène planétaire. À l'instar du jeu pour enfant «la tag», les peuples du monde entier se passent le relais de la contestation et du soulèvement. Grèce, Espagne, Japon, Royaume-Uni, Brésil, Tunisie, Chili, et tant d'autres ont, au cours des derniers mois ou des dernières années, entrepris d'importants mouvements de résistance contre l'ordre ultra-libéral imposé par les grandes entreprises, les banques et les financiers, flanqués de leurs complices étatiques et supra-étatiques. Les images de manifestations de masses et d'émeutes violentes sont abondantes à l'heure actuelle, partout les travailleurs, les travailleuses, les étudiants, les étudiantes et les précaires sont en lutte contre une classe dominante et des gouvernements qui n'entendent pas abandonner d'un iota. À ceux et celles qui ont, vainement, annoncé la fin de la lutte des classes, nous affirmons qu'elle est toujours d'actualité et aussi vivante que jamais. Qu'à cela ne tienne, cette lutte contre l'austérité est d'abord et avant tout, une lutte contre le capitalisme et l'État

L'équipe du Casse Sociale a décidé d'y ajouter son grain de sel en préparant un dossier sur ce phénomène mondial de l'austérité, non seulement pour mieux

le cerner et le comprendre, mais aussi pour prendre la mesure des mouvements de luttes populaires qui se multiplient jour après jour. Vous trouverez dans les prochaines pages plusieurs contributions de camarades d'Espagne, de Grèce, du Royaume-Uni, du Brésil et du Japon qui tenteront d'illustrer la réalité concrète des politiques d'austérité actuelles et de nous décrire les luttes qui s'y jouent. Un texte sur la Russie s'ajoute ; sans parler proprement d'austérité, il y montre la dérivée de la droite et la montée de l'intolérance, une situation qui ne peut être traitée hors du contexte économique et social qui prévaut là-bas.

Austérité, ou le nouveau visage du capitalisme

Il n'y a rien de nouveau sous le soleil. À chaque époque, depuis l'émergence du système capitaliste, la classe dominante (la bourgeoisie et les élites politiques) a usé de différents stratagèmes ou paradigmes pour imposer ses intérêts et écraser la classe ouvrière (travailleurs, travailleuses, sans-emploi et précaires). L'histoire récente du XXe siècle montre quelques-uns de ces différents masques que le capitalisme porte. Au tournant de la Grande crise de 1929, plusieurs économistes et riches patrons définissent un nouveau modèle économique basé sur une intervention soutenue de l'État et sur une meilleure rémunération des ouvriers et ouvrières. C'est à cette époque que s'imposent les idées du keynésianisme et du fordisme. L'idée est simple ; il faut accroître la consommation afin de stimuler l'économie et revenir à la croissance économique. Pour y parvenir, l'État devra mettre en place des mesures d'aides sociales et créer de vastes chantiers afin de créer une main d'œuvre salariée apte à consommer. De leur côté, les patrons doivent concéder de meilleurs revenus à leurs salariéEs afin qu'ils et elles puissent de nouveau consommer.

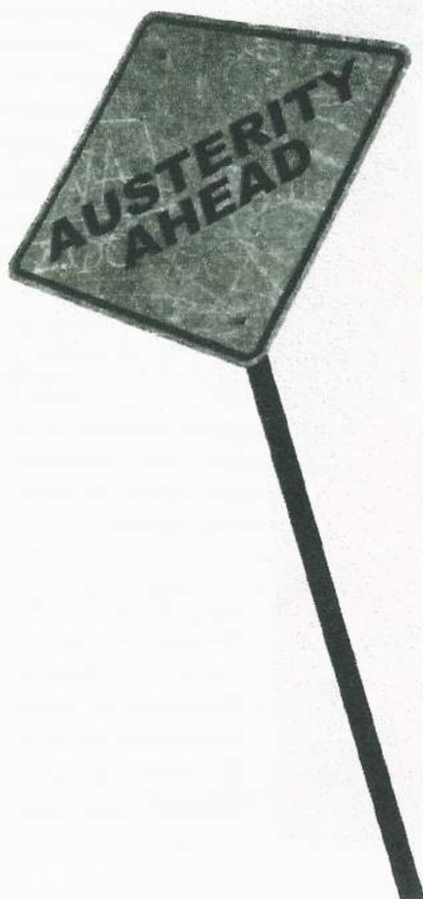
AUSTERITY IS OVERRATED

Il faut attendre la fin de la Seconde Guerre mondiale pour voir ce modèle de l'État providence se généraliser à l'ensemble de l'Occident. En effet, de 1945 à 1973, le capitalisme occidental connaît une forte période de croissance qu'on appellera «les Trente glorieuses». L'intervention de l'État n'est pas étrangère à cette croissance importante. Ici, à Montréal, ce sont les années des grands chantiers de Turcot, du métro, de l'Expo 67, des Olympiques, de la rue Notre-Dame, du pont Champlain, du Parc Lafontaine, des tunnels Louis-Hippolyte-La Fontaine et Ville-Marie et plusieurs autres. C'est aussi dans ces années que plusieurs pays tissent un vaste filet de politiques sociales et de services publics. Au Québec, le service de santé public et gratuit se met en place, tout comme le système d'éducation et plusieurs autres mesures sociales comme l'aide sociale et les premiers logements sociaux font leur apparition. L'État intervient aussi en légiférant ; ainsi le premier Code du travail est adopté au cours de ces années et c'est aussi à ce moment que le salaire minimum fait son apparition (précédé par le salaire raisonnable!).

Sur le plan des relations de travail, c'est l'ambiguïté. D'une part, ces années de croissance sont aussi des années de luttes syndicales importantes et très combatives.

D'autre part, dans plusieurs pays on voit se conclure des ententes, tacites ou pas, entre patronat et syndicat pour ne pas menacer la croissance économique. La concertation et la collaboration de classe syndicale se dessine tranquillement. C'est aussi au courant de ces années que s'ouvre le front du communautaire, plusieurs organismes actuels ont été créés au courant de ces trente années.

Or, plusieurs économistes jugent que l'État prend trop de place sur le marché. La «main invisible» se fait tasser par cette «grosse patente» qu'est l'État. Il faut limiter son rayon d'action, l'État a permis de créer des conditions de croissances excellentes grâce à ses revenus faramineux, maintenant que le travail d'amorce est fait, il doit laisser sa place au privé et réduire sa taille le plus possible. D'un État gigantesque interventionniste on souhaite en arriver avec un État quasi inexistant qui laisse carte blanche au libre marché. Au menu de ce modèle économique : privatisation, déréglementation, «déficit zéro», réduction d'impôt, etc. La crise économique qui secoue les années soixante-dix crée les conditions gagnantes pour permettre à ce nouveau paradigme de s'imposer tranquillement mais sûrement. 1970 jusqu'aujourd'hui, ce modèle, communément appelé néolibéralisme (ou ultra-libéralisme), se développe et s'étend non sans heurts avec la classe ouvrière. Ce sont les années des Reagan et Thatcher qui incarnent à lui seul et elle seule toute la brutalité nécessaire au changement de cap des politiques économiques. Comme un tireur fou en quête de victime, on a souvent l'impression que le patronat et les gouvernements attaquent sur tous les fronts l'ensemble des acquis sociaux. Les mouvements sociaux (étudiant, syndical, femmes, écologiste, immigrants et communautaire) jadis combatifs et offensifs sont placés de plus en plus dans des positions de repli défensif. La combativité déjà mise à rude épreuve par le développement des stratégies collaborationnistes disparaît et les mouvements tentent de «sauver les meubles».



Ici, au Québec et au Canada, c'est vers 1990 que commence à s'imposer ce modèle. Les gouvernements conservateur et libéral de Mulroney et Chrétien donnent l'impulsion nécessaire à ce virage. Dès 1994, le gouvernement fédéral se retire de plusieurs domaines d'interventions en effectuant des coupures importantes ici et là. Ainsi, par exemple, on voit le Canada cesser d'investir dans le logement social et aller se servir dans la caisse de l'assurance-chômage, pour atteindre l'équilibre. Le gouvernement provincial ne se fait pas tordre le bras pour emboîter le pas, le très progressiste Lucien Bouchard lance sa politique du «déficit zéro» ; des milliers de postes d'infirmières sont abolis, les frais de scolarité sont augmentés (mais la grève de 1996 fera reculer Pauline Marois).

Fidèle à lui-même, l'Occident impose son modèle au reste du monde

Le développement du modèle ultra-libéral, s'il semble se faire volontairement en Occident, se répand toutefois avec violence et brutalité dans le reste du monde. Toutes les instances internationales mettent l'épaule à la roue pour le déploiement de l'économie de marché sans entrave. C'est là que des organisations comme le FMI et la Banque Mondiale entrent en jeu. Le fond monétaire impose ses fameux plans d'ajustement structurel aux pays en difficulté économique, il s'agit là d'un programme de redressement économique qui comprend la possibilité de recevoir des dons et emprunts, mais toujours en étant assujetti à de vastes réformes internes. Ces réformes, on l'aura compris, impliquent l'atteinte de l'équilibre budgétaire, la privatisation de plusieurs services et la déréglementation pour permettre aux grandes multinationales d'investir dans le pays sans contraintes et sans devoir tenir compte des populations locales ou de l'environnement.

Quand le FMI ou les autres instances internationales ne suffisent pas à imposer ses vues, l'Occident peut entreprendre des interventions armées. Sous le couvert de «guerres justes», parfois avec la bénédiction de l'ONU, les forces impérialistes ont multiplié les conflits de basses intensités, allant jusqu'à envahir des États comme l'Afghanistan et l'Irak. Bien entendu, au cours de ces conflits, on s'assure que le marché économique de ces États sera bien contrôlé par «nos» compagnies ou par des gouvernements fantoches à la solde des intérêts du capitalisme international. Tant pis pour les femmes afghanes... elles n'ont été qu'un prétexte! Vous y avez cru?

Les effets de la dernière crise : l'ambiguïté!

Bien qu'il soit encore trop tôt pour tirer des conclusions claires sur les effets qu'aura eu la dernière crise de 2008 (dont nous ne sommes toujours pas réellement sortiFs), il semble que deux tendances s'opposent. D'une part, les gouvernements

occidentaux ont érigé en dogme quasi-religieux l'austérité des dépenses publiques et sont prêts à tout pour y parvenir. Toutefois, cette quête absolue de l'équilibre budgétaire semble compromettre la reprise. L'Union européenne est frappée de plein fouet par cette apparente contradiction, elle qui peine à faire sortir du marasme économique la Grèce, l'Espagne, le Portugal, l'Italie, etc. Même la Directrice du FMI, le Vatican de l'austérité, déclarait en 2012: «À l'évidence, l'économie mondiale a aujourd'hui besoin d'une croissance plus forte, d'une croissance meilleure. Pour y parvenir, les gouvernants doivent choisir le dosage approprié de politiques. Les mauvais choix seraient lourds de conséquences.».

C'est dans ce contexte qu'on voit des pays comme l'Islande procéder à la nationalisation des banques alors qu'au sud de l'Europe, la Grèce reste contrainte d'imposer des coupes drastiques ici et là. Dans l'ensemble, toutefois, la quête de l'équilibre budgétaire semble, et ce malgré les impacts plus ou moins bons pour la reprise économique, toujours la norme.

Et nous au Canada et au Québec?

Le Canada ayant été plus ou moins épargné par les conséquences néfastes de la dernière crise semble, lui aussi, bel et bien engagé dans la voie de l'austérité à tout prix. Stephen Harper est un fervent défenseur de l'ultra-libéralisme (économique bien sûr, pas au niveau des mœurs!!!) et de l'austérité, si toutefois cela n'implique pas de réduire les dépenses militaires! En effet, alors que le gouvernement conservateur s'engage dans des politiques brutales d'austérité comme la fameuse réforme de l'assurance-chômage, il augmente sans cesse les dépenses militaires. Investir des milliards dans un programme douteux et coûteux de F-35 ne paraît pas trop perturber les conservateurs. Par contre, si des travailleurs et des travailleuses usent d'un programme d'assurance-chômage (dans lequel le gouvernement ne met pas un sou!), cela semble suffisamment grave pour justifier d'y mettre la hache! Dans ce contexte, on comprend qu'il n'est aucunement à l'ordre du jour d'ajouter de l'argent dans des programmes de luttes à l'itinérance ou pour de nouveaux logements sociaux. Pis encore, la majorité de ces logements financés par Ottawa sont menacés à moyen terme de perdre ces subventions!

Le Québec n'échappe pas à cette réalité. Le règne de 10 ans du Parti libéral a été marqué par cette volonté de maintenir un équilibre budgétaire et ce, peu importe les coûts sociaux de telles politiques. Les mauvaises langues diront que les libéraux voulaient un «déficit zéro» 30 pour cent plus cher qu'ailleurs pour engraisser leurs amis de la Mafia... Après avoir développé un plan de réingénierie de l'État, Jean Charest a imposé des coupures dans divers services sociaux et programmes sociaux; a réduit les impôts des plus riches et des compagnies; et a procédé à diverses augmentations de tarifs et de taxes qui affectent davantage les plus démuniEs de la société.

Plusieurs ont, très naïvement, cru que l'arrivé du Parti québécois le 4 septembre 2012, allait changer les choses. La lune de miel avec Marois fut de courte durée, puisqu'après avoir annulé la hausse



Pour savoir plus sur l'austérité et le Québec: http://www.austerite.org/fr/

des frais de scolarité drastique imposée par Charest, elle a imposé une hausse perpétuelle de 3% par année. Puis, volte-face au sujet de la taxe santé, le PQ qui avait promis son abolition, la maintien. Ensuite hausse des tarifs d'hydro et coupures dans l'aide sociale. Cette série de mesures antisociales du PQ a fait dire à plusieurs opposantEs que la seule différence entre ces deux partis provinciaux, c'est le «L»!

La question environnementale, au cœur de plusieurs débats ces dernières années, est, elle-aussi, déterminée par cette politique économique. Là encore, avec une vision à court terme, on recherche à exploiter le plus de ressources naturelles possibles et au plus bas coût possible pour les multinationales. C'est dans ce contexte que le Gouvernement libéral a tenté d'exploiter les gaz de schistes, qu'il a laissé partir Anticosti et que le PQ tente d'imposer son projet de pipeline.

Les politiques d'austérité ont également des répercussions sur la vie dans nos villes et quartiers. Les municipalités qui doivent, elles aussi, se plier à cette obligation d'équilibre budgétaire, sont contraintes d'augmenter sans cesse leurs revenus dans un contexte où elles doivent fournir de plus en plus de services. Cette contradiction apparente pousse les administrations municipales à appuyer toute forme de développements urbains «payants». Puisque les revenus des municipalités proviennent des taxes foncières, déterminées par la valeur des propriétés, toute forme de spéculation immobilière entraîne inévitablement une pression à la hausse sur les taxes et ne peut qu'être bien accueillie par les administrations. De véritables programmes de nettoyage social des villes sont mis en place par les autorités afin de créer des espaces urbains aseptisés et ce, dans le but de permettre l'embourgeoisement de nos quartiers. Condos, commerces de luxe, lutte aux incivilités... tous des phénomènes qui prennent racine dans ce contexte d'austérité mondiale.

Mais qu'est-ce qu'on peut faire?

Bien qu'on puisse douter de nos capacités de stopper ce rouleau compresseur de l'ultra-libéralisme et tomber dans un pessimisme pathologique, les peuples de partout dans le monde nous montrent le contraire. Ces luttes ne seront pas toujours couronnées de succès et elles seront de plus en plus brutales, à mesure que nos mouvements prendront de l'ampleur. Il faut comprendre que dans un tel contexte, une classe à tout à perdre et une autre, tout à gagner. Nous n'avons rien à perdre! Le patronat et les gouvernements ; oui. Comme on l'a vu en 2012, ils n'hésiteront pas à user de toute la violence nécessaire (et parfois plus) pour tuer dans l'œuf toute éclosion de nouveaux mouvements sociaux émancipateurs.

Bien qu'on constate qu'il s'agit d'un phénomène international, ses répercussions se vivent au quotidien dans nos localités. Il n'est pas nécessaire, uniquement, de lutter contre les sommets internationaux pour dénoncer et combattre l'austérité et l'ultra-libéralisme ; se joindre à des luttes urbaines est aussi une stratégie fructueuse. En fait, notre classe doit mettre en échec sur tous les terrains, la classe des patrons et des propriétaires ainsi que l'État et ses composantes.

Kronstadt Basterd



EN ANGLETERRE

The extreme austerity measures imposed by the State on the people of Bristol have led to various forms of resistance throughout the city. August 2011 saw people reclaiming the streets, and for a short while the Police lost control over sections of the population. It was a cathartic outburst of frustration at the seemingly "one rule for them, another for us" state response and the crackdown afterwards was championed by the local rag, the Bristol Post. The resulting atmosphere of mistrust, which saw Bristol's working class encouraged to turn on each other, was an inevitable tactic culminating in the Post publishing mugshots of those it deemed responsible (which "of course" did not include the ruling elite).

Following this Bristol has become rather lively in the last year or two, with an increase in organising and insurrectionary actions. The local EDL have taken advantage of the Woolwich killing, turning communities against each other and attempting to boost their numbers. As is often the case, the fascists use working class people's genuine frustration at their situation (eg. never ending credit card bills, zero hours contracts etc) and attempt to direct the blame at the current vogue minority. In this city we will always fight back against such divisive and racist nonsense.

The government have continued in their efforts to turn "the working poor" against those who cannot, or choose not to work. The blindingly obvious inconsistencies in their arguments do not stop the media and mainstream political parties fighting to push the cuts harder, deeper and faster to the stage we are at now where your dole money (unemployment benefit) is dependent on you working for large corporations in the state sponsored "workfare" scheme, an essentially forced labour program forcing thousands to work in menial retail tasks or face being cut off and abandoned.

In Bristol, a true diversity of tactics is being deployed in response to these issues – a Bristol Solidarity Network is being launched to help people fight back against exploitative bosses and landlords, the Bristol & District Anti-Cuts Alliance (BADACA) has been campaigning against the cuts, supporting workers and debunking popular political discourse regarding the causes and solutions, and the Police, Banks and local Media have been targeted with various forms of violent and non-violent action. As we write this, the local constabulary have responded to this civil disobedience by announcing a crackdown on what they call the "enemy within" as part of their unapologetically dystopian "Our Five Year Ambition". In collusion with the Post, they have publicly announced that they will target anarchist groups, animal rights activists, environmentalists and anyone they deem a threat to the State's control, leading to increased levels of repression for the radical community and marginalised groups.

We will continue to fight back, in solidarity with our comrades and will not be intimidated into inaction, apathy and fear. The State's regressive austerity measures will be resisted in every shape and form and the ongoing attack on the working class and public services will only empower us further on the journey to radical change.

Comrades from Bristol

Émeute à Bristol après l'éviction d'un squat dans le cadre d'un projet de construction d'un centre commercial en avril 2011.



AU BRÉSIL

Le mouvement social brésilien vu par une anarchiste

Nous reproduisons un texte écrit par une camarade et sympathisante anarchiste brésilienne, adressé au groupe Regard Noir, groupe de la Fédération anarchiste, en France.
[SOURCE : http://regard-noir.blogspot.fr/2013...]

La longue nuit du 17 juin a changé le scénario brésilien et redimensionné les manifestations sociales. La mobilisation massive - d'environ 1 million de personnes – dans une dizaine des principales villes du pays et du monde est un événement unique dans l'histoire politique brésilienne depuis les protestations pour l'impeachment du Président Collor, en 1992. Ces manifestations marquent une rupture : ce qu'on observe monter dans la scène brésilienne est peut-être un nouvel acteur politique collectif, le catalyseur d'une puissante force sociale dans les rues.

À l'origine des mouvements populaires, on retrouve la hausse des tarifs du transport public dans plusieurs villes du Brésil. Au début, les actions sont appelées à Sao Paulo, la plus grande ville et capitale économique du pays, par le Movimento Passe Livre – MPL (mouvement pour le tarif zéro), mouvement surgi lors du Forum Social Mondial, en 2005. Les revendications, notamment progressistes, incluent la réduction du tarif des transports, l'établissement d'un réseau de transport accessible et de qualité, et la non-criminalisation des mouvements sociaux. L'objectif du mouvement a toujours été la lutte pour passer d'un système de transport du grand cartel privé à un système entièrement public, financé par des impôts progressifs. Néanmoins, les mouvements ont un caractère horizontal et il n'y a pas vraiment de coordination régionale ou nationale. Par exemple, à Rio de Janeiro, la convocation des nouvelles actions est décidée en assemblée ouverte à tous.

Initialement, les manifestations étaient fortement criminalisées par les principaux moyens de communication du pays, qui sont dominés par quelques familles – on peut aisément parler de monopole – alliées du grand capital et de la droite réactionnaire au Brésil. Il est important de souligner que la scène politique brésilienne se caractérise, d'un côté, par une forte alliance de la droite libérale avec les segments nationalistes, et d'autre côté, par la fragmentation de la gauche et la marginalisation, voire criminalisation, de l'extrême-gauche.

Suite à l'adhésion populaire massive aux mouvements, les grands médias changent radicalement de position pour reconnaître la légitimé des actions, tout en condamnant les actes de «vandalisme» lors des manifestations. Cette adhésion a été accompagnée d'un changement de direction des mouvements, caractérisé par la présence des groupes conservateurs, par le harcèlement des membres des partis politiques de gauche dans les manifestations, et par l'apparition de slogans aussi flous que dépolitisés, tel que le combat contre la corruption. On y voit clairement une tentative de dispersion du mouvement par les secteurs réactionnaires de la société, menant une campagne de dépolitisation sommée à des appels nationalistes («On y porte que le drapeau du Brésil»).

Après la mobilisation nationale du 20 Juin, le MPL dénonce la «séquestration» des mouvements par la droite, caractérisée par des devises conservatrices qui demandent, entre autres, la criminalisation de l'avortement ou la réduction de l'âge de la responsabilité pénale. En protestation, le lendemain, il annonce qu'il ne fera plus

Black Bloc lors d'une manifestation le 7 septembre 2013 à Brasilia



d'appel aux manifestations. Dans la même nuit, à Sao Paulo et à Rio, on témoigne des scénarios de guerre urbaine accompagnés d'une violence policière utilisée jusqu'ici seulement lors des actions de «nettoyage» dans les favelas.

Des manifestants rapportent des actes de brutalité policière, on observe des arrestations arbitraires dans les rues, et même le siège d'un bâtiment universitaire fédéral par des policiers militaires, d'où les manifestants n'ont pu sortir qu'au lendemain avec l'intervention du président de l'Université. À Porto Alegre, le siège de la Federação Anarquista Gaúcha – FAG (Fédération anarchiste du Rio Grande do Sul) a été envahi par des policiers en civil suite à des dénonciations par la presse conservatrice des liaisons de cette fédération avec des «anarchistes internationaux» afin de mettre en place des tactiques de guérilla lors de manifestations. Rien, bien évidemment, n'a été prouvé.

On témoigne donc d'une recrudescence progressive de l'État policier dans les grandes villes du pays, la criminalisation ostensive des soulèvements populaires et la marginalisation des partisans de gauche vers une radicalisation du mouvement à droite. Face au danger réactionnaire, la gauche affiche une double stratégie : la rétraction des mouvements et la tentative d'organisation d'un front commun.

L'analyse anarchiste des soulèvements met en lumière que le mouvement manque de bases politiques claires, ce qui lui permettrait d'éviter sa fragmentation. La force sociale représentée par les derniers mouvements ne peut être négligée et il faut rappeler son caractère de classe, au-delà de toute idéologie. Il est capital que cette lutte ne soit pas séquestrée par un parti politique ou par les secteurs conservateurs, mais une lutte non-partisane est très différente d'un combat anti-partisan. Cela signifie respecter toutes les couleurs/drapeaux qui collaborent à la mobilisation populaire, dans le but d'unir les différentes forces politiques autour d'un agenda commun.

On reconnaît donc l'importance d'une force populaire et d'un soulèvement de la classe travailleuse depuis l'origine. Malgré les revendications proches des idéologies libertaires et de gauche, ainsi que la participation des militants des partis politiques dans la construction du mouvement, celui-ci n'est identifié à aucune idéologie spécifique. Une grande partie des anarchistes au Brésil semble vouloir construire et organiser, de la meilleure manière possible, la lutte sans se revendiquer «capitaines du mouvement». Ils mettent aussi l'accent sur l'importance de renforcer les structures de base, telles que les syndicats, les entités d'étudiants ou les associations de quartiers afin de mener une discussion quotidienne des revendications pour être apportées lors des mobilisations. Cela permettra aux groupes opprimés de construire un projet politique propre dans le but de faire face aux classes dominantes et à leurs instruments qui essayent de coopter les mobilisations populaires.

EN GRÈCE

Manifestation du 18 septembre 2013 pour souligner la mort de Pavlos Fyssas, assassiné par des membres de Golden Dawn



The future is uncertain and immoral...in Greece

Our politicians said " yes" to everything, " yes " let's eliminate justice, "yes" to the violation of our moral values" and finally they said yes to the selling out of our country and our fights, and they spread fear and agony all over the country... the policy of " TROIKA " international monetary fund threw a large part of Greek Society into poverty and misery, as well as weakened the economy and increased the government debt. Unemployment and the struggle to get food dominate, we are now in the process of decomposition.

60% of people that are under 25 year old are unemployed and 200.000 families don't have even one person in the family that works on a daily basis. There are people out there who lost their jobs and they have started going to churches and shelters just to find help... welfare services.. well there services are not sufficient anymore, and the number of people in need is growing so fast it can no longer be counted. Over a million young children in Greece live in miserable conditions. One day, out of nowhere there is this parastate construct " Golden Dawn " they claim to be supporters of the fallen Nazi Hero " Hitler". We knew that in the past they have attacked immigrants, sometimes even murdered them. But now, these guys are in the Greek Parliament and organizing rations only for "Greeks" in attempt to earn the trust and the support of the devastated people of our country.

Now back to our programing.

Wage cuts, tax increases and layoffs lead people to extreme acts. The suicide rate has increased dramatically and the media says NOTHING. The police force is

fucking corrupted and caress the offenders. They even shut down, for no reason, the biggest squat in Greece " VILLA AMALIAS". A house that was been a creative home for lots of people over the past two decades. How the hell do they define guilt and innocence ? I don't need to talk about the judges because they're doing the same things as the police. How are guilt and innocence determined in this country after all? But there are some people who gain from all of this, and who knows, maybe after all we all want to gain something from this situation, does that make us fucked up too? And we keep going, our politicians are on their thrones alongside with a part of human being that is way worst from the politicians. Irony? no this is a good strategic move. The rich will be richer and the poor poorer. I know it's cliche right? but sometimes cliche works fine. Us the People we are suffering. They told us we have democracy but no one can really express themselves. It's like we don't have any reason of existence.. So we keep going by our selves in the end, no matter which "party" we belong to.

The crisis in Greece is more than economic, it is cultural. We need to change, smash the fist of tyranny. People Of Greece,Canada, Turkey or wherever, reform. Stop thinking about who is better, and above all stop thinking about who is more ethical or who's a better anarchist..

Don't Bend... it's time to Ascend.
Sergio

EN ESPAGNE

En ce moment, dans l'État espagnol, nous sommes victimes, une autre fois dans l'histoire, des conséquences du système capitaliste. Celui-ci nous dévoile à nouveau sa pire facette avec une nouvelle crise. Les moyens économiques qu'ont pris les États membres de l'Union Européenne servent les intérêts des grands monopoles et de leurs oligarchies financières, qui elles mènent à terme des politiques d'austérité engendrant des secours et des coupures.

Des secours aux banques et aux monopoles, pour qu'elles ne perdent pas la valeur de leurs facteurs de production qu'elles contrôlent. Des secours à la bourgeoisie, laquelle en ressort, encore une fois, la grande bénéficière de cette crise.

Des coupures vis-à-vis du prolétariat; le capitalisme humaniste touche à sa fin, le système bourgeois, auquel nous sommes soumis-e-s, nous condamne à la misère. Des coupures en santé, en éducation, dans le domaine du travail et dans plusieurs autres domaines. Des coupures qui n'affectent pas les organes répressifs de l'État mais qui, au contraire, poussent au développement du rôle de ceux-ci, de leur qualité, de leur formation et des medias qu'ils contrôlent. Cela se traduit en une fascisation du système.

Devant cela, en opposition au système bourgeois qui nous soumet à la misère capitaliste, nous nous organisons avec le but de détruire ce système. Ceux et celles qui appuient une réforme ne nous représentent pas. Nous avons pour but la justice, la dignité, l'autodétermination, l'égalité et la liberté. C'est pour cela que nous appuyons une révolution et un nouvel état qui a pour but l'émancipation de la classe ouvrière du joug bourgeois. Nous appuyons le socialisme.

Organisation, formation et combat.

Nous vous saluons depuis Madrid avec le poing levé de Nucleo Terco.



AU JAPON

La situation des travailleurs journaliers sans-abris au Japon

Lors de la «haute croissance» des années 1960 et 1970, dans un contexte d'exode rural et d'immigration vers les villes, de nombreux travailleurs journaliers furent employés partout au Japon dans l'industrie de la construction et les travaux publics. Des milliers de ces travailleurs étaient rassemblés dans les marchés de travail journalier dits «yoseba». Chaque matin, un placeur leur assignait leur lieu de travail pour la journée. De nombreux jeunes, que l'on appela «kin no tamago» – «les œufs d'or» –, furent ainsi employés massivement dans les usines et magasins des villes. Leurs conditions de travail étaient pénibles et dangereuses. Les travailleurs journaliers habitaient des «hanba», ces baraquements d'ouvriers où le lieu de vie se confond avec le lieu de travail. Les droits des travailleurs y étaient peu respectés et les cas de travaux non-payés et de violence de la part des employeurs étaient fréquents. Ces hanba prenaient pour modèle l'exploitation de la main-d'œuvre chinoise et coréenne des colonies japonaises qui a pris fin après la Seconde Guerre mondiale.



Au début des années 1980, l'économie japonaise entre en dépression du fait de la hausse du yen: c'est l'époque de la bulle financière puis de son éclatement vers la fin des années 1980. Au début des années 1990, en raison de l'éclatement de la bulle, du changement de la structure de l'industrie et du vieillissement des travailleurs journaliers, ces derniers se firent massivement expulser des hanba. Ceux qui n'avaient même plus les moyens de se loger dans les «doya» (logements pas chers où le loyer se paye à la journée) se retrouvèrent à la rue. Ils se virent obligés de dormir dehors et construisirent des maisonnettes dans les espaces publics aux alentours des yoseba. Dans ces campements improvisés, il y avait non seulement des travailleurs journaliers mais aussi des ouvriers d'usine et des salariés. Des tentes améliorées et des maisonnettes en dur furent dressées dans presque tous les parcs importants de Tokyo, qui furent bientôt pleins à craquer. C'était une occupation entièrement spontanée. Les pratiques administratives de l'époque écartaient de leurs droits ceux qui n'avaient plus de logement. Sans enregistrement de domicile, l'accès à «l'assistance publique» (le système d'aide financière aux pauvres) était refusé aux sans-abris, à moins qu'ils aient plus de 65 ans ou qu'ils soient malades au point d'être emmenés aux urgences. Le gouvernement avait décidé de ne rien faire pour soutenir les chômeurs. Exclus du système d'aide sociale et devant l'indifférence du gouvernement, seule l'entraide au sein des campements de sans-abris permettait à ces derniers de survivre dans le combat quotidien contre la faim, le froid et les maladies.

Au début des années 2000, la politique néolibérale du gouvernement Koizumi accentua la précarité de l'emploi en assouplissant la réglementation du travail. Le code du travail fut révisé pour le pire, et le travail intérimaire devint de plus en plus courant chez les jeunes. On dit qu'à cette époque les aspects du travail journalier et des yoseba se sont répandus à l'échelle de toute la société. En l'absence de nouvelles mesures contre le chômage et alors que les aides aux entreprises sont systématiquement coupées, le Japon est frappé de plein fouet par la crise mondiale des subprimes que déclenche la faillite de Lehman Brothers. Les travailleurs intérimaires sont licenciés les uns après les autres, alors même qu'il n'existe aucune mesure sociale pour les soutenir. Bien que la crise touche peu ceux qui étaient déjà à la rue, les pertes d'emploi entraînent de nouvelles pertes de logement. Le gouvernement, qui avait jusqu'alors réussi à cacher l'exclusion des travailleurs journaliers et des sans-abris du système d'assistance publique, ne peut plus ignorer l'existence des nombreux chômeurs créé par le choc Lehman.

Le gouvernement demande alors que les pratiques administratives discriminatoires concernant l'attribution de l'assistance sociale soient modifiées, et que les allocations soient aussi accordées aux pauvres, en plus des personnes âgées ou handicapées. Un tel changement de pratiques administratives reflète la volonté du gouvernement de maintenir l'ordre public lors de grands changements sociaux. Bien que les critères d'accès à l'assistance publique soient devenus moins restrictifs, les pratiques d'application de la loi d'assistance publique sont toujours fortement critiquées. Sous prétexte d'abus pourtant peu nombreux de la part des allocataires, les médias dénigrent systématiquement le recours à l'assistance

publique et stigmatisent les allocataires. Les vexations aux guichets de l'assistance publique, ainsi que les refus abusifs des demandes d'allocations sont toujours nombreux. C'est dans ce contexte qu'une réduction du budget de l'assistance publique risque d'être imposée, sans la moindre évaluation des besoins réels en allocations. Alors que des réformes rétrogrades sont assénées à l'assistance publique, le système de protection sociale lui-même est de plus en plus utilisé comme outil de discrimination envers les sans-abris. Les pratiques administratives sont toujours aussi discriminatoires. Les sans-abris se font fréquemment refouler des guichets de l'assistance sociale, et dans les cas où les demandes d'allocations sont acceptées, les sans-abris sont contraints de vivre dans des établissements privés crapuleux, dont les patrons sont complices de l'administration. Alors que le réaménagement urbain progresse et que des expulsions ont lieu dans les parcs et les berges sous prétexte de «dépollution de l'espace urbain», c'est le dispositif de protection sociale lui-même qui est utilisé pour faire disparaître les sans-abris. En échange de l'attribution d'allocations, l'administration exige des allocataires qu'ils renoncent à la vie dans la rue, et qu'ils s'installent dans des appartements. C'est la technique classique de la carotte et du bâton... Actuellement, l'est de Tokyo est en plein réaménagement urbain. La nouvelle tour de transmission de Tokyo – le «Sky tree» –, ouverte en mai 2012, est devenue une attraction touristique, entraînant la création d'énormes centres commerciaux aux alentours, ainsi que l'expulsion des sans-abris. Le long de la rivière Sumida, un sans-abri a été retrouvé noyé quelques jours après avoir été chassé de son lieu de vie par des employés de l'arrondissement. Nous pensons que les travaux de réfection du parc de Tatekawa font partie d'un plan de réaménagement de toute la zone à proximité du Sky tree. Un circuit de canoë-kayak et un terrain de futsal payants ont été construits après les travaux de rénovation. L'utilisation du terrain de futsal coûte 10,000 yens l'heure (environ 78 euros). Par ailleurs, le parc est maintenant fermé la nuit, comme une gated community. C'est dans ce contexte que de violentes opérations d'expulsion se sont répétées envers les sans-abris du parc de Tatekawa Kasenshiki.

Nous luttons contre de telles expulsions depuis maintenant 4 ans alors que cela fait près de 20 ans que les plus anciens sont installés dans le parc. Beaucoup vivent de travaux journaliers ou collectent des canettes et des journaux pour le recyclage. Avant les travaux de rénovation du parc, la mairie de l'arrondissement n'a mené aucune action pour informer les populations démunies de leurs droits à la protection sociale. Pendant 20 ans, les pauvres ont bâti leurs propres abris, trouvé du travail, et ont survécu en s'entraidant, sans aide de l'assistance publique. C'est pourquoi beaucoup sont critiques lorsqu'on leur propose la protection sociale en contrepartie de leur expulsion (ceux qui acceptent de partir sont bien sûr soutenus dans leurs démarches administratives par des associations de soutien). Le mode de vie de ces sans-abris reflète la lutte de tous ceux qui se trouvent en bas de l'échelle sociale. C'est un combat très serré que les pauvres mènent pour maintenir leur existence sans dépendre des autorités, et ainsi préserver leur dignité d'êtres humains. Nous souhaitons nous rapprocher de nos camarades du monde entier à travers ce combat et nous en appelons à votre solidarité !

San'ya Rodousha Fukushi Kaikan,

Source : http://gallery.mailchimp.com/f86cd5f06b91fb8f65d2464e2/files/Appel_solidarit_Japon.pdf et le Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU)

LA RUSSIE D'AUJOURD'HUI :
ENTRE LA XÉNOPHOBIE ET LA DÉRIVE À DROITE

Que dire de la Russie? Un pays que l'on croit connaître, mais qui est malgré tout méconnu. Un pays si vaste et plein de mystères. Un pays qui malgré son énorme territoire a un lourd passé.

Certainement, la Russie s'est bâtie dans le sang. Que ce soit les ouvriers morts en construisant les palais des Tsars, les peuples asiatiques conquis lors de la colonisation de la Sibérie ou les protestataires réprimé-e-s dans la brutalité, la Russie a longtemps connu des temps troubles. Aujourd'hui encore, la Russie suscite de nombreuses critiques et les questionnements à son sujet n'arrêtent pas. Dans cette période d'incertitude qu'est le monde d'aujourd'hui, il est plus que nécessaire de faire un portrait de ce qui se passe dans ce pays. La situation y est critique puisque la xénophobie, l'homophobie, le nationalisme et le racisme prennent d'assaut le pays. Il n'y a pas si longtemps, on apprenait la mise en application de lois anti-gais en Russie, mais ces lois ne sont que la partie visible de l'iceberg, car le climat d'intolérance et les pratiques discriminatoires sont loin d'être quelque chose de nouveau. Au contraire, le pays que l'on connaissait pour les matriochkas et le bortsch nous révèle un autre visage, celui de l'intolérance et de la discrimination.



Avant de commencer, il est important de vous faire part de quelques informations vis-à-vis ce pays. Tout d'abord, il faut noter

que la Russie est composée de plus de 160 groupes ethniques et, selon les données du recensement effectué en 2002, environ 80% de la population est composée de Russes ethniques. Depuis la chute de l'Union Soviétique, le pays connaît une décroissance démographique. Ce n'est qu'en 2012 qu'il y a eu un accroissement naturel positif pour la première fois en 20 ans. On y compte environ 10 millions de musulman-e-s et 110 millions de personnes se considérant comme chrétien-ne-s orthodoxes pour une population de 143 millions d'habitant-e-s. Le taux de fréquentation des églises a aussi augmenté dans la dernière décennie. Il est important de noter que les énoncés à suivre sont autant relevés d'expériences vécues et d'observations que de faits ou de documents publiés par des organisations ou des journaux variés.



Quand on pense à la Russie, on pense tant naïvement à un passé qui a fait vibrer l'imaginaire collectif, soit l'ère soviétique. Évidemment, la Russie d'aujourd'hui n'a rien à voir avec celle de Brejnev, d'Andropov ou même de Lénine. L'Union Soviétique n'est plus, et il en va de même de ses politiques sociales et économiques. L'Union Soviétique n'est plus, mais la Russie demeure. Si la critique vis-à-vis le régime de l'URSS est indubitable, la Russie moderne doit être sujette à une critique encore plus vigoureuse. On se rappellera les critiques émises vis-à-vis l'URSS où on la pointait du doigt pour son manque de libertés, que ce soit pour la liberté d'expression ou d'association. Plus de 20 ans après la chute du mur de Berlin, l'autoritarisme russe a-t-il réellement changé? La réponse est tout aussi triste que la question. Et bien non. Le rêve tant attendu d'un peuple russe émancipé n'est pas. Le contrôle des populations est encore très fort. Rappelez-vous ce groupe de musique punk, Pussy Riot, qui a été arrêté pour avoir chanté une prière anti-Putin dans la Cathédrale du Christ-Sauveur. Rappelez-vous ces journalistes qui ont été assassiné-e-s, que ce soit la militante des droits de l'homme Anna Politkovskaïa ou de Mikhaïl Beketov, qui critiquait la corruption. Rappelez-vous de l'assassinat de l'avocat Stanislav Markelov, connu pour être un défenseur des droits humains. Rappelez-vous de Navalny, un des leaders de l'opposition qui a été arrêté. Mentionnons aussi ce prêtre qui supportait les Pussy Riot, nommé Pavel, qui fut poignardé à mort. Il est certain que de nombreuses violences ne proviennent pas toutes des forces du gouvernement. On peut notamment le voir par les militant-e-s anti-fascistes qui sont brutalement agressé-e-s et parfois même tué-e-s par des groupes d'extrême-droite.

Je pense aussi à tous ces immigrants et toutes ces immigrantes venu-e-s chercher une vie meilleure qui ont été sauvagement assassiné-e-s par des hordes de néo-nazis. Un exemple marquant parmi les nombreux actes de violence raciste est celui de la petite Khursheda Sultanova, une jeune fille de 9 ans originaire du Tadjikistan, qui a reçu 9 coups de couteau avant de mourir.

Plus récemment, on entendait parler de l'application des lois anti-gais en Russie. Le texte contre la «propagande gaie» a été adopté à l'unanimité par les députés russes. Ces lois interdisent à des couples homosexuel-le-s de s'embrasser en public ou de s'afficher sur internet. Des projets de lois similaires existaient déjà en Russie, il y a de cela quelques années. Certains homosexuels vont jusqu'à dire qu'ils étaient mieux traités pendant la période soviétique que dans la Russie actuelle. Il est certain que leur situation ne s'est pas améliorée. Cependant, ce climat d'intolérance et d'agressivité vient-il uniquement du gouvernement ? La réponse, bien que choquante, est simple ; non. Le climat ambiant en Russie est celui d'un peuple ancré dans ses traditions et dans une vision ultra-conservatrice de la société. En plus d'un climat d'intolérance affiché par le gouvernement, les gens disent ouvertement qu'ils ne veulent pas d'Asiatiques ou d'homosexuel-le-s chez eux et elles. Selon un récent sondage mené au pays par l'institut Vtsiom (Centre Panrusse d'étude de l'opinion publique), 88% des Russes supportent Putin dans ses lois discriminatoires et 54% d'entre eux et elles croient qu'il faut punir l'homosexualité. Un nombre qui fait peur. Certains politiciens plus radicaux que d'autres voulaient autoriser une sorte de « gay bashing ». D'autres citoyen-ne-s, propriétaires de logement par exemple, refusent catégoriquement de louer leurs appartements à des gens appartenant à une minorité sexuelle ou ethnique (principalement ceux et celles venu-e-s du Caucase et de l'Asie centrale). Et le pire, c'est que c'est affiché clairement dans leurs annonces qu'ils-elles ne veulent pas d'étrangers ou d'étrangères comme locataires.

Une autre forme de pratique discriminatoire est ce qui s'appelle le «Face Control». Dans les bars, le portier peut vous refuser l'entrée pour des raisons aussi banales pouvant aller du fait qu'il ne vous aime pas l'allure ou qu'il n'apprécie pas votre style vestimentaire. Néanmoins, ça ne s'arrête pas là. En effet, il peut aussi vous refuser l'accès pour des raisons beaucoup



plus graves, allant jusqu'à refuser l'entrée à des gens qui sont d'une nationalité étrangère. Ce racisme ambiant s'observe par la quasi-indifférence des Russes vis-à-vis des groupes haineux. Dans ce que j'ai pu observer, il n'y aura pas nécessairement de réaction face aux symboles du Troisième Reich arborés par des boneheads (néo-nazis au crâne rasé). Cela s'applique aussi lorsque ceux-ci effectuent le salut hitlérien en criant «Slava Rossii» (Gloire à la Russie). Bien entendu, les Russes ne sont pas tous indifférent-e-s face aux graffitis de croix gammées par exemple. N'empêche qu'en général, on peut facilement voir que les gens sont fermés d'esprit. Combien de fois ai-je entendu que c'était stupide qu'une bande d'imbéciles (en parlant des minorités sexuelles) descendent dans la rue pour réclamer leurs droits en tant que LGBT. Pour les conservateurs et les conservatrices, cela perturberait la morale, mais nous savons très bien que ce n'est que de la foutaise. Suite à ces observations, on pourrait croire que les Russes tentent de vivre dans le passé, avec des valeurs traditionnelles, ce qui ne serait pas faux.

On peut tenter d'expliquer de bien des manières ce climat de xénophobie. Il est certain que la chute de l'URSS et le passage ultra-rapide à l'économie de marché n'a sans doute pas favorisé l'ouverture d'esprit des Russes puisque leurs conditions de vie ont drastiquement chutées suite à cet événement. Les premières années, notamment l'ère Yeltsin, en a été une de sacrifices. C'est une génération au complet qui a été sacrifiée. Cette décennie qui a vue de nombreuses privatisations au sein de l'économie russe, ainsi que les guerres de Tchétchénie, a contribué à ancrer les Russes dans ce sentiment d'insécurité que peut amener la pauvreté. Bref, malgré cette transition économique accélérée et l'ouverture des frontières qui ont favorisées les flux migratoires en provenance des anciennes républiques, ces mesures ont toutefois contribué au développement d'un sentiment de xénophobie. Certain-e-s attribuent la montée des groupes haineux d'extrême-droite par le caractère généralisé de la xénophobie au sein de la société russe. Aux facteurs socio-économiques qui jouent un rôle indubitable s'ajoute le clash générationnel puisque les jeunes russes n'ont pas connu la période soviétique. Ce sentiment de nostalgie est donc moins présent parmi eux et elles.

La Russie est considérée comme étant l'un des pays les plus conservateurs d'Europe. Rien de surprenant quand la population elle-même se revendique ainsi et que même les fameuses Babushka lancent des objets aux homosexuel-le-s, tout en arborant des icônes du Christ. Même les diplomates ne sont pas à l'abri. L'Ambassadeur du Ghana a lui-même été attaqué. Cette intolérance vise aussi les handicapé-e-s et plus particulièrement les trisomiques où un bon nombre d'entre eux et elles sont abandonné-e-s par leurs parents.

Pour en revenir à l'homophobie, il va de soi que ces politiques répressives seront aussi appliquées aux Jeux Olympiques de Sochi. Ces jeux n'ont pas lieu d'être dans un lieu où règne un climat de haine et d'intolérance. Non seulement cet événement se tiendra dans un lieu où l'homosexualité est punie par la loi, mais par le fait même, le comité olympique cautionne ces lois. Le comité olympique pourrait même aller jusqu'à sanctionner et exclure les athlètes affichant leur sympathie pour les droits des LGBT, si ceux-ci et celles-ci arborent le drapeau arc-en-ciel, par exemple. Si ce n'était pas déjà assez des idiots intolérants qui vont jusqu'à torturer des pauvres gens innocents (Nous parlons ici des groupes d'extrême-droite qui s'attaquent aux militant-e-s LGBT et homosexuel-le-s), il faut qu'en plus, des événements internationaux se joignent à ce marathon de la haine. La charte olympique ne stipule pas elle-même qu'il faut promouvoir la

dignité humaine? Pour citer le principe fondamental n°6 de l'Olympisme contenu dans la charte olympique : «Toute forme de discrimination à l'égard d'un pays ou d'une personne fondée sur des considérations de race, de religion, de politique, de sexe ou autres est incompatible avec l'appartenance au Mouvement olympique». Cette dernière phrase parle d'elle-même.

Selon une étude du Centre Levada effectuée en octobre 2012, environ 60% des Russes ont une attitude négative envers les lesbiennes et trouve l'homosexualité irritante. Ce chiffre monte à 66% lorsqu'on parle de couples homosexuels masculins. Une autre étude effectuée en juillet 2012, par le même organisme, démontre également que 43% d'entre eux et elles considèrent l'homosexualité comme un acte de débauche et une «mauvaise habitude» et 32% considèrent que c'est un trouble mental lié à un traumatisme.

Bien que datant de quelques années, le rapport de novembre 2006 émis par le centre SOVA sur les statistiques sur les crimes haineux fait un bref portait de la situation en Russie vis-à-vis l'intolérance. Attention, il est important de noter que les données suivantes sont fort probablement inférieures au nombre réel de crime haineux commis. Il est donc important de noter que la situation en Russie est bien plus alarmante que le laisse supposer ces nombres, bien que déjà assez élevés. On estime qu'il y aurait 3 fois plus d'attaques racistes que les attaques recensées. Les faits parlent d'eux-mêmes. Pour la seule année 2004, on parle de 46 meurtres et de 212 personnes battues, pour un total de 258 victimes. Pour l'année 2005, on parle de 38 meurtres et de 406 personnes battues, pour un total de 444 victimes. Ces chiffres n'incluent pas les crimes commis contre les itinérant-e-s et les homosexuel-le-s, ce qui évidemment, feraient augmenter le nombre de victimes.

Selon un document émis par l'Université d'État de San Diego en 2005, environ 60% des Russes seraient totalement d'accord ou en accord avec le slogan suivant : «La Russie aux Russes». Près de deux Russes sur cinq supportent l'idée de déporter les immigrant-e-s (avec ou sans papier) vers leur pays d'origine. Un jeune Russe sur quatre (moins de 25 ans) croit que les boneheads ne constituent pas une menace aux relations inter-ethniques. Ce nombre chute à environ 15% lorsqu'on parle de Russes âgé-e-s de 40 ans et plus. Ce sont là des chiffres alarmants quand on sait que des millions d'habitant-e-s de la Russie ne sont pas des Russes ethniques.

À chaque année a lieu la «Marche russe». Les principaux thèmes de ce rassemblement sont l'opposition à l'immigration et la revendication d'une Russie blanche. En 2012, à Moscou, 5500 manifestant-e-s se sont rassemblé-e-s lors de cet événement. Croix gammées et saluts hitlériens étaient au rendez-vous. Dans un autre dossier d'analyse émis par le politologue Robert Kuesche, on apprend que près de 7 Russes sur 10 croient que les immigrant-e-s «volent les emplois destinés aux Russes» et qu'environ 8 Russes sur 10 supportent l'utilisation de mesures fermes afin de se débarrasser des immigrant-e-s sans papier [1]. Selon un sondage effectué par le Centre Panrusse d'étude de l'opinion publique (VtsIOM), 51% des Russes n'aimeraient pas avoir de voisin-e ou de collègue gai-e, ce qui est extrêmement déplorable.

Il est important de savoir que le pouvoir en place se préoccupe peu de la montée de l'extrême-droite et des actes de violence raciste. Au contraire, il n'est pas rare de voir des condamnations (lorsqu'il y en a) basées sur des accusations d'hooliganism. Ceci est une chose peu surprenante, car le gouvernement en place est loin d'être celui des droits humains et de la tolérance.

Même si à chaque année on célèbre la victoire de l'armée rouge sur l'Allemagne nazie, cela n'empêche pas les ultra-nationalistes de prendre part aux célébrités. En fait, on pourrait même ajouter que ce n'est pas nécessairement la défaite nazie qui est célébrée mais la victoire russe. Pour être plus clair, même les plus nationalistes et les plus conservateurs ou conservatrices peuvent fêter cette victoire de l'Union Soviétique, car on célèbre la victoire des Russes. Ce sont les Russes qui ont gagné-e-s la guerre. Ce sont les Russes qui ont anéanti l'ennemi. Bref, c'est le sentiment d'un peuple russe victorieux face à l'envahisseur qui est mis de l'avant et c'est pourquoi il n'est pas rare de voir des rubans de Saint-Georges un peu partout.

Pour conclure, la Russie est entrée dans un processus dangereux engendré par l'intolérance et la discrimination. Ce processus d'exclusion peut avoir de lourdes conséquences sur des millions de vies humaines et c'est là toute la problématique. Laurence W. Britt nous rappelait les signes précurseurs du fascisme et une bonne partie des points élaborés par ce politologue s'appliquent à ce qui se passe présentement en Russie. En effet, la société russe s'illustre par son nationalisme puissant et grandissant, par son dédain des droits humains, par l'identification d'ennemi-e-s et de bouc-émissaires, par l'influence de la religion sur le gouvernement et j'en passe. Il est donc effrayant de constater que la société russe est imbibée d'intolérance. La xénophobie, tout comme l'homophobie, n'ont pas lieu d'être. Si des facteurs économiques mais aussi socio-culturels peuvent venir expliquer ce phénomène en partie, cela n'excuse en aucun cas les actions commises à l'égard de certains groupes ethniques, religieux ou sexuels. Il est indubitable que la lutte contre les idées d'extrême-droite doit être mise de l'avant. Sur un front plus large, c'est tout le racisme et le sexisme qu'il faut combattre. C'est pourquoi le support aux groupes anti-fascistes russes est plus que nécessaire. Il faut faire preuve de solidarité avec ceux et celles qui combattent activement la discrimination, et ne jamais oublier que ce sont les droits humains qui sont directement menacés. Il en est donc de notre devoir de lutter.

ICI COMME AILLEURS, LE FASCISME NE PASSERA PAS!!

- Volia

[1] Dans le texte original on utilise le terme «immigrant illégal». Je préféré utiliser le terme d'immigrant sans papier car nous considérons qu'aucun être humain ne peut être considéré comme étant illégal. Ces termes « légaux et illégaux» sont discriminatoires et ne sont aucunement justifiables sur une base morale. Le droit de locomotion et le droit à une vie décente sont des droits fondamentaux.

DES VINYLES ET DES POUSSIÈRES SHARON JONES AND THE DAP KING

Que de déception nous fûmes frappés lors de l'annonce de l'annulation du concert, prévu à Montréal, cet été, de Sharon Jones and the Dap Kings!

Sharon Jones & The Dap Kings est un groupe Funk/Soul américain signé sur Daptone Records, The Dap Kings étant le groupe instrumental maison du label. Ils sont une figure de proue du mouvement revival de Soul/Funk actuel reproduisant la musique faite de la moitié des années soixante à la moitié des années soixante-dix. Originellement composé de Philip Lehman et Gabriel Roth, alors nommés, vers 1995, The Soul Providers, ils ont commencé en enregistrant un album inspiré de pièces instrumentales et de vocaux de James Brown. C'est lors de ces sessions que Sharon Jones fût découverte alors qu'elle enregistrait les choeurs d'une des chansons de Lee Fields. Ils furent si impressionnés par Jones qu'ils enregistrèrent une chanson solo intitulée Switchblade d'abord conçue pour une voix masculine, avec elle.

Le Duo Lehman et Roth se sépara en 2000, Roth formant le Daptone Record Label. Un nouveau groupe, The Daptones, fut assemblé pour être le groupe maison du label. Il comprenait Roth à la basse, Jack Zapata au saxophone baryton, Anda ''Goodfoot'' Szilagyi à la trompette, Binki Griptite à la guitare, Erl Maxton à l'orgue, Homer ''Funkyfoot' Steinwess à la batterie et Fernando ''Boogaloo'' Velez aux percussions. Jones, qui était une étoile montante de Funk et de Soul, fut mise au chant principal. Un album studio fût enregistré durant la résidence du groupe en été 2001 en Espagne intitulé Dap Dippin' with Sharon Jones and the Dap-Kings. Bien que très peu de copies furent distribuées, un an après, l'album était numéro 1 dans la presse rétro et funk. Jones et Roth reçurent une grande partie des louanges, pour la voix passionnée de Jones et la production analogue cristalline de Roth.

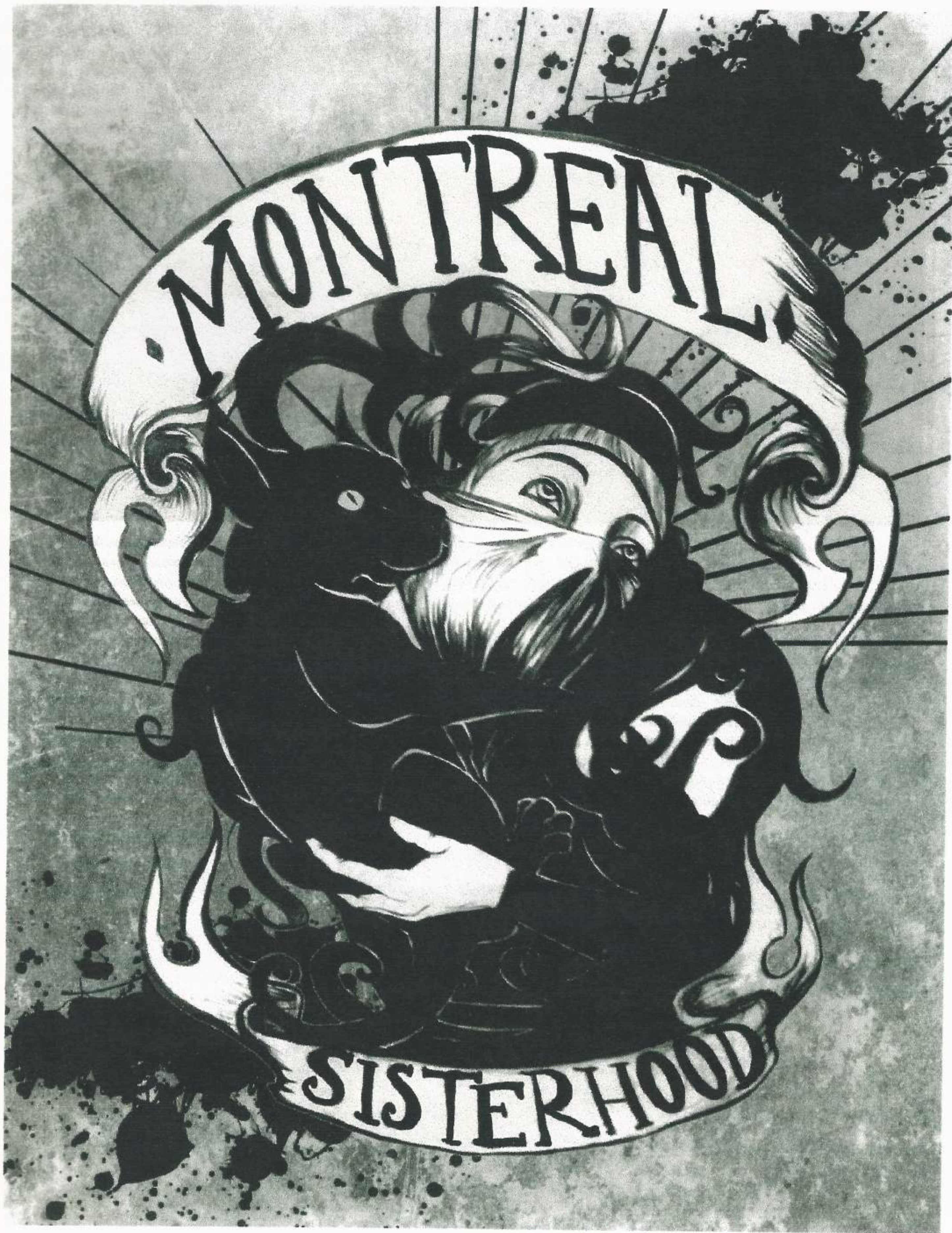
Les deux années qui suivirent furent parsemées de changements au sein du groupe, notamment avec le départ de Zapata, Maxton et Szilagyi et l'ajout de Sugerman, David Guy à la trompette et Tommy Brenneck à la guitare. Roth dû aussi se mettre en retrait suite à un accident de voiture. L'album Naturally, lancé en 2005, accentua la tendance Soul du groupe bien que plusieurs membres spécialistes de Funk demeurèrent en place. Les deux années suivant la sortie de l'album virent le profil du groupe s'expandre au-delà du circuit Funk/Soul lorsqu'ils furent engagés pour travailler sur un certain nombre de projets par le DJ/producteur Mark Ronson, l'un des plus reconnus du Royaume-Uni. Ils sortirent ensuite, en 2007, 100 Days, 100 Nights, en 2010 I Learned The Hard Way et Soul Time, en 2011. Malheureusement, la sortie de leur album Give The People What They Want prévue pour l'automne 2013 fut repoussée. Sharon Jones, elle-même, et The Dap Kings, seuls, comptent nombres de collaborations avec des artistes de grande envergure, comme Amy Winehouse pour les Dap Kings. Wax Taylor et quelques titres de Bessie Smiths interprétés par Jones les firent également monter en succès et en reconnaissance.



SHARON JONES and the Dap Kings

Bien que leur succès les menèrent à sortir de l'underground pour rejoindre «l'industrié» musicale, en étant notamment le groupe instrumental de Amy Winehouse en 2006 et en participant à quelques publicités en 2006 et en 2008, il est intéressant de voir comment ils ont su gagner le cœur du public ; non seulement avec leur musique sortie des boules à mites apprêtée au goût du jour, mais avec Jones, ancienne agente correctionnelle, pas du tout dans les standards de beauté contemporains, habillée en petites robes à paillettes des années 60 (elles aussi sorties des boules à mites). Bref, elle réussit à se faire connaître pour son talent, telle qu'elle est, sans que, comme souvent dans l'industrie de la musique, son corps soit utilisé afin de vendre plus d'albums.

Queenstitt


MONTREAL
SISTERHOOD

ÉDITO



Depuis quelques semaines, le Parti Québécois ne cesse d'utiliser l'argument voulant que l'égalité hommes-femmes soit une composante primordiale de la société québécoise pour défendre sa fameuse Charte des «valeurs». En effet, c'est au nom d'un supposé féminisme qu'on devrait s'opposer, entre autre, à la présence de femmes musulmanes voilées dans les différents postes de la fonction publique. Le voile serait l'incarnation suprême de l'oppression des femmes et il n'aurait pas sa place sur la tête d'employées de la fonction publique. Mais qu'en est-il vraiment ? Le Québec est-il si féministe que ça ? L'argument évoqué par le Parti Québécois tient-il la route? C'est à ces questions que tenteront de répondre le texte L'égalité hommes-femmes ; une valeur québécoise ?, dans les pages qui suivent. De plus, dans cette édition, nous vous présentons un mini-dossier sur la place des femmes dans différents domaines, notamment dans le domaine du travail, dans le domaine du tatouage ainsi qu'au cinéma. Nous vous invitons également à lire, dans la section Sport, un texte sur les femmes dans les sports de combat écrit par des membres du Sisterhood. Mais, parce qu'il n'y pas que le féminisme dans la vie, nous vous présentons également un texte sur une autre forme d'oppression, souvent peu abordée, le spécisme. On retrouve également, comme depuis quelques numéros, la chronique La révolution entre les lignes, qui sort un vieux texte du passé, mais, qui reste toujours pertinent.

Nous prenons également quelques lignes pour remercier les conférencières et toutes les personnes ayant assistées à notre discussion sur les impacts des dérives sécuritaires sur les femmes tenue en mai dernier.

Bonne lecture !



L'ÉGALITÉ HOMMES-FEMMES

UNE VALEUR QUÉBÉCOISE ?



S'il est vrai que nous ne sommes pas dans l'un des pires endroits au monde où vivre lorsqu'on est une femme, le Québec n'est pas non plus une société qui s'est débarrassée du patriarcat. Les exemples nous démontrant que l'égalité n'est pas acquise et ce, dans une multitude de domaine, sont encore nombreux. Sans faire la liste exhaustive, mainte fois entendue, des situations où les femmes sont subordonnées, nous pouvons noter qu'au Québec, les femmes ont encore, globalement, un revenu plus faible que les hommes et qu'elles sont moins présentes sur le terrain politique. Elles consacrent aussi plus de temps aux tâches ménagères que les hommes et elles comptent parmi la grande majorité des victimes de violence conjugale. De plus, les femmes continuent d'être plus hypersexualisée, marchandisées et soumises au diktat de la beauté. Il est donc à se demander si c'est le principe d'égalité des genres qui se trouve vraiment au cœur des préoccupations des défenseurs de la Charte puisque nombre d'entre eux, évoquant l'argument de l'égalité hommes-femmes, restent plutôt discrets sur ces derniers aspects.

De plus, ironiquement, c'est en plein cœur du débat sur la Charte qu'apparaît également celui sur les concours de beauté pour fillettes âgées entre 0 et 19 ans (oui oui, 0 an!). Suite à l'annonce d'un tel concours prévu à Laval prochainement, de nombreuses voix se sont levées pour dénoncer ces évènements. Popularisés aux États-Unis, notamment via la téléréalité Toddlers and Tiaras, les concours de beauté pour jeunes filles, également appelés les concours de Mini-miss, mettent en compétition des fillettes qui seront jugées sur «la personnalité, l›énergie, l›apparence soignée et les compétences de base de «modeling»». L'aspect personnalité étant ici jugé par le fait de «répondre à une question simple». Le gouvernement Marois a laissé savoir qu'il ne réglementerait pas ces concours. On se retrouve donc, d'un côté, avec l'interdiction de porter le voile dans la fonction publique au nom de l'émancipation des femmes ... mais on est bien d'accord avec le fait que des jeunes filles soient en compétition en ce qui a trait à leur apparence physique. Il semble donc évident que le gouvernement nous fait des accroires lorsqu'il prétend défendre la condition des femmes. Il tente plutôt de récupérer le féminisme pour défendre son projet identitaire et xénophobe ... tout comme il se sert de la Charte pour faire oublier les différentes mesures d'austérité qu'il a proposées (hausse des frais de scolarité, maintien de la taxe santé, hausse des tarifs d'hydro-électricité, coupures à l'aide sociale, etc.). Bref, s'il y a une chose que les féministes n'ont vraiment pas besoin, c'est de voir leurs discours récupérés et servis à toutes les sauces.

«Ces campagnes anti-voile servent aussi à diviser ceux et celles qui devraient être uni-es (les travailleurs et les travailleuses quelles que soient leurs origines, leurs cultures, leurs religions ou absence de religion) et unir ceux qui devraient être divisés (le prolétariat et le patronat). Alors que le gouvernement de «gauche» ne cesse de faire adopter des mesures impopulaires, cette nouvelle affaire sert bien de cache-misère : les femmes voilées n'ont pas à payer l'incapacité du gouvernement à résoudre les problèmes sociaux du pays en en les utilisant comme boucs émissaires.» -Alternative libertaire, concernant une loi portant sur un élargissement de l'interdiction du port de signes religieux, en France.

Religions, oppression des femmes et féminismes

S'il est plutôt clair que ce n'est pas réellement le principe d'égalité hommes-femmes qui guide le gouvernement Marois dans son projet, comment le mouvement féministe peut-il tout de même analyser la question des religions et de l'oppression des femmes qui y est associée ? D'abord le féminisme ne consiste pas en un mouvement homogène. Il est composé de différentes tendances et le débat sur la Charte le démontre ... «le mouvement» ne s'entend pas. Par contre, il ne semble pas être aussi divisé que plusieurs le prétendent. En effet, tout ce qui est crédible en termes de féminisme s'accorde sur l'importance de séparer l'État et l'Église. Par contre, il semble que cette situation soit déjà relativement chose faite, à l'exception de certains symboles religieux catholiques, encore présents dans plusieurs institutions publiques comme le crucifix à l'Assemblée Nationale. Bien que la religion catholique ait été, et est encore, un vecteur important de l'oppression des femmes, Marois et ses ami-e-s ne souhaitent pas toucher à ces signes religieux au nom de l'importance de se rappeler notre bon passé chrétien. C'est donc deux poids, deux mesures ! Il faudrait peut-être leur remémorer que la religion musulmane ne possède pas le monopole de la domination des femmes. Nous n'avons pas à chercher très loin dans notre histoire pour trouver des exemples reliés au catholicisme.

Beaucoup de féministes s'entendent aussi pour condamner l'ensemble des religions ainsi que leur vision des femmes. En effet, celles-ci portent presque toutes, que ce soit par leurs écritures sacrées ou leurs pratiques, l'empreinte du patriarcat. Ceci dit, c'est surtout sur la signification du voile que ça se complique. Pour certaines, le port du voile serait le signe «suprême» de l'assujettissement des femmes alors que pour d'autres, il s'assorti très bien au féminisme. D'ailleurs, il existe des associations de féministes musulmanes et ce, même ici au Québec. Il faut aussi rappeler que pour bien des musulmanes québécoises, le port du foulard fait bien plus référence à une identité et une culture qu'à la soumission. En effet, le foulard n'est pas majoritairement, comme plusieurs le prétendent, porté de force. Mais, même parmi celles qui associent le voile à la soumission des femmes, on ne peut passer outre les conséquences possibles de l'interdiction du port du voile pour les employées de l'État pour juger la Charte. En interdisant le port du voile, le gouvernement propose deux options, qui sont toutes deux des contraintes, aux femmes musulmanes travaillant dans le secteur public ; renier leur identité et leur bagage culturel ou perdre leur emploi. La première option, qui dicte aux femmes quelles croyances sont bonnes pour elles, se veut franchement paternaliste. Elle est aussi contradictoire dans la mesure où on souhaite libérer par l'interdiction. Dans le deuxième cas, qui est celui de quitter son emploi, on vient ajouter une difficulté supplémentaire à l'obtention d'un travail pour un bon nombre de femmes souvent déjà discriminées. On les rend plus précaires et les possibilités d'être autonomes financièrement se dissipent, l'une des premières conditions pour l'indépendance des femmes. Ce n'est pas en imposant des contraintes aux femmes, ni par l'exclusion sociale, qu'on fera reculer l'influence de la religion et qu'on permettra à toutes les femmes de s'émanciper dans notre société. L'éducation populaire et la reconnaissance de l'égalité entre tous et toutes, notamment entre toutes les femmes, dans tous les aspects de nos vies, semblent un bien meilleur plan.

«Être féministe et pour la laïcité de l'État, c'est savoir se servir de l'outil qu'est la laïcité, mais chercher au final à réaliser l'égalité et la justice. Or, il faut se mobiliser davantage si cela est le but recherché. Il faut s'attaquer au culte de la beauté et de la jeunesse, à l'inégalité salariale, au viol pratiqué en toute impunité, au sexisme dans la publicité, à la pauvreté des femmes à la retraite, à la violence conjugale, aux stéréotypes, à l'intimidation des adolescentes, au sous-emploi des femmes issues de l'immigration et à bien d'autres choses» -Fédération des femmes du Québec

LA RÉVOLUTION

ENTRE LES LIGNES

Clara Zetkin est une militante féministe, marxiste et internationaliste d'origine allemande née en 1857. Fervente défenderesse des droits des femmes, elle est à l'origine de la Journée internationale des femmes. Impliquée dans la Ligue Spartakiste, mouvement révolutionnaire communiste, elle devient, après la révolution allemande de 1918, députée au Reichstag (l'assemblée parlementaire de l'Allemagne) pour le Parti communiste. Quelques mois avant son exil forcé par la montée du nazisme, elle prononce, en tant que doyenne du parlement le discours d'ouverture de ce dernier. Celui-ci prend place durant l'une des plus grandes crises économiques que le système capitaliste ait connue (1929-1939) mais aussi devant des centaines de députés nazis, désormais au pouvoir.



Il faut abolir le fascisme !

Mesdames et Messieurs, le Reichstag se réunit dans une situation où la crise du capitalisme à son déclin accable les très larges masses laborieuses d'Allemagne et leur inflige les souffrances les plus épouvantables. Les millions de chômeurs que les maigres allocations dont on leur fait (ou dont on ne leur fait pas) l'aumône n'empêchent pas de mourir de faim seront rejoints cet automne et cet hiver par des millions d'autres. La famine, qui est aussi le sort de tous ceux qui ont besoin d'aide sociale, s'aggrave.

Quant aux travailleurs qui ont encore un emploi, les bas salaires les empêchent de renouveler leur force nerveuse et musculaire usée au maximum par la rationalisation et a fortiori de satisfaire le moindre besoin culturel. En se poursuivant, le démantèlement des conventions collectives et des organes de conciliation va faire baisser encore les salaires de misère.

Un nombre croissant d'artisans et de petits industriels, de petits et moyens paysans sombrent dans le désespoir et la ruine. Le déclin économique, les coupes sombres dans les dépenses culturelles réduisent à néant les bases économiques de la création intellectuelle et ôtent de plus en plus aux créateurs la possibilité de mettre en œuvre leurs forces et leurs connaissances.

[...]

En même temps, [le gouvernement] foule aux pieds le droit des masses à lutter contre la misère. Ceux qui ont besoin de l'aide sociale et ceux qui y ont droit, ce sont, pour le gouvernement, les gros agrariens endettés, les industriels faillis, les requins de la finance, les armateurs, les spéculateurs et trafiquants sans scrupules.

Toute sa politique fiscale, douanière, commerciale, consiste à prendre aux larges couches du peuple travailleur pour donner à de petits groupes de profiteurs et à aggraver la crise en restreignant davantage la consommation, les importations et les exportations.

Sa politique étrangère aussi est placée sous le signe du mépris pour les intérêts des travailleurs.

[...]

Dans cette bataille, il s'agit d'abord et avant tout d'abattre le fascisme qui veut réduire à néant, par le fer et par le sang, les manifestations de classe des travailleurs, en sachant bien, comme nos ennemis, que la force du prolétariat ne dépend pas du nombre de sièges au parlement, mais qu'elle est ancrée dans ses organisations politiques, syndicales et culturelles.

La Belgique montre aux travailleurs que la grève de masse conserve sa force, même à une époque de crise économique aiguë, à condition qu'en employant cette arme les masses soient résolues et prêtes à ne reculer devant aucun sacrifice, ni devant l'extension de la lutte, prêtes à répondre par la violence à la violence de leurs ennemis.

Mais la démonstration de force du peuple travailleur à l'extérieur du parlement ne doit pas se limiter au renversement d'un gouvernement anticonstitutionnel; elle doit aller au-delà de cet objectif limité et se préparer à renverser l'État bourgeois et son fondement, l'économie bourgeoise.

Toutes les tentatives d'atténuer, et a fortiori de résoudre la crise en restant sur le terrain de l'économie capitaliste ne peuvent qu'aggraver le mal. Les interventions de l'État ont échoué, car ce n'est pas l'État bourgeois qui tient l'économie, c'est au contraire l'économie qui tient l'État bourgeois.

Entre les mains des possédants, l'appareil d'État ne saurait être utilisé qu'à leur avantage et au détriment des larges masses populaires qui travaillent, qui produisent et qui consomment.

Une économie planifiée sur la base du capitalisme est une contradiction en soi. Les tentatives en ce sens ont toujours achoppé sur la propriété privée des moyens de production. La planification de l'économie n'est possible que si l'on abolit cette propriété privée.

La seule et unique voie pour surmonter les crises économiques et écarter tous les dangers de guerre impérialiste, c'est la révolution prolétarienne qui supprime la propriété privée des moyens de production et garantit ainsi la possibilité de planifier l'économie.

[...]

La lutte des masses laborieuses contre la misère qui les opprime maintenant est en même temps une lutte pour leur libération totale. C'est lutter contre le capitalisme qui exploite et avilit, pour le socialisme qui délivre et libère.

C'est vers ce but lumineux que les masses doivent tourner constamment leurs regards, sans se laisser troubler par des illusions sur la démocratie libératrice, et sans se laisser effrayer par la brutalité du capitalisme, qui cherche son salut dans un nouveau génocide universel, dans les assassinats fascistes et la guerre civile.

La nécessité de l'heure, c'est le front uni de tous les travailleurs pour repousser le fascisme, et pour conserver ainsi aux esclaves de l'exploitation la force et la puissance de leurs organisations, et même tout simplement pour les conserver en vie.

Devant cette impérieuse nécessité historique, toutes les opinions politiques, syndicales, religieuses, idéologiques, qui nous entravent et nous séparent, doivent passer au second plan.

Tous ceux qui sont menacés, tous ceux qui souffrent, tous ceux qui aspirent à se libérer doivent faire partie du front uni contre le fascisme et ses fondés de pouvoir au gouvernement !

Tous les travailleurs doivent se retrouver et s'affirmer contre le fascisme, telle est la condition indispensable pour que se constitue le front uni contre la crise, les guerres impérialistes et leur cause, le mode de production capitaliste. Le soulèvement de millions de travailleurs, hommes et femmes, en Allemagne, contre la faim, la privation de leurs droits, les assassinats fascistes et les guerres impérialistes est une expression de l'indestructible communauté de destin de tous les travailleurs du monde.

Cette communauté de destin internationale doit devenir une communauté de combat solidement forgée par les travailleurs partout où le capitalisme étend sa domination, une communauté de combat avec nos frères et nos sœurs soviétiques qui nous ont précédés dans l'assaut.

Les grèves et les soulèvements dans les pays les plus divers sont des signes enflammés dont la lumière montre à ceux qui combattent en Allemagne qu'ils ne sont pas seuls. Partout les déshérités et les humiliés s'apprêtent à la conquête du pouvoir. Dans le front uni des travailleurs qui se forme aussi en Allemagne ne doivent pas être absentes les millions de femmes qui portent encore les chaînes de l'esclavage de leur sexe, et qui sont de ce fait livrées à l'esclavage de classe le plus dur.

Et aux tout premiers rangs, c'est la jeunesse qui doit lutter, la jeunesse qui aspire à s'épanouir librement, mais qui n'a aujourd'hui d'autres perspectives que l'obéissance aveugle et l'exploitation dans les colonnes des esclaves du travail. Dans ce front uni ont aussi leur place tous les créateurs intellectuels dont le savoir et la volonté d'accroître le bien-être et la culture de la société ne peuvent plus s'exercer aujourd'hui dans l'ordre bourgeois. Puissent-ils tous rejoindre le front uni de combat, les esclaves salariés, les corvéables du capital, tous ceux qui sont à la fois les supports et les victimes du capitalisme ! En ma qualité de doyenne d'âge et dans l'espoir que, malgré mon invalidité actuelle, j'aurai encore le bonheur d'ouvrir, en qualité de doyenne d'âge, la première session du Congrès des Conseils de l'Allemagne soviétique, je déclare ouverte la session du Reichstag.

LE TRAVAIL DES FEMMES

Les femmes ont toujours travaillé, pourtant leur entrée massive dans le marché salarial fut remplie d'obstacles. Encore maintenant, elles sont les premières touchées lorsqu'il y a des coupures à faire, comme on peut le constater avec les coupures de salaire que l'État envisage pour les enseignant-e-s au niveau collégial.

À la fin du XIX[e] siècle, il y a un mouvement relativement global de prise de conscience collective de la part des femmes à l'égard de leur statut d'infériorité. Au Québec, cela se traduit premièrement avec la revendication de l'accessibilité à l'éducation, mélangée à la réalité des communautés ethniques en présence, les anglophones, plus riches, et les francophones, plus pauvre[1]. Malgré le fait qu'elles pouvaient être institutrices dès le milieu du XIX[e] siècle, elles gagnent un salaire considérablement moindre que les instituteurs ou les religieuses qui ont le même travail. Les religieuses exerçaient une grande concurrence pour les femmes laïques puisque ces dernières devaient passer des examens pour devenir institutrices même si les deux groupes avaient la même éducation. C'est donc dans ce contexte que les femmes prennent conscience de l'injustice qui leur est faite et qu'elles vont tenter de la régler.

Les femmes travaillent surtout dans le milieu du care. Il y a eu le mouvement des hygiénistes qui prenait place en réponse à l'industrialisation et les problèmes sociaux que cela a provoqué. Les femmes hygiénistes tentaient d'intervenir surtout dans les classes populaires, ce sont quand même ces personnes qui sont le plus touchées par les problèmes d'hygiène. Ce mouvement apparait vers les années 1870[2] et laissera les femmes dans une logique du féminisme maternaliste. À ce moment, à Montréal, il y a un pourcentage élevé de mortalité infantile, supérieur aux autres grandes villes industrialisées. Cela arrive aussi au moment où les femmes passent du bénévolat à l'expertise dans les soins de santé. Ce qui faisait partie du privé devient du milieu public, mais le crédit pour leur travail pour contrer la mortalité infantile avec leur travail à été repris par les hommes médecins et non par les femmes.

Les religieuses, en 1923, constituent 57% des gardes malades. Cinq ans plus tard elles sont 40%,[3] ce qui montre que malgré la concurrence que font les religieuses aux femmes laïques ces dernières réussissent à se tailler une place dans le milieu du travail. Malgré cette avancée et leur présence montante, les hommes gagnent environ 56% de plus que les femmes que ce soit avec le métier d'instituteur ou dans le secteur de la santé. Par ailleurs, le titre de médecin ou comptable leur reste interdit jusqu'en 1930. De plus, les femmes catholiques ont un salaire moindre que celles protestantes. La discrimination se fait entre les religions, et par extension, la langue et entre le sexe.

Dans le milieu syndical, elles se font aussi dire qu'elles devraient rester à la maison et les revendications syndicales ne jouent pas en leur faveur. Il semble que tout le monde, à l'exception des femmes, s'entendent pour faire tout en sorte qu'elles ne sortent pas du domicile familial. La place des femmes au travail est considérée comme étant un état temporaire, en attendant le mariage et le mari qui la fera vivre. Leur condition de travail ressemble un peu à celle des enfants, ce qui montre le peu d'estime qui leur est accordée. Par contre, les patrons trouvaient souvent des manières de les faire travailler plus qu'il était permis en usant de diverses dérogations aux conditions de travail. Elles avaient parfois le titre d'apprenties, ce qui pouvait durer plusieurs années comme statut, et permettaient de leur donner un salaire moindre que le salaire minimum. Leurs revendications à elles, dans le milieu de l'usine, visaient surtout à leur accorder une sécurité physique suite à plusieurs cas de violence envers les femmes[4]. Ces revendications ne plaisaient pas aux hommes des syndicats. Elles luttaient aussi pour plus d'hygiène au travail, des relents du mouvement hygiéniste.

En rétrospective, les femmes au Québec ont dues lutter contre les religieuses, les hommes, l'État et le système d'éducation pour réussir à sortir de leur foyer, pourtant



elles sont restées dans le milieu de la santé et dans le soin des malades ou bien dans l'éducation. Les autres milieux leur sont restés impossibles d'entrée durant plusieurs années et encore aujourd'hui il peut être dur pour les femmes de sortir des sentiers battus. Les femmes sont encore dans le milieu de l'éducation et de la santé avec des emplois précaires. Il reste du travail à faire au Québec, mais les femmes de la fin du XIX[e] et du début du XX[e] siècle ont bien amorcé le travail.

Notes

1 Dorval, Denise et al. Le mouvement des femmes au Québec. P. 5

2 Cohen, Yolande. Femmes philanthropes : catholiques, protestantes, juives dans les organisation caritatives au Québec. P. 110

3 Linteau, Paul-André et al. Histoire du Québec contemporain : De la confédération à la crise (1867-1929) p. 588

4 Ibid. p. 592

LE SPÉCISME

L'OPPRESSION OUBLIÉE

«Les animaux du monde existent pour leurs propres raisons. Ils n'étaient pas faits pour les humains pas plus que les noirs étaient faits pour les blancs, ou la femme pour l'homme.» - Alice Walker

Un combat contre l'oppression et le capitalisme

Pour beaucoup, à première vue, la lutte dite «pour les droits des animaux», ou anti-spéciste, se limite à l'adoption d'un régime végétalien. Dans cette optique, l'antispécisme ne serait rien de plus qu'un mode de vie, et non pas un réel combat contre une forme d'oppression profitant au capitalisme mais trop souvent mise de côté au profit des luttes jugées plus sérieuses par les militantEs. Le spécisme se définirait donc comme le choix par un groupe oppresseur, ici l'espèce humaine, de considérer les intérêts des autres espèces comme étant inférieurs aux leurs et se concrétise par l'exploitation des autres espèces aux bénéfices du groupe exploiteur. Les militantEs engagéEs dans des luttes antisexistes ou antiracistes ne pourront donc nier la similitude du spécisme aux autres formes d'oppressions contre lesquelles elles et ils luttent. Si nous clamons haut et fort que le respect et l'égalité doivent s'étendre à tous les êtres humains, peu importe leur sexe, leur origine ethnique ou leur classe, pourquoi oublions-nous d'étendre cette même considération aux autres espèces? Tel que l'indique Peter Singer, philosophe traitant principalement du spécisme: «Je soutiens qu'il ne peut y avoir aucune raison - hormis le désir égoïste de préserver les privilèges du groupe exploiteur - de refuser d'étendre le principe fondamental d'égalité de considération des intérêts aux membres des autres espèces.» La finalité de la lutte antispéciste n'est donc pas l'égalité des espèces sur tous les aspects; cela serait impertinent vu la nature différente de nos besoins, désirs et ambitions. C'est plutôt de s'assurer que les intérêts et le bien-être de toutes espèces, humaine ou autre, soient considérés comme étant d'égale importance.



Mais c'est surtout au niveau de la lutte anticapitaliste que les militantEs devraient se sentir concernéEs par le spécisme, puisque ce dernier est à la fois au service du et un produit du système capitaliste. En effet, l'exploitation des autres espèces par l'espèce humaine se fait surtout à des fins marchandes, les animaux n'étant vu comme rien de plus qu'une autre forme de capital à utiliser pour l'enrichissement des corporations et des individus. Cette marchandisation des espèces se fait dans quatre principales sphères économiques, soit l'alimentation, la science, la mode et le divertissement. Les

deux premières sont celles auxquelles l'on pense le plus souvent lorsqu'on réfléchit au spécisme; des animaux élevés pour êtres abattus par l'industrie alimentaire ou bien pour se faire injecter des substances toxiques au nom du progrès scientifique. Il ne faut tout de même pas oublier de prendre en compte les industries plus banalisées de la mode et du divertissement: espèces trappées ou élevées pour leur fourrure par des corporations capitalistes comme Canada Goose, ou bien maintenues dans un stress constant et forcées à performer dans des spectacles comme Cavalia, etc.

Une mentalité à changer

Malheureusement pour elle, la lutte antispéciste est souvent mise de côté puisque plusieurs assument que la seule manière d'y participer est de passer à une alimentation végétalienne - alimentation qui n'est pas nécessairement attrayante ou facile d'adoption pour touTEs. Par contre, la lutte ne se résume pas simplement à cela; en effet, elle passe plutôt par un changement de mentalité et de comportement, entre autres à l'égard de celles et ceux qui choisissent d'y dédier leur militantisme. Par cela nous insinuons que nombreuses et nombreux sont les militantEs qui moquent ou rabaissent la lutte antispéciste, considérant leur cheval de bataille comme étant plus noble ou plus important. Si nous voulons avancer en tant que société et en tant que militantEs il est primordial d'arrêter de hiérarchiser les luttes et de respecter celles et ceux qui se battent pour un groupe opprimé, que ce groupe fasse partie de l'espèce humaine ou non.

Jusqu'où faut-il pousser la notion de spécisme?

Il est possible de pousser la réflexion sur le spécisme et la considération égale des intérêts plus loin. En effet, plusieurs militantEs antispécistes ou sympatisantEs à la cause choisissent d'adopter des animaux de compagnie, réalité qui mène à un questionnement: même si beaucoup d'entre elles et eux s'occupent plus qu'adéquatement de ces animaux, est-ce que l'apprivoisement des autres espèces est un comportement spéciste?

La question en est une complexe qui mérite d'être posée et débattue. D'une part, dans l'optique ou les «propriétaires» sont des êtres respectueux et responsables, les animaux adoptés se méritent une vie sécuritaire, un abri et un accès facile à de l'eau, de la nourriture et de l'affection. On peut donc affirmer que les intérêts primaires des animaux sont pris en considération. D'autre part, l'intégration de l'animal dans un environnement humain, qui signifie souvent de couper l'animal d'interaction avec d'autres de son espèce, ainsi que les multiples opérations que l'ont fait subir aux animaux (ablation des griffes, castration, etc.) constituent une dénaturation de l'espèce qui ne prend pas en compte les désirs de l'animal.

Loin sommes nous d'affirmer qu'il est cruel d'adopter un animal ou de faire opérer ce dernier, mais il est important d'analyser nos comportements et nos attitudes face aux autres espèces et nous demander si nous faisons partie de la solution ou du problème, même lorsque nos intentions sont bonnes.

Pour celles et ceux désirant d'approfondir leurs connaissances de la lutte antispéciste, le film Earthlings, disponible gratuitement sur Youtube, est un bon début.



LES FEMMES DANS LE CINÉMA



C'est suite à la lecture du texte de Laura Mulvey Plaisir visuel et cinéma narratif -fortement conseillé à qui le sujet intéresse, car il est grandement intéressant- qu'est venue l'idée de se pencher sur la question de la représentation du corps des femmes dans le cinéma narratif et fictionnel masculin* (c'est-à-dire, fait par des hommes). Force est de constater que le monde des arts (visuels) est riche en symboles et en représentations du discours latent à la société qui lui est contemporaine. Il en va de même pour le cinéma de fiction, miroir de son époque. Il est intéressant de remarquer l'évolution des personnages féminins au courant de l'histoire du cinéma; que l'on passe de la vamp des années folles, par la femme fatale et la pin-up des années quarante et cinquante pour en venir à la femme « libérée » d'aujourd'hui. De plus en plus, nous pouvons voir l'apparition de personnages principaux féminins et de femmes fortes; ne serait-ce que, exemple populaire, le personnage de Beatrix Kiddo dans Kill Bill 1 et 2 de Quentin Tarantino; femme meurtrière, intouchable, qui, pour assouvir sa vengeance, est prête à tout pour arriver à ses fins. Mais qu'en est-il réellement; les femmes se sont-elles réellement émancipées de l'image de la femme-corps dans l'imaginaire masculin cinématographique ? Mulvey démontre dans son texte, par le biais de la psychanalyse freudienne et lacanienne, l'inconscient de la société patriarcale par l'image des femmes dans la structure des films narratifs. C'est son interprétation du concept de scopophilie (scope : observer, voir; philie : attirance, amour) freudien qui sera la porte d'entrée du texte présent.

Au cinéma, beaucoup de théoriciens se sont penchés sur la question de l'identification du spectateur au film; comme quoi le spectateur-observateur est un être passif qui se laisse absorber par le monde d'images qui défile devant lui et c'est par cette passivité que ce crée une sorte de connivence entre le film et lui; d'où nait l'identification avec le personnage principal. Cette identification, très sommairement, existe grâce à la diégèse (l'univers du film-même) qui permet au spectateur de voir ce que le personnage voit et de savoir ce que le personnage sait. En étant toujours au même niveau de savoir et de vu du personnage, le spectateur peut ainsi entrer dans sa peau, devenir lui par le principe de l'identification. Ce qui est intéressant avec l'identification dans la scopophilie, c'est la déculpabilisation du sentiment de voyeurisme que crée le cinéma. Puisque le spectateur regarde par personne interposée, il peut satisfaire le besoin et le plaisir de voir sans en porter la charge et la responsabilité; c'est le personnage fictif qui est voyeur, et non le spectateur passif. Grâce à cette identification, la culpabilité du voyeurisme est atténuée, la satisfaction du regard est ainsi assouvie et peut se vivre entièrement. Le spectateur peut ainsi observer l'intimité des personnages dans le plus grand secret; par exemple lors des typiques scènes de douche, ou de changement de vêtements. Ces scènes de voyeurisme sont des moments de répit dans l'action, c'est-à-dire que le déroulement de l'action cesse, le temps se met en suspend, tout s'arrête pour que l'image puisse vivre. Ce sont des moments de contemplations passives dans lesquels le corps des femmes est mis en évidence au premier plan, décortiqué et

morcelé (nous reviendrons sur les effets de cette représentation du corps plus loin). Comme il s'agit du regard du personnage, personne ne porte le fardeau de regarder un corps passif et innocent du regard porté sur lui. C'est le côté pervers du cinéma; regarder sans être vu et pouvoir mettre en image pour mieux assouvir ses fantasmes.

Les femmes au cinéma narratif sont donc une représentation iconique de la société. Lorsqu'on observe les films historiques, principalement ceux de l'époque de la Deuxième Guerre mondiale et de la Guerre froide, donc les années quarante et cinquante - durant lesquelles le film noir était à son apogée - on constate qu'il y a une grande émergence du personnage de la femme fatale. La femme fatale, grosso modo, est une séductrice



sensuelle, dangereuse, souvent meurtrière et souvent pour des questions d'argent. Elle représente une menace, on doit la dominer ou alors l'exterminer; peu importe la façon, on doit s'en débarrasser : la livrer à la police, la tuer, l'amadouer, la séduire, la marier. Durant ce contexte de guerre et d'après-guerre, la crainte de l'Autre, de l'ennemi, de l'étranger était présente comme un spectre dans l'imaginaire américain; c'est cette crainte qui est canalisée dans le personnage féminin de la femme fatale. La femme est considérée comme l'Autre de l'homme, du masculin, elle lui est étrangère parce que différente et c'est cette différence qui effraie. On pourrait sans doute rapporter l'équivalent aujourd'hui, avec les personnages de femmes fortes, comme ceux de Tarantino; la femme libre, indépendante et meurtrière; serait-elle la canalisation de la peur qu'évoque le féminisme actuel? Seule la distance que le temps amène, ou du moins, une étude plus approfondie et plus rigoureuse pourrait nous le confirmer. Contrairement aux femmes, les hommes sont souvent l'image du héros, de toutes sortes. L'homme représente l'élément actif de l'histoire narrative, il est action, il est avancement. Certains psychanalystes, dont Freud en était le pionnier, expliquent cette association de l'homme à l'avancement comme étant liée au phallus (organe externe) et aux spermatozoïdes (éjaculation qui sort du corps). Comme étant un membre externe et allongé, il représente le fait d'aller vers l'avant. Comme les femmes – toujours selon la psychanalyse freudienne - seraient le contraire de l'homme par leur manque phallique, elles sont synonymes de castration – l'organe sexuel féminin représenterait la cicatrice de la castration - et de passivité, c'est ce qui fait d'elles, par conséquent, l'Autre des hommes. C'est la représentation de cet Autre qui est intéressant d'analyser dans le cinéma masculin; comment cet Autre est perçu et montré.

Les femmes, contrairement aux personnages masculins, sont souvent démembrées et morcelées, au sens littéral du terme. On isole des parties de leurs corps par l'utilisation de gros plan, que ce soit des jambes – dans le film Easy Rider (Hooper, 1969) lors de la parade des majorettes, on nous montre une enfilade de plans de jambes. Des poitrines –nul besoin de mentionner d'exemples ici - il y en a une multitude!- ou même des pieds -pour revenir à notre film premier : Kill Bill, lorsqu'elle est dans le véhicule et tente de réanimer ses pieds, ou encore dans Death Proof, du même réalisateur, lors de la scène du dépanneur lorsqu'une des protagonistes sort ses pieds par la fenêtre (le fétiche de Tarantino pour les pieds se répercute dans la majorité de ses films, et s'impose donc au public). Le fait d'isoler des membres rend les corps comme quelque chose de malléables et que l'on peut diviser de l'humain. C'est non seulement le détacher de la personne, mais de son environnement aussi, ce qui élimine l'aspect de la profondeur qui permet de situer l'image au récit; cette dernière « devient plate, comme celle des découpages de papier ou des icônes, perdant toute ressemblance avec la réalité » (Mulvey). Cet effet de deux dimensions cesse l'action du film puisqu'elle ne fait pas partie du récit; encore une fois, le temps s'arrête pour mieux observer des parties de corps des femmes à l'écran. Le morcellement des femmes a un certain effet de pouvoir symbolique sur elles; on se permet de s'occuper que de ce qui intéresse le plus et de supprimer le superflu (c'est-à-dire tout le reste de l'être féminin), comme on peut le faire avec une poupée ou un jouet.

L'image des femmes dans le cinéma narratif, par sa représentation morcelée, détachée de son univers et par le personnage iconique dans laquelle on l'insère (femme fatale, vamp ou «libérée») est garante de l'inconscient de la société patriarcale et du pouvoir de l'homme envers les femmes par sa représentation de l'Autre comme symbole. Il est certain qu'en seulement quelques pages, il est difficile d'expliquer plus en profondeur des notions théoriques et scientifiques reliées au cinéma, de même que d'aller avec plus de rigueur dans les analyses. Pour aller plus loin, les textes de Laura Mulvey sont d'une pertinence et d'un sérieux très intéressant, pour qui voudrait approfondir la question. En complémentaire, qui ratisse plus large que le domaine cinématographique, le célèbre Deuxième sexe I de Simone de Beauvoir (partie sur les mythes) est également riche et explicatif. Espérons tout de même que ce résumé était assez complet pour faire valoir son point!

Linlin

MAUDE WAGNER

UNE PIONNIÈRE DU TATOUAGE



C'est en 1770 que le capitaine James Cook découvre, en Polynésie, le tatouage ; une technique de modification corporelle intensément utilisée dans le triangle polynésien et qui consiste à piquer l'épiderme à l'aide d'aiguilles pour y insérer de l'encre, colorant la peau sous formes de motifs divers.

À son retour en Europe, accompagné d'un tahitien tatoué, Cook créa un intérêt croissant dans la société pour cette nouvelle méthode de décoration permanente du corps qui, avec les années, deviendra une profession des plus compétitive.

C'est dans ce contexte que les premières femmes ayant commencé à exercer cet art, au début du 20e siècle, étaient formées par leur mari tatoueur. Les hommes apprenant le métier à leur compagne s'assuraient une main-d'oeuvre fidèle et productive.

Maud Wagner est la première artiste connue d'une longue lignée qui se démarque des autres de cette époque par sa motivation à apprendre. En effet, Maud Stevens, contorsionniste et voltige, rencontre son mari Gus Wagner en 1904 au St-Louis World's Fair. Elle accepte, en échange d'un tatouage et d'apprendre le métier, un rendez-vous amoureux avec Gus.

En 1907, l'année qui a vu la création d'une organisation appellée «The American Society for Keeping Woman in Her Proper Sphere», Maud, maintenant généreusement tatouée, reprend le flambeau à la suite de son mari et commence ce qui sera ensuite une tradition familiale.

Maud et les nombreuses artistes tatoueuses de cette époque bravèrent la critique en exerçant, que ce soit de manière amateur ou professionnelle, un métier mal vu aux yeux de la société.

Ces femmes artistes qui se sont émancipées au fil des ans furent une source d'inspiration pour bien d'autres qui les suivront comme Mildred Hull, laquelle ouvrit son propre studio dans les années 20, se proclamant « la seule vraie tatoueuse » et agissant ainsi comme une précurseur dans ce domaine dominé par les hommes.

LA COMMUNE DE PARIS

1871

Le Paris ouvrier, avec sa commune, sera célébré à jamais comme le glorieux fourrier d'une société nouvelle. Le souvenir de ses martyrs est conservé pieusement dans le grand cœur de la classe ouvrière. Ses exterminateurs, l'histoire les a déjà cloués à un pilori éternel, et toutes les prières de leurs prêtres n'arriveront pas à les racheter.

Karl Marx, le 30 mai 1871, Adresse du Conseil général de l'Association Internationale des Travailleurs sur la guerre civile en France en 1871.



Quelques jours après la fin de la guerre Franco-prussienne de 1870-1871, la population de la ville de Paris, après la levée du siège de la ville par les Prussiens, proclame un gouvernement insurrectionnel. Ce gouvernement révolutionnaire d'inspiration démocratique et sociale porte le nom de Commune de Paris et dure du 26 mars au 29 mai 1871. Ceux qui dirigent la Commune, les Communards, ont tenté de remplacer la société et le gouvernement traditionnel par une société totalement nouvelle, démocratique et sociale, où tous les Hommes administrent ensemble la société.

Le projet politique des Communards est la reconnaissance et la consolidation de la République, une république non plus centralisée, mais qui serait le résultat de la fédération de toutes les communes de France. Le gouvernement de la Commune de Paris se défend de vouloir imposer sa dictature aux autres communes de France ou de poursuivre la destruction du pays, comme l'en accuse le gouvernement de Versailles. Versailles est l'endroit où siège le gouvernement français traditionnel dirigé par Thiers et opposé aux révolutionnaires de Paris. Au contraire, la Commune refuse la centralisation qui a été imposée à la France par la monarchie, l'Empire et la république parlementaire, centralisation qu'elle qualifie de despotique, arbitraire et onéreuse. Les Communards sont convaincus d'avoir la mission d'accomplir la révolution moderne la plus large et la plus féconde de toutes celles qui ont illuminé l'Histoire.

Afin d'atteindre ses objectifs, la Commune réalise un grand nombre de mesures. C'est ainsi que le 30 mars, la Commune supprime la conscription et l'armée permanente et proclame la garde nationale, véritable armée populaire fédérée, comme seule force armée. Le même jour, les étrangers élus à la Commune, c'est-à-dire les personnes n'ayant pas la

DEMOCRATIE DIRECTE

La Commune encourage la démocratie directe en invitant la population à participer à ses nombreuses commissions. Les commissions sont au nombre de dix et correspondent à des ministères. Les membres du Conseil en participant en tant que délégués à ces nombreuses réunions prouvent que le Conseil n'est pas qu'un organisme représentatif coupé de ses électeurs. Ainsi, par ces diverses assemblées, les membres de la Commune demeurent de véritables représentants du peuple et demeurent contrôlés par lui.

Le domaine de l'éducation représente un exemple intéressant du travail des commissions. Pour forger la société de l'avenir qu'elle souhaite, la Commune doit former des hommes et des femmes échappant à l'emprise cléricale. Elle se voit donc dans la nécessité de créer un enseignement gratuit, laïque et obligatoire, qui assure à la jeunesse une formation républicaine. Pour transformer l'éducation, la Commission de l'enseignement fait appel à toutes les compétences et à toutes les bonnes volontés. La Commission convie les éducateurs et les parents à discuter des réformes à réaliser dans les programmes et les méthodes d'enseignement. De plus, la Commune demande aux citoyens et citoyennes qui voudraient obtenir des postes d'enseignants et d'enseignantes de présenter leur candidature à la Commission de l'enseignement et elle confie l'inspection des écoles aux membres de la Commune. Aussi, le délégué à l'Enseignement crée des écoles professionnelles, en particulier pour les jeunes filles. La Commune décide même de relever les salaires des instituteurs et des institutrices. Ainsi, pour la première fois, on proclame dans ce domaine l'égalité salariale entre les hommes et les femmes.

citoyenneté française, sont confirmés dans leurs fonctions.

Le premier avril, il est décidé que le salaire le plus élevé d'un employé de la Commune ne peut dépasser celui d'un ouvrier spécialisé. Le lendemain, sont décrétées la séparation de l'Église et de l'État et la nationalisation de tous les biens appartenant à l'Église. Le 6, la guillotine est brûlée publiquement au grand bonheur de la foule parisienne. Toujours dans l'idée de laïcisation, la Commune ordonne, le 8 avril, de bannir des écoles tous les symboles reliés à la religion. Le 16 avril, la Commune commence un recensement des entreprises dont les patrons ont fui Paris en vue de leur organisation en coopérative de travail. Le 25 avril, les logements vacants sont réquisitionnés afin de reloger les gens dont la demeure a été détruite par les bombardements versaillais. Le lendemain, les amendes et les retenues sur les salaires sont interdites et le 28 avril le travail de nuit des boulangers est aboli.

Le 5 mai, la Commune décide de faire raser la chapelle expiatoire élevée en réparation de l'exécution de Louis XVI lors de la Révolution de 1789. Le 16 mai, la Commune détruit la colonne Vendôme, coulée par Napoléon avec les canons conquis après la guerre de 1809. Cette colonne représente pour eux le symbole du chauvinisme et de l'excitation des peuples à la guerre fratricide.

Il ne faut pas oublier que la Commune est toujours en guerre et c'est ainsi que le 5 avril, suite aux exécutions quotidiennes des combattants de la Commune fait prisonniers par les troupes de Thiers, les Communards décrètent l'arrestation d'otages sympathisants aux Versaillais. Le 7 avril, les Versaillais s'emparent d'un passage sur la Seine à l'Ouest de Paris, ce qui accentue la pression militaire contre la Commune. Paris est aussi bombardée sans arrêt par les troupes versaillaises. De plus, à partir de la fin avril, les armées de Versailles bénéficient du retour des troupes françaises autrefois prisonniers des Prussiens. Cette arrivée de troupes donne à Thiers une supériorité décisive. C'est ainsi qu'au début du mois de mai, les Versaillais sont aux portes de Paris. Le 21 mai, «les troupes versaillaises rentrèrent par une porte mal gardée et pendant que la Commune délibérait, pendant que la population assistait à un concert donné aux Tuileries aux profits des veuves et des orphelins» (1).

À partir de ce moment, les combats sont de plus en plus violents à mesure que les troupes de Versailles approchent des quartiers ouvriers. Tandis que les Versaillais fusillent tous ceux qu'ils prennent les armes à la main, les combattants de la Commune luttent désespérément quartier par quartier, maison par maison, barricade par barricade. Aux massacres des habitants de Paris par les troupes de Thiers, la Commune répond en faisant exécuter des otages. Le 26 mai, la résistance est à son comble, tandis que les exécutions par les Versaillais se multiplient à mesure qu'ils avancent dans Paris. Le 27 mai, c'est le massacre de centaines de combattants communards au milieu des tombes du cimetière Père-Lachaise. Le 28, des gens se battent encore au cœur du Paris populaire. À une heure, la dernière barricade tombe. Le lendemain, le dernier fort communard capitule et ses neuf officiers sont fusillés sur-le-champ. C'est ce qu'on appelle la Semaine sanglante.

À la fin des combats, à Versailles, on entasse plus de 38 000 prisonniers. Pour juger les vaincus de la Commune, quatre conseils de guerre fonctionneront jusqu'en 1874. Début juin, les cours martiales continuent à condamner à mort et c'est au bois de Boulogne que les gens sont exécutés. Toutes les fois que le nombre des condamnés dépasse dix hommes, le peloton d'exécution est remplacé par une mitrailleuse. Dans son attaque, l'armée de Versailles a perdu environ 850 hommes. Du côté du peuple de Paris « le nombre de victimes communardes de la guerre civile doit tenir compte des pertes des combats et des bombardements entre mars et le 21 mai, qui s'élèvent à plusieurs milliers de fédérés et de civils (peut-être 10 000, sûrement 7 000). Les combats de la Semaine sanglante firent au moins 3 000 morts chez les Fédérés, les exécutions sommaires pendant et après la Semaine sanglante entre 17 000 et 35 000 victimes, les exécutions légales un peu plus de 1 000 victimes, 3 000 déportés moururent sur les pontons ou dans les bagnes, soit entre 31 et 52 000 victimes.» (2). Le reste des vaincus de la Commune sont déportés en Nouvelle-Calédonie ou en Guyane. D'autres, plus chanceux, s'enfuient et réussissent à gagner la Belgique, la Suisse et l'Angleterre. L'amnistie, votée en 1880 par le gouvernement français, ramène en France les derniers survivants.

Il est pratiquement impossible d'expliquer l'existence de la Commune de Paris sans remonter à la guerre Franco-Prussienne. En effet, la guerre déclarée à la Prusse par Napoléon III, en juillet 1870, n'accumule, en France, que des désastres militaires. C'est pourquoi, le 4 septembre, sous la poussée populaire, la République est de nouveau proclamée. Un nouveau gouvernement est alors chargé de continuer la guerre. Le peuple de Paris, assiégé par les

CONTROLE POPULAIRE DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE

Les Communards abolissent le serment politique et professionnel qui était jusque-là imposé à tous les fonctionnaires de l'administration publique. Le Conseil oblige aussi la tenue d'élection de divers agents administratifs, ainsi que des fonctionnaires de l'Enseignement et de la Justice. Ainsi, les nouveaux employés sont responsables devant le peuple et sont, eux aussi, révocables à tout moment. En ce qui concerne la Justice, la Commune décide la gratuité du recours aux juges et ceux-ci doivent maintenant se plier au principe d'élection. Ces mesures ont pour objectif d'enlever à la justice son caractère de classe et de la rendre équitable pour tous. Toujours par souci d'égalité sociale, le salaire d'un fonctionnaire devient le même que celui d'un ouvrier spécialisé.

CONTROLE POPULAIRE DE L'ARMEE ET DE LA POLICE

Les Communards se sont aussi attaqués aux institutions servant à réprimer et à asservir le peuple. Une des premières mesures prises par la Commune est de supprimer l'Armée et de la remplacer par la Garde nationale. Tous les citoyens en état de porter les armes doivent obligatoirement y participer. La Garde est véritablement une armée populaire et tous les officiers et les sous-officiers de celle-ci sont élus par les « citoyens-soldats » et par le fait même aussi révocables. La police est ramenée à son rôle normal de sauvegarde de l'ordre public. Le gendarme devient un agent de la Commune responsable et il est lui aussi à tout moment révocable.

Prussiens à partir du 19 septembre, supporte avec un courage exemplaire le froid, la faim et les bombardements. Pourtant, tandis que le peuple de Paris réclame la guerre à outrance, le gouvernement dit de la Défense nationale n'est nullement décidé à continuer la lutte. Dans chaque arrondissement parisien se sont constitués, pendant le siège, des comités de vigilance. De son côté, le Comité central républicain des vingt arrondissements est composé de délégués ouvriers, dont beaucoup appartiennent à l'Internationale. À Paris, deux pouvoirs commencent alors à s'opposer, celui de l'État bourgeois, représenté par le gouvernement du 4 septembre et celui du peuple, encore vague et incontrôlé.

Le 31 octobre, jour où le peuple de Paris apprend l'existence de négociation de paix, les gardes nationaux à l'instigation des comités de vigilance, demandent la déchéance du gouvernement du 4 septembre. Refusant la capitulation, le Comité des vingt arrondissements, réclame, le 7 janvier, une attaque en masse, la réquisition générale, le rationnement gratuit et, enfin, le gouvernement du peuple. Le 29 janvier, le peuple de Paris apprend la conclusion d'un armistice qui doit permettre l'élection d'une Assemblée nationale.

Le jour de l'élection, les Parisiens élisent des bourgeois démocrates, comme Victor Hugo par exemple. La province, qui, elle, veut la paix à tout prix, élit une assemblée réactionnaire. Soutenu par une Assemblée en majeure partie composée de ruraux, le chef du pouvoir exécutif, Thiers, représentant de la bourgeoisie, a les mains libres pour traiter avec la Prusse. Délivrée de la guerre extérieure, la menace pour l'Assemblée se retrouve maintenant dans ces Parisiens qu'ils soient socialistes, républicains ou patriotes. C'est ainsi que des mesures sont prises immédiatement contre la population parisienne, ce qui attise le mécontentement de celle-ci.

De plus, l'entrée des Prussiens dans Paris apparait aux Parisiens comme un immense déshonneur. C'est pourquoi la foule manifeste et ramène les canons, payés par les souscriptions de la population parisienne, vers les hauts lieux populaires de la capitale. Ces canons, ni les Prussiens ni Thiers ne les prendront. Les Prussiens n'entrent que le premier mars dans les beaux quartiers et en sortent le 2. Dans la nuit du 17 au 18 mars, les troupes de l'Assemblée de Thiers tentent de reprendre les canons des Parisiens. Les ménagères donnent alors l'alerte et le comité de vigilance de l'arrondissement monte à l'assaut. Étonnamment, les soldats fraternisent avec les femmes, les enfants et les gardes nationaux. Dans la soirée du 18, deux généraux, qui le matin avaient donné, sans être obéi, l'ordre de tirer sur les Parisiens, sont fusillés.

Devant cette extraordinaire impuissance du pouvoir, Thiers se réfugie à Versailles, et donne aux troupes l'ordre d'abandonner Paris. L'histoire de la Commune de Paris commence donc avec une étrange victoire remportée pratiquement sans violence, sans combat et par une foule anonyme. En effet, cette victoire, nulle organisation ne l'a préparée, ni le Comité central de la garde nationale, ni le Comité des vingt arrondissements, ni les comités de vigilance des quartiers, ni l'Internationale ouvrière. Par contre, ce sont des hommes et des femmes issus de ces différents mouvements, poussés par la foule anonyme, qui ont pris des initiatives individuelles et incoordonnées afin de faire reculé Thiers.

Le 19 mars au soir, le Comité central appelle la population parisienne à de nouvelles élections. Jusqu'à l'élection, le Comité central, qui ne se considère pas comme un gouvernement révolutionnaire, mais comme l'agent qui va permettre au peuple d'affirmer sa volonté, assume le gouvernement de Paris. Le 25 mars, le Comité central appelle la population parisienne à choisir ses représentants pour le lendemain et se déclare toujours décidé à céder la place aux nouveaux élus. C'est ainsi que le 28 mars, à l'Hôtel de Ville, les membres du Comité central remettent leur pouvoir aux élus de la Commune.

Les 90 hommes qui composent le gouvernement de la Commune sont d'origines sociales et politiques diverses. En effet, on y trouve 15 bourgeois riches qui démissionnent assez rapidement. Ceux-ci seront remplacés lors d'élections complémentaires le 16 avril. Puis on retrouve beaucoup de petit bourgeois de l'époque, c'est-à-dire des cols blancs, des instituteurs, des médecins, des comptables, des journalistes et des hommes de loi. Ces gens-là constituent la majorité des élus de la Commune. Enfin, on dénombre aussi 25 ouvriers et petits artisans, chiffre, qui, pour une assemblée élue, est inhabituel pour l'époque.

Il est très difficile de classer ces gens en tendances politiques puisqu'il n'existe pas de parti politique dans la Commune et puis, plusieurs élus changent de tendances au gré des événements. Par contre, il est possible de diviser les élus en une majorité qui donne une priorité aux actions politiques et en une minorité qui donne une priorité aux actions sociales. La majorité se divise en républicains démocrates et radicaux, en jacobins et en blanquistes. Les républicains démocrates et radicaux sont partisans d'une république démocratique et sociale, mais ils ne décèlent pas nettement les transformations économiques nécessaires qu'elle implique. La dizaine de jacobins qui ont fait la révolution de 1848

SOLIDARITE INTERNATIONALE

Les Communards se soucient beaucoup de solidarité internationale et c'est pourquoi ils ne veulent pas séparer, et ce, dès le début de la Commune, la cause des travailleurs francais de celle des prolétaires de tous les pays. La Commune adopte donc comme emblème le drapeau rouge, qu'elle définit comme étant le drapeau de la République universelle. De plus, les étrangers élus à la Commune, c'est-à-dire les personnes n'ayant pas la citoyenneté française, sont confirmés dans leurs fonctions. Le Conseil décrète aussi la démolition de la colonne Vendôme. Cette colonne, symbole des conquêtes napoléoniennes, a été coulée par Napoléon avec les canons conquis après la guerre de 1809. La Commune ordonne sa destruction, non seulement parce qu'elle est alimentée par la haine face au despotisme napoléonien, mais aussi au nom de la fraternité des peuples puisque cette colonne, pour les Communards, représente le symbole du chauvinisme et de l'excitation des peuples à la guerre fratricide.

ont gardé le souvenir de la Révolution de 1789 et veulent une république forte. Finalement, la dizaine de blanquistes croient que la révolution peut se faire par des individus organisés en sociétés secrètes. La minorité, axée sur la lutte des classes et les actions révolutionnaires, est composée d'une trentaine de personnes qui bien souvent sont membres de l'Internationale ouvrière. La plupart des internationaux se placent dans le courant proudhonien de l'Internationale, mais certains sont en relation personnelle avec Karl Marx.

SUFFRAGE UNIVERSEL

La participation populaire dans la Commune prend diverses formes qui tendent toutes vers un même but soit d'appliquer une démocratie où les citoyens participent activement. Tout d'abord, les gens qui siègent au Conseil qui dirige la Commune sont élus au suffrage universel, et ce, sans aucune restriction. Fait important, les élus sont responsables devant le peuple et par le fait même ils sont révocables à tout moment. Par souci d'égalité sociale, les membres de la Commune reçoivent un salaire qui correspond à celui d'un ouvrier spécialisé. Cette attitude de négligence de l'aspect monétaire de la fonction au profit d'un réel désir d'implication politique par les membres de la Commune est confirmée par l'interdiction de tout cumul, non pas des fonctions, car certains membres de la Commune en assurent plusieurs, mais des salaires. Le Conseil est à la fois un organisme délibérant et législatif, en même temps qu'il assure l'exécution des mesures prises par ses commissions et ses délégués.

Il ne fait aucun doute que la Commune de Paris de 1871 est un moment significatif des plus mémorables dans l'histoire de la démocratie et de la citoyenneté démocratique. C'est un événement important parce que dans tous les domaines de la vie publique, les Communards, et ce de façon très explicite, entendent favoriser la participation directe de la population à l'organisation démocratique de toute la vie de l'État, de la base au sommet. Les Communards se font un devoir de faire appel au génie organisateur du peuple tout entier dans la transformation de la Commune vers un type d'État qui se veut nouveau, vers une République qui se veut réellement démocratique et sociale.

La participation populaire dans la Commune a pris diverses formes qui tendent toutes vers un même but soit d'appliquer une démocratie où les citoyens participent activement. Tout d'abord, les gens qui doivent siéger au Conseil qui dirige la Commune sont élus au suffrage universel, et ce, sans aucune restriction. Fait important, les élus sont responsables devant le peuple et par le fait même ils sont révocables à tout moment. Par souci d'égalité sociale, les membres de la Commune reçoivent un salaire qui correspond à celui d'un ouvrier spécialisé. Cette attitude de négligence de l'aspect monétaire de la fonction au profit d'un réel désir d'implication politique par les membres de la Commune est confirmée par l'interdiction de tout cumul, non pas des fonctions, car certains membres de la Commune en assurent plusieurs, mais des salaires. Autre élément intéressant, le Conseil est à la fois un organisme délibérant et législatif, en même temps qu'il assure l'exécution des mesures prises par ses commissions et ses délégués.

La Commune encourage donc la démocratie directe en invitant la population à participer à ses nombreuses commissions. Les commissions sont au nombre de dix et correspondent en définitive à des ministères. Les membres du Conseil, en participant en tant que délégués à ces nombreuses réunions, prouvent que le Conseil n'est pas qu'un organisme représentatif coupé de ses électeurs. Ainsi, par ces diverses assemblées, les membres de la Commune demeurent de véritables représentants du peuple et demeurent contrôlés par lui.

Le domaine de l'éducation représente un exemple intéressant du travail des commissions. En effet, pour forger la société de l'avenir qu'elle souhaite, la Commune doit former des hommes et des femmes échappant à l'emprise cléricale. Elle se voit donc dans la nécessité de créer un enseignement gratuit, laïque et obligatoire, qui assure à la jeunesse une formation républicaine. Pour transformer l'éducation, la Commission de l'enseignement et les municipalités de Paris font appel à toutes les compétences et à toutes les bonnes volontés. La Commission convie donc les éducateurs et les parents à discuter des réformes à réaliser dans les programmes et les méthodes d'enseignement. Dans cette perspective de réforme, la Commune demande aux citoyens et citoyennes qui voudraient obtenir des postes d'enseignants et d'enseignantes de présenter leur candidature à la Commission de l'enseignement. De plus, elle confie l'inspection des écoles aux membres de la Commune. Aussi, le délégué à l'Enseignement, invite les municipalités à créer des écoles professionnelles, en particulier pour les jeunes filles. La Commune décide même de relever les salaires des instituteurs et des institutrices. Ainsi, pour la première fois, on proclame dans ce domaine l'égalité salariale entre les hommes et les femmes.

Les Communards se sont aussi attaqués aux institutions servant à réprimer et à asservir le peuple. Une des premières mesures prises par la Commune est de supprimer l'Armée et de la remplacer par la Garde nationale, qui est le peuple en arme. Les officiers et les sous-officiers de la Garde sont élus par les « citoyens-soldats » et par le fait même aussi révocables. Dans le même ordre d'idées, la police est ramenée à son rôle normal de sauvegarde de l'ordre public. Le gendarme devient un agent de la Commune responsable et il est lui aussi à tout moment révocable.

De plus, la Commune instaure quelques changements dans le fonctionnement de l'administration publique. Les Communards abolissent le serment politique et professionnel qui était jusque-là imposé à tous les fonctionnaires. Le Conseil oblige aussi la tenue d'élections de divers agents administratifs, ainsi que des fonctionnaires de l'Enseignement et de la Justice. Ainsi, les nouveaux employés sont responsables devant le peuple et sont, eux aussi, révocables à tout moment. En ce qui concerne la Justice, la Commune décide la gratuité du recours aux juges et ceux-ci doivent maintenant se plier au principe d'élection. Ces mesures ont pour objectif d'enlever à la justice son caractère de classe et de la rendre équitable pour tous. Toujours par souci d'égalité sociale, le salaire d'un fonctionnaire devient le même que celui d'un ouvrier spécialisé.

Pour les membres de la Commune, la démocratie, pour qu'elle soit réellement démocratique et sociale, doit s'étendre aussi à l'économie. Le Conseil soulève donc le

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

N° 59 LIBERTÉ — ÉGALITÉ — FRATERNITÉ N° 59

COMMUNE DE PARIS

LA COMMUNE DE PARIS,

Considérant que le premier des principes de la République française est la liberté;

Considérant que la liberté de conscience est la première des libertés;

Considérant que le budget des cultes est contraire au principe, puisqu'il impose les citoyens contre leur propre foi;

Considérant, en fait, que le clergé a été le complice des crimes de la monarchie contre la liberté,

DÉCRÈTE :

Art. 1er. L'Église est séparée de l'État.

Art. 2. Le budget des cultes est supprimé.

Art. 3. Les biens dits de mainmorte, appartenant aux congrégations religieuses, meubles et immeubles, sont déclarés propriétés nationales.

Art. 4. Une enquête sera faite immédiatement sur ces biens, pour en constater la nature et les mettre à la disposition de la Nation.

LA COMMUNE DE PARIS.

Paris, le 3 avril 1871.

2 IMPRIMERIE NATIONALE. — Avril 1871.

problème du mode de production et c'est ainsi qu'il décide de socialiser, sous forme de coopération, certaines entreprises. « … le décret du 16 avril […] décidait de former une commission d'enquête dont les tâches seraient de dresser une statistique des ateliers abandonnés par leurs patrons ayant fui à Versailles; d'examiner les conditions de la mise en exploitation de ces ateliers par l'association coopérative des travailleurs de l'entreprise en question, d'élaborer un projet de statut de ces coopératives, de constituer un jury bipartite pour l'indemnisation aux anciens patrons en cas de cession définitive à la coopérative.» (3). Malgré cette réserve, ce décret constitue, en fait, une expropriation du capital au profit des coopératives ouvrières. C'est ainsi que les ouvriers mécaniciens et métallurgistes, puis les tailleurs, les ébénistes, les cloutiers et finalement, les boulonniers nomment des délégués à la Commission d'enquête. L'Union des femmes, de son côté, suscite dans le même sens un projet d'organisation du travail des femmes et convie les ouvrières à des réunions pour contribuer à l'élection des déléguées qui constitueront la Chambre fédérale des travailleuses.

Ainsi pour la première fois, grâce à la Commune, des femmes participent de façon directe aux activités politiques. «Un fait important entre tous qu'a mis en lumière la révolution de Paris, c'est l'entrée des femmes dans la politique. Sous la pression des circonstances, par la diffusion des idées socialistes, par la propagande des clubs, elles ont senti que le concours de la femme est indispensable au triomphe de la Révolution sociale arrivée à sa période de combat; que la femme et le prolétaire, ces derniers opprimés de l'ordre ancien, ne peuvent espérer leur affranchissement qu'en s'unissant fortement contre toutes les forces du passé.» (4). Les femmes constituent aussi une surveillance vigilante de l'application des décisions de la Commune. Aussi, elles donnent un soutien effectif et vigoureux à la Commune à travers les commissions du gouvernement pour les services des ambulances, des fourneaux et des barricades. Les mesures concernant la famille, et en particulier la reconnaissance des couples non mariés et des enfants même illégitimes dans le cas des indemnités pour les veuves et les orphelins des combattants, sont une approche nouvelle et constituent une grande avancée dans le domaine des revendications féminines. De plus, les actions en faveur des enfants tels que la création de garderies, d'orphelinats, d'écoles spécialisées et de cantines scolaires, vont dans le sens des préoccupations et des revendications des femmes.

Les Communards se soucient aussi de solidarité internationale et c'est pourquoi ils ne veulent pas séparer, et ce, dès le début de la Commune, la cause des travailleurs français de celle des prolétaires de tous les pays. La Commune adopte donc comme emblème le drapeau rouge, qu'elle définit comme étant le drapeau de la République universelle. De plus, lorsque le Conseil décrète la démolition de la colonne Vendôme, symbole des conquêtes napoléoniennes, il le fait non seulement

PROPRIETE COLLECTIVE DE L'ECONOMIE

Pour les membres de la Commune, la démocratie, pour qu'elle soit réellement démocratique et sociale, doit s'étendre à l'économie. Le Conseil soulève donc le problème du mode de production et c'est ainsi qu'il décide de socialiser, sous forme de coopération, certaines entreprises. La Commune forme une commission d'enquête dont les tâches sont de dresser une statistique des ateliers abandonnés par leurs patrons ayant fui à Versailles, d'examiner les conditions de la mise en exploitation de ces ateliers par l'association coopérative des travailleurs de l'entreprise en question, d'élaborer un projet de statut de ces coopératives et de constituer un jury bipartite pour l'indemnisation aux anciens patrons en cas de cession définitive à la coopérative. Malgré cette réserve, cette mesure constitue, en fait, une expropriation du capital au profit des coopératives ouvrières.

parce qu'il est alimenté par la haine face au despotisme napoléonien, mais aussi au nom de la fraternité des peuples.

Il ne fait aucun doute que la Commune de Paris a influencé l'évolution ultérieure de la société, ainsi que l'idée de démocratie. Tout d'abord, il est difficile de nier que les diverses mesures sociales et politiques, ainsi que les décisions concernant l'organisation du travail prises par la Commune étaient en avance sur la situation qui prévalait à l'époque. En effet, il suffit de penser à des mesures telles que la laïcisation de l'éducation, la séparation des pouvoirs entre l'Église et l'État, la tentative de concilier démocratie directe et gestion de l'État à travers les diverses élections et la révocabilité des élus, l'équité salariale entre dirigeants et ouvriers et entre hommes et femmes et à des décisions tels que la propriété collective de l'économie à travers la réouverture et la gestion des ateliers par des coopératives ouvrières, la suppression des amendes et retenues sur les salaires, la suppression du travail de nuit pour les boulangers pour s'en convaincre. Dire que ces réalisations se sont faites au beau milieu d'une guerre civile. De plus, nous ne pouvons que constater que bon nombre de ces mesures et ces décisions sont encore d'actualité.



Aussi, l'expérience de la Commune amène les personnes et les groupes préoccupés par les transformations sociales à se questionner sur la problématique de la prise du pouvoir par le peuple. En effet, les réalisations de la Commune, tant au niveau politique que social, posent les questions du pouvoir populaire, de sa définition et de comment le peuple peut le garder. De plus, l'échec et l'écrasement dans le sang de cette expérience démocratique et sociale ne font que montrer l'importance de régler ces questions.

Certes, la Commune et les Communards ont commis des fautes. Ils n'ont pu, entre autres, assurer la défense de la Commune, ni lier son action à celle de la province et de la paysannerie. Malgré cela, communistes, anarchistes, socialistes et républicains de diverses tendances peuvent à la fois se réclamer de son expérience et en dégager, par-delà l'histoire et sans la fausser, la force élémentaire d'un mythe révolutionnaire et un espoir, celui d'une société où règne la justice sociale. Reste que la Commune, par son existence, a tracé la voie à une société qui ne serait plus gérée au profit du capitalisme, dans l'intérêt de la bourgeoisie, mais qui déboucherait sur une réelle démocratie sociale. C'est ainsi que ces diverses tendances politiques essaieront d'appliquer dans leurs pratiques les conclusions qu'ils tirent de la Commune, avec comme résultat les bonnes expériences, et celles moins réussites, que nous avons connu au XXe siècle. Reste à savoir jusqu'à quel point ces expériences ont gardé le même esprit révolutionnaire démocratique et social qui a alimenté l'éphémère existence de la Commune de Paris de 1871.

DROIT DES FEMMES

Pour la première fois, grâce à la Commune, des femmes participent de façon directe aux activités politiques. Cette entrée des femmes dans la politique se fait sous la pression des circonstances, par la diffusion des idées socialistes et par la propagande des clubs. Les femmes sentent que leur participation est indispensable au triomphe de la Commune. Les femmes surveillent de façon vigilante l'application des décisions de la Commune et elles donnent aussi un soutien effectif et vigoureux à celle-ci à travers les commissions pour les services des ambulances, des fourneaux et des barricades. Les mesures concernant la famille, et en particulier la reconnaissance des couples non mariés et des enfants mêmes illégitimes dans le cas des indemnités pour les veuves et les orphelins des combattants, constituent une approche nouvelle et une grande avancée dans le domaine des revendications féminines. De plus, les actions en faveur des enfants tels que la création de garderies, d'orphelinats, d'écoles spécialisées et de cantines scolaires, vont dans le sens des préoccupations et des revendications des femmes. De plus, l'Union des femmes suscite un projet d'organisation du travail des femmes et convie les ouvrières à des réunions pour contribuer à l'élection des déléguées qui constitueront la Chambre fédérale des travailleuses.

Notes :

1. Charles Feld et François Hincker. Paris au front d'insurgé. La Commune en image. Paris. Éditions Cercles d'art, 1971. p. 125.

2. La nouvelle critique. Expérience et langage de la Commune de Paris. Paris. La nouvelle critique. 1971. p. 157.

3. Idem. p. 155.

4. Noël Bernard. Dictionnaire de la Commune. Paris, Fernand Hazon. 1971. p. 173.

Bibliographie :

BERNARD, Noël. Dictionnaire de la Commune. Paris. Fernand Hazon, 1971. 366 p.

BRUHAT, Jean. Jean DAUTRY et Émile TERSEN. Sous la dir. La Commune de 1871. Paris. Éditions Sociales, 1960. 435 p.

DUBOIS, Raoul. À l'assaut du ciel. La Commune racontée. Paris, Éditions Ouvrières, 1991. 399 p.

FELD, Charles et François Hincker. Paris au front d'insurgé. La Commune en image. Paris. Éditions Cercles d'art, 1971. 311 p.

La nouvelle critique. Expériences et langage de la Commune de Paris. Paris, La nouvelle critique, 1971. 168 p. xrx

MOURIR DEBOUT

LÉA ROBACK



J'ai décidé de commencer cette série sur certains personnages marquants de l'histoire du militantisme et de la gauche québécoise pour nous permettre d'en apprendre un peu plus sur des personnages importants de notre histoire qui sont plus souvent qu'autrement méconnus. Ces courtes capsules qui ne sont que des introductions piqueront, j'espère, votre curiosité et vous pousseront en à savoir plus sur ces personnages marquants de notre histoire.

Léa Roback était une petite dame remplit d'énergie et pleine de fougue. Elle naît à Montréal en 1903. Elle est la deuxième de 9 enfants de parents juifs polonais. Elle passe une grande partie de sa jeunesse à Beauport, en banlieue de Québec, où ses parents y exploitent un magasin général. Elle revient à Montréal pour y vivre à l'âge de 15 ans, en 1919. Elle parle le yiddish, le français et l'anglais. Elle grandit dans une famille ouverte d'esprit où ses parents lui apprennent la tolérance et l'entraide.

Elle commence à travailler à l'âge de 18 ans à la British-American Dye Work qui est une boutique de nettoyage et de teinturerie. Elle y travaille 3 ans. C'est en exerçant ce premier emploi qu'elle prend réellement conscience des inégalités sociales, surtout celles subies par les femmes à cette époque. Fervente de littérature française, Léa lit beaucoup et réussit à se décrocher un boulot comme caissière au théâtre Her Majesty. Elle discute beaucoup de littérature avec la clientèle. Passionnée, elle part pour Paris en 1925 avec ses économies personnelles. Elle s'inscrit à l'Université de Grenoble où elle est acceptée comme étudiante en littérature.

Après 2 ans passée à Grenoble, elle quitte pour New York qu'elle n'aime pas vraiment et file ensuite, en 1927, pour l'Allemagne pour y rejoindre son frère. En pleine montée du nazisme, elle joint le parti communiste, quelque part en 1931, qu'elle quittera par la suite en 1958 à la suite de la mise à jour des crimes perpétrés par Staline. Étudiante en linguistique à l'université de Berlin, elle participe à plusieurs manifestation avec son frère et ses ami(e) s. Conseillée par ses professeurs et ses ami(e)s, elle quitte l'Allemagne en 1932 peu avant l'arrivé au pourvoir d'Hitler, le climat politique étant devenu trop dangereux.

De retour à Montréal, elle continue de militer auprès du parti communiste. Elle devient, en 1935, gérante de la 1ere librairie marxiste à Montréal sur la rue Bleury. Les rafles de la police y sont fréquentes car jusqu'à la fin de 1935 le parti est encore considéré illégal. Elle soutient, la même année, le mouvement des suffragettes qui tente d'obtenir le droit de vote pour les femmes. En 1936, elle obtient un emploi comme organisatrice syndicale au sein de l'union internationale des ouvriers du vêtement pour dames. Elle dirige alors sa 1ere grève en 1937 où prennent part 5000 ouvriers et ouvrières. Pendant ce temps, elle s'implique et aide les levées de fond pour soutenir l'aide internationale destinée aux brigades internationales et aux antifascistes espagnoles.



En 1937, la librairie marxiste Modern Time est fermée sous la loi du cadenas mise de l'avant par Maurice Duplessis. Léa Roback est souvent harcelée comme ses consœurs et ses confrères du parti qui est d'ailleurs re-déclaré illégal en 1939. Léa Roback décroche un emploi à la RCA sur une ligne de montage où elle recommence son organisation syndicale pour le United Electrical Workers. Elle y travail jusqu'en 1952 où elle quitte avant d'être congédiée.

Tout au long de ces années elle s'implique et supporte plusieurs autres grèves et mouvements. Elle passe une grande majorité de sa vie comme organisatrice syndical mais elle milite aussi au sein de mouvements pacifistes entre autre contre la guerre au Vietnam, et dans le mouvement des femmes comme celui pour le droit à l'avortement et la défense des droits des femmes autochtones. Elle ne cessera jamais de s'impliquer et de manifester jusqu'à sa mort en 2000. Cette femme, tout menue et dynamique, n'aura eu qu'une seule ligne directrice, celle du socialisme.

Time hard

DOSSIER BRUTALITÉ POLICIÈRE

Depuis des années, nous savons très bien que la police et le gouvernement utilisent le pouvoir judiciaire pour nous réprimer dans nos manifestations. Malgré les lois gouvernementales, les règlements municipaux bidons, le code de la sécurité routière, les nouveaux jouets pour les flics, le peuple s'est solidairement unifié pour dénoncer tous les différents abus et les types de profilages qui ont été utilisés contre nous.

Depuis la manifestation contre la brutalité policière du 15 mars dernier, nous avons vu une toute nouvelle utilisation de cette loi P-6 qui consiste à encercler et arrêter les manifestants dès le point de rassemblement. Entre le 15 mars 2013 et le 5 avril 2013, sur un total de 4 manifs, il y a eu au-dessus de 900 arrestations. Nous avons, une fois de plus, eu la preuve avec les résultats de votes du 23 avril que nous ne pouvons nous fier à nos très chers élus pour rendre justice à la machine judiciaire répressive de l'État. Les modifications de la loi P-6 ont été apportées soi-disant pour «garder la sécurité» dans les manifestations et ainsi prendre en souricière des centaines et des centaines de personnes pour «empêcher» les casseurs d'agir... mais des tonnes de personnes se trouvent encerclées parce qu'elles n'ont pas fourni l'itinéraire et se voient donner un ticket de 637$, ce qui équivaut à un loyer! Parmi ces arrêtés, nombreux sont ceux qui ne participaient même pas à la manif, des gens qui s'en allaient prendre le métro ou qui sortaient d'un restaurant. Tous ces éléments démontrent très bien le ridiculisme de cette loi.



Les policiers ont été formés pour appliquer la loi et non pour la juger! Donc si on prend un minimum de recul nous comprenons et nous voyons très bien de nos propres yeux que le sort des manifestations est maintenant entre les mains des flics. C'est désormais à eux de juger si une manifestation va être tolérée ou non! Le conseil municipal va tout le temps pencher en faveur des policiers car c'est soi-disant eux qui établissent l'ordre et la sécurité! Le COBP aimerait souligner que la loi P-6 reflète très bien la répression policière, de pire en pire, que nous subissons d'année en année.

À cause de ce règlement de merde, la plupart des gens ont maintenant peur de descendre dans les rues et d'aller dans des manifestations. Nous avons également appris récemment la radiation de l'avocat Denis Poitras, celui qui représente la plupart des manifestants depuis des années. Il a amené la contestation de 500.1 du code la sécurité routière à la cours et représente également Anarchopanda dans la contestation de P-6. Nous aimerions, par le fait même, souligner que tous les dossiers de Maitre Poitras seront transférés à ses deux co-équipiers, en attendant la réintégration de son poste.

Nous devons maintenant aller au-delà des manifestations et viser plutôt les actions autonomes ou en petits groupes et surtout de ne pas se décourager. Nous invitons tous à ne pas se laisser manipuler par une loi écrite sur un papier. Les flics et le gouvernement ont peut-être l'argent et les lois... mais nous nous avons le pouvoir et la force du nombre... ET UNE GRANDE GUEULE....et ça, aucunes lois va pouvoir nous l'enlever! Un peuple uni jamais ne sera vaincu!

Etre ou ne pas être identifiable :

La section identification du SPVM, la brigade urbaine et les undercovers «accompagnent» les manifs, les rassemblements, etc. dans le seul but d'identifier les manifestant-e-s, les militant-e-s, les organisateurs-trices et les animateurs-trices afin de garnir leur album-photo de militant-e-s et aussi pour les arrêter pour toutes sortes de raisons, entre autre, pour bris de conditions.

Depuis les modifications apportées au règlement municipal P-6 (description plus bas), il est désormais interdit de se couvrir le visage ou de porter un déguisement dans une manif, au risque de recevoir une contravention de 637$ pour port d'un masque. Le port de lunettes de ski et du casque pour se protéger est «toléré», mais attire généralement l'attention malsaine des policier-e-s. De plus, le projet de loi C-309 vient d'être adopté; le fait de se masquer dans le but de dissimuler son identité lors d'un attroupemet illégal est maintenant un crime punissable par acte criminel (max 5 ans d'emprisonnement) .

Tout dépendant du genre de manif ou d'action, il est préférable de ne pas en parler au téléphone ou dans tout endroit susceptible d'être écouté-e. Il est aussi suggéré de fermer son cellulaire (voir même d'enlever la batterie) lors de ces rencontres.



TYPES DARRESTATIONS :

-Arrestation de masse :

Cette tactique consiste à encercler les manifestant-e-s au moment où les policier-e-s le jugent bon de le faire. Dernièrement, ce fût surtout en raison de la non-divulgation de l'itinéraire (en vertu du règlement P6). Cette tactique vise soi-disant à «décourager» les casseurs-euses et à simplement empêcher une manif de débuter. Les manifestant-e-s se trouvent donc encerclé-e-s pendant des heures et des heures, sans nourriture, sans eau et sans accès aux toilettes, pour ensuite se faire menotter, photographier et amener dans les Centres Opérationnels, dans des autobus de STM, pour finalement être relâché-e-s avec ou sans contravention.

-Arrestation, détention et fouille préventive :

Les policier-e-s vont procéder à des arrestations et à des fouilles préventives en utilisant l'article 31 du Code Criminel qui se lit comme suit : «Un agent de la paix qui est témoin d'une violation de la paix, comme toute personne qui lui prête légalement main-forte, est fondé à arrêter un individu qu'il trouve en train de commettre la violation de la paix ou qu'il croit, pour des motifs raisonnables, être sur le point d'y prendre part ou de la renouveler».

Ces arrestations ont souvent lieu selon le jugement des policier-e-s qui vont appliquer un type de profilage pour procéder à ces arrestations dites «préventives» (port du carré rouge, vêtements noirs, etc..). La plupart du temps, les personnes détenues sont relâchées avec ou sans aucune accusation et/ou contravention. Les policier-e-s abusent énormément de ce type d'arrestation avant ou en début de manifestation. Si cela vous arrive : il est important de verbaliser qu'on ne conscent pas à la fouille, que l'on considère illégale. Ainsi on pourra tenter de faire exclure la preuve obtenue en violations des droits lors du procès, si procès il y a.

-Arrestation ciblé

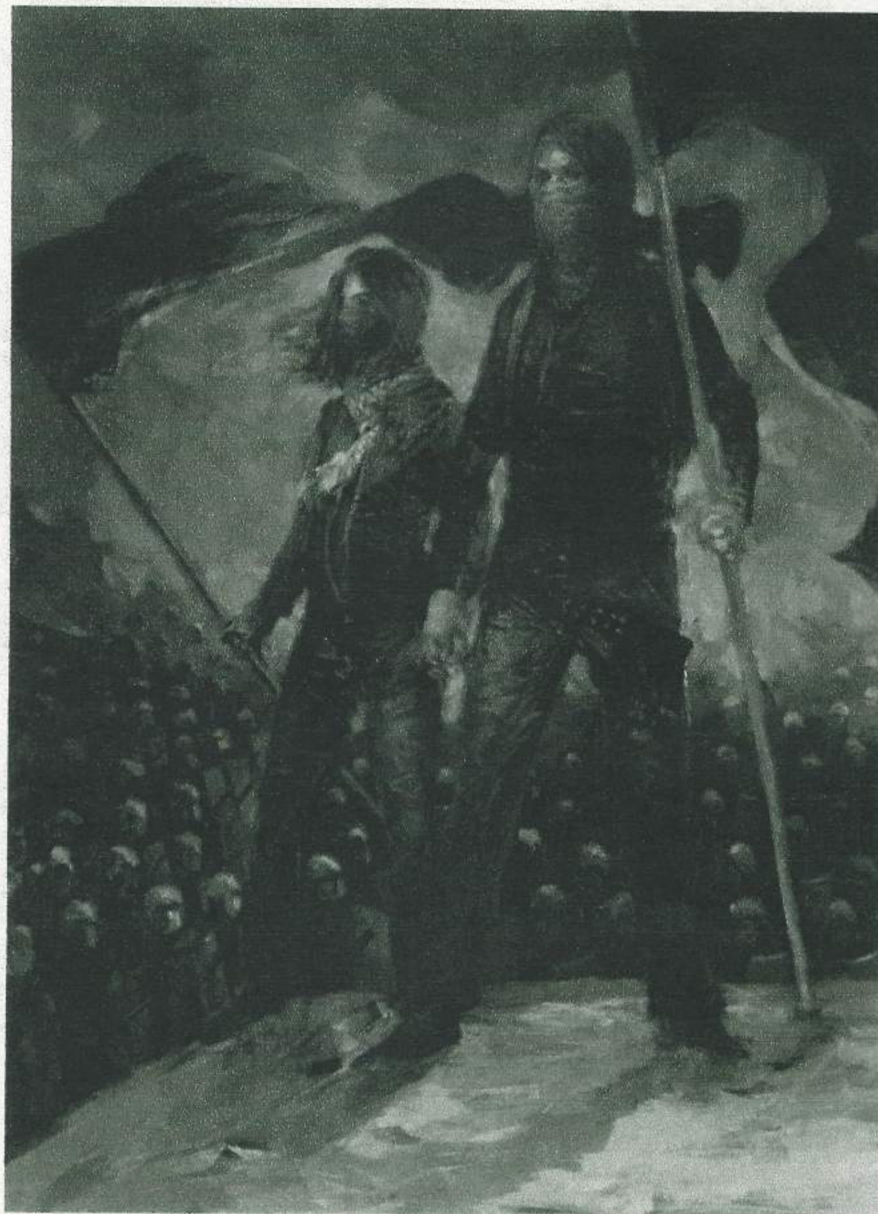
Ce type d'arrestation est utilisée par les policier-e-s soi-disant pour «cibler et arrêter les individus qui représentent un potentiel danger dans une manifestation». Le principe est assez simple : les policier-e-s vont «sélectionner» les «potentiels casseurs-euses» sur le lieu du rassemblement, ils vont ensuite aller chercher ces personnes dans la foule pour ensuite les détenir provisoirement en utilisant le même article 31 du Code Criminel cité plus haut. Une autre technique d'arrestation ciblée consiste à «taguer» ces personnes avec des balles de peinture fluo pour ensuite les suivre dans les manifestations pour finalement les retrouver en fin de manif pour procéder à leur arrestation s'il y a eu méfaits de leur part (ou pas).

-Profilage politique après les manifestations :

À la fin des manifestations, les policier-e-s vont souvent perdre leur temps à suivre les manifestant-e-s et exercer leur pouvoir discrétionnaire pour les interpeller. Exemples : avoir traversé sur un feu rouge, avoir craché par terre, avoir jeté un mégot de cigarette sur le sol, l'absence de réflecteurs sur un vélo, avoir émis un bruit audible, avoir tenu une bannière ou une pancarte etc... Ils vont se servir de n'importe quel règlement possible pour procéder à des distributions de contraventions et par le fait même remplir leur carnet de notes et banque de données avec l'identification de chacun-e. Les accusations au criminel portées contre les manifestant-e-s sont généralement voie de fait, agression armée et/ou entrave au travail des policier-e-s Donc, ne jamais baisser sa garde et ne pas quitter seul-e.

LA VIOLENCE POLICIÈRE CONTRE LES FEMMES : LE PATRIARCAT, LES FEMMES, ET LE TERRORISME SEXUEL

Cette recherche a pour objectif de documenter et d'analyser quelques formes de violences policières contre les femmes, principalement au Québec, et de déconstruire le mythe qui présente les policiers comme de généreux protecteurs de la veuve et de l'orphelin. Nous avons documenté des cas de violence de policiers contre des policières, considérant que les services de police sont empreints d'une ambiance fortement machiste et misogyne ; des cas de négligence lors d'interventions en matière de violence conjugale ; des cas de violence de policiers contre des femmes qu'ils ne connaissaient pas; des cas de violence de policiers contre leur conjointe et ex-conjointe ; des cas de violence policière contre des militantes de gauche et d'extrême-gauche.



Cette violence de policiers contre des femmes s'inscrit dans un contexte social marqué par des rapports inégalitaires entre les hommes et les femmes. Au Canada, comme au Québec, ce sont en grande majorité des hommes qui contrôlent les institutions politiques, économiques, médiatiques, culturelles, universitaires et religieuses. Les hommes sont majoritaires dans l'armée et la police, tout particulièrement dans les postes de commandement. Les hommes ont, en général, plus d'argent que les femmes. Même s'il y a évidemment certaines femmes qui occupent de meilleures positions que des hommes, il est possible de parler, pour le Québec, d'un système patriarcal qui divise la société en deux classes de sexe inégales. L'appartenance à la classe des hommes octroie en général plus de privilèges, de ressources et de pouvoir que l'appartenance à la classe des femmes.

Cette domination masculine peut s'exprimer par la violence plus ou moins brutale d'un homme contre une femme, en particulier contre les femmes qui osent défier leur conjoint, par exemple en mettant fin à une liaison sexuelle ou amoureuse. La violence masculine contre les femmes relève donc d'un véritable mécanisme de «contrôle social». La féministe Rhonda Hammer parle de «terrorisme familial» et la féministe Carole J. Sheffield de «terrorisme sexuel», pour désigner le répertoire d'actions violentes des hommes contre les femmes, soit «le viol, la violence contre l'épouse, l'inceste, la pornographie, le harcèlement, et toutes les formes de violence sexuelle», ainsi que les menaces de violence, l'exhibitionnisme, le sifflement dans la rue, les coups de téléphone obscènes. Si l'on se fie aux données des corps policiers du Québec, les 17 300 infractions commises en situation conjugale (des hommes agresseurs dans la très grande majorité des cas) comptent pour 20% de l'ensemble des infractions contre la personne enregistrées en 2008. Pour les années 2000, les rapports de police sur les agressions sexuelles signalent une forte majorité de victimes de sexe féminin (82 % selon le rapport de 2002). Par ce terrorisme contre les femmes, «des mâles effraient et, en les effrayant, contrôlent et dominent les femmes [...] de tous les âges, ethnies, et classes.». Ce phénomène est

misogyne, car «cette violence frappe les femmes parce qu'elles sont des femmes», comme l'expriment les participantes de l'organisme Femmes du monde, à Côte-des-neiges, à Montréal.

La violence masculine contre les femmes est en général bien plus brutale que celle des femmes contre les hommes, comme l'indiquent très clairement les statistiques relatives aux homicides conjugaux. En 2008, au Canada, 62 personnes ont été victimes d'homicide conjugal, soit 45 femmes et 17 hommes (environ 3 femmes/1 homme). Entre 1975 et 2004, la moyenne annuelle au Québec de victimes d'homicides conjugaux est de 17 femmes et de 3 hommes, soit un ratio de plus de 5 femmes/1 homme. Certaines années, la prédominance de la violence masculine est encore plus saisissante. Il y a eu, en 2004, au Québec, 23 homicides conjugaux, 22 perpétrés par des hommes, un seul par une femme (22 femmes/1 homme).

S'il y a bien, en de très rares occasions, des femmes qui tuent des hommes, des études indiquent que ces meurtres répondent souvent à une tentative défensive ou émancipatrice («stratégie de protection») contre un homme contrôlant et violent envers elles, alors que la violence meurtrière des hommes contre les femmes répond en général à un désir de prise de contrôle de l'homme sur la femme («stratégie d'appropriation»). Les assassinats de femmes par des hommes surviennent généralement au terme d'un long cycle de violence psychologique, verbale et physique, après que les victimes aient alerté l'entourage, dépassées par la situation, et consulté en vain des services d'aide, dont la police. Fait significatif, les hommes ont plus souvent que les femmes des moyens pour exprimer leur violence. Au Canada, les hommes possèdent 86% des armes à feu; en trente ans, 40 % des femmes tuées par leur époux l'ont été au moyen d'une arme à feu .

Cette violence masculine contre les femmes favorise tous les hommes : certains sont des prédateurs et des agresseurs, alors que les autres deviennent des protecteurs, ce qui créé une situation de dépendance des femmes protégées à leur endroit (même s'ils peuvent être, eux aussi, des agresseurs). Parmi les hommes qui se présentent comme des protecteurs et des sauveurs de femmes, les policiers occupent dans l'idéologie officielle une place à part : ils seraient formés et armés pour protéger les femmes, qui pourraient compter sur eux en tout temps pour leur venir en aide. La réalité est moins réjouissante… La police est une profession marquée par une forte misogynie, et par un fort machisme ; les policiers sont en général sexistes à l'endroit de leurs collègues féminins, ou des femmes en général. Les policiers peuvent aussi être violents contre les femmes. En fait, leur formation et les outils dont ils disposent (ressources d'identification, armes, etc.) les transforment en redoutables prédateurs.

Pour en savoir plus, la recherche est disponible en format brochure sur les tables du COBP ainsi qu'à l'adresse internet suivante : http://cobp.resist.ca/sites/cobp.resist.ca/files/texte_integral_la_violence_des_policiers_contre_des_femmes.pdf

Lois et règlements municipaux :

-Article 500.1 :

Depuis le 15 mars 2011, la police a commencé à utiliser l'article 500.1 (présentement contesté à la cours) du code de la sécurité routière pour mettre fin aux manifestations. L'article se décrit comme suit : «Nul ne peut, sans y être autorisé légalement, occuper la chaussée, l'accotement, une autre partie de l'emprise ou les abords d'un chemin public ou y placer un véhicule ou un obstacle, de manière à entraver la circulation des véhicules routiers sur ce chemin ou l'accès à un tel chemin».

Entre le 15 mars 2011 et le 28 mai 2012, il y a eu environ 797 contraventions données en vertu de cet article d'une somme qui tourne aux alentours de 490$. L'amende est encore plus chère lorsque la police prétend que l'individu-e en question a organisé la manif. Il y a eu un cas à Sherbrooke pendant la grève étudiante et on parle de 3000$ et +....

-Ancien règlement municipal P-6 :

Ce règlement a été adopté en pleine crise sociale au Québec en novembre 1969 sous l'administration de Jean Drapeau! Il a été surnommé le «règlement anti-manifestations», car son article 5 permet au Conseil municipal d'interdire «toute assemblée, tout défilé ou attroupement», « pour la période qu'il détermine, en tout temps ou aux heures qu'il indique, sur tout ou partie du domaine public».

À la manifestation du 15 mars 2012, 226 personnes ont été arrêtées en vertu de l'ancien P-6 dont l'amende était, à ce moment, de 138$.

-Nouveau règlement municipal P-6 :

En mai 2012, l'administration du maire Gérald Tremblay modifie le règlement P-6 pour y inclure l'article 2.1: «Au préalable de sa tenue, le lieu exact et l'itinéraire, le cas échéant, d'une assemblée, d'un défilé ou autre attroupement doit être communiqué au directeur du Service de police ou à l'officier responsable». L'article 3.2 vient aussi s'ajouter au règlement: «Il est interdit à quiconque participe ou est présent à une assemblée, un défilé ou un attroupement sur le domaine public d'avoir le visage couvert sans motif raisonnable, notamment par un foulard, une cagoule ou un masque.».

Entre mai 2012 et le 1er mai 2013, il y a eu plus de 2000 arrestations en vertu du nouveau règlement, dont la somme de la contravention s'élève à 637$. Ce règlement est, lui aussi, amené à la cours pour l'abrogation de celui-ci... et est également contesté en vertu des Chartes des droits et libertés.

LA CULTURE DE LA SÉCURITÉ

GUIDE PRATIQUE POUR ACTIVISTES

Une culture de la sécurité est une série d'habitudes, de coutumes partagées par une communauté dont les membres peuvent être impliqué·e·s dans des activités illégales, et dont la pratique minimise les risques encourus. Avoir mis en place une telle culture peut éviter aux membres du groupe de réinventer à chaque fois la roue en la matière, et contribue à limiter les sentiments de paranoïa et de panique dans des situations stressantes — ça peut aussi vous éviter d'aller en tôle. La différence entre protocole et culture est qu'une culture devient inconsciente, « instinctive », et bouffe donc au final peu d'énergie; une fois que le comportement le plus sûr est devenu commun à tous-tes dans les cercles au sein desquels vous voyagez, vous pouvez passer moins de temps à en souligner le besoin, à souffrir des conséquences de ne pas en disposer, et à vous inquiéter de savoir à quel point vous êtes en danger, sachant que vous faites déjà tout ce que vous pouvez pour être prudent·e·s. Si vous avez l'habitude de ne pas confier quoi que ce soit de sensible à votre propos, vous pouvez collaborer avec des inconnu·e·s sans vous demander s'illes sont des indics ou non ; si chacun·e est au courant de ce dont il ne faut pas parler au téléphone, vos ennemi·e·s pourront mettre vos lignes sur écoute tant qu'ils voudront, cela ne les mènera nulle part (« Mais les taupes et les indics, vous en faites quoi ? », demandait un agent de CrimethInc., il y a longtemps, lors de sa première grande mobilisation. « Nous les mettrons de corvée de patates.» fut la réponse circonstanciée d'un organisateur expérimenté…).

Personne ne devrait être mis au courant d'une information sensible s'il n'a pas besoin de la connaître, tel est le principe central de toute la culture de la sécurité, le point sur lequel on n'insistera jamais trop. Plus les informations compromettantes pour des individu-e-s ou des projets — qu'il s'agisse de l'identité d'une personne ayant commis un acte illégal, du lieu d'une réunion privée, ou de plans pour une action future — sont répandues, plus il y a de chances pour qu'elles tombent entre de mauvaises mains. Partager de telles informations avec quelqu'un-e qui n'en a pas besoin ne lui rend pas du tout service : ça crée une situation inconfortable où une erreur individuelle peut foutre la merde dans la vie de plusieurs autres personnes. S'il ou elle est interrogé-e, par exemple, il ou elle aura quelque chose à cacher, plutôt que d'être en mesure de clamer «honnêtement» son «innocence».

Ne posez pas de questions, ne (vous la) racontez pas. Ne demandez pas aux autres de partager une info confidentielle dont vous n'avez pas besoin. Ne racontez pas sur tous les toits les actions (illégales) que vous ou d'autres avez réalisées, ni des choses qui vont arriver, ou risquent d'arriver ; ne faites même pas référence au fait qu'une autre personne s'intéresse à de telles activités et voudrait s'y engager. Restez attenti-ve-s quand vous parlez, ne vous laissez pas aller sans y penser à des allusions maladroites, des sous-entendus qui ne disent rien mais laissent tout entendre…

Vous pouvez dire non n'importe



quand, à n'importe qui, à propos de n'importe quoi. Vous pouvez refuser de répondre à des questions — pas seulement à celles des officier-e-s de police, c'est aussi valable avec les camarades, y compris les plus proches : s'il y a quoi que ce soit que vous trouviez imprudent de partager, gardez-le pour vous. Cela signifie aussi apprendre à accepter que vos complices fassent de même avec vous : s'illes désirent avoir une conversation/réunion entre eux et elles, s'illes vous demandent de ne pas vous impliquer dans un projet, essayez de leur faire confiance, et de ne pas le prendre trop violemment — illes cherchent sans doute à faire pour le mieux, après tout, ce sont eux et elles que vous avez choisi-e-s pour camarades. De même, ne vous impliquez pas dans un projet que vous ne sentez pas, ne collaborez pas avec une personne avec qui vous vous sentez mal à l'aise; quelle que soit la situation, ne cherchez pas à ignorer ce que vous ressentez «instictivement»: si quelque chose tourne mal par la suite, vous risqueriez de le regretter. Il est de votre «responsabilité» de ne laisser personne vous parler de quelque chose qui vous fasse prendre des risques que vous n'êtes pas prêt-e à assumer.

Ne balancez pas vos ami-e-s. Si vous êtes capturé-e, ne donnez jamais aucune information susceptible de mettre en danger quelqu'un-e d'autre. Certain-e-s recommandent que chaque participant-e au groupe d'action directe prête serment de manière explicite: ainsi, dans le pire des scénarios envisageables, au moment où la pression peut rendre difficile la distinction entre donner quelques détails peu compromettants et se mettre à table complètement, chacun-e saura exactement quels engagements ille a pris vis-à-vis des autres.

Ne facilitez pas la tâche à vos ennemi-e-s, ne les laissez pas deviner trop facilement ce que vous allez faire. Ne soyez pas trop prévisibles dans les méthodes, les cibles, les lieux et les moments de réunion que vous choisirez. Ne soyez pas trop visibles publiquement au sein d'une lutte pour laquelle vous préparez une action directe sérieuse; peut-être est-il même préférable d'éviter tout association avec les organisations et la campagne «officielles»; ne laissez pas traîner votre nom sur les listes email et/ou dans les médias. Si vous êtes impliqué-e dans de sérieuses activité clandestines avec quelques camarades, vous pouvez choisir de limiter vos interactions en public, voire de vous éviter complètement les un-e-s les autres. Par ailleurs, il est très facile pour les flics d'avoir la liste des numéros composés depuis votre téléphone, et de l'utiliser pour établir des connexions entre les individu-e-s; il en va de même pour vos emails. Ne laissez pas de trace: chaque utilisation de votre carte bancaire, chaque coup de fil passé avec un téléphone, etc. laisse une trace de vos mouvements, achats et contacts. Il vaut mieux avoir un alibi, que vous pourrez soutenir, avec des faits vérifiables. Vos poubelles peuvent en apprendre beaucoup sur votre compte — y'a pas que les freaks qui font les poubelles ! Sachez exactement où se trouve chaque document qui pourrait vous incriminer — et détruisez-les dès que possible. Le mieux est encore qu'il y en ait le moins possible dès le départ: apprenez à utiliser votre mémoire. Assurez-vous aussi de ne laisser aucun double «fantôme» de tels documents, imprimés malgré vous sur les surfaces où vous avez écrit, qu'il s'agisse d'un bureau en bois ou de blocs de papier. Gardez aussi en mémoire que chaque utilisation d'un ordinateur laisse des traces, ne croyez pas les geek-e-s qui prétendent le contraire.

Ne suggérez en public aucune idée d'action directe que vous pourriez tenter vous-mêmes à un moment ou à un autre. Avant de proposer une action, discutez et préparez-la en détail avec un-e complice, puis réunissez un groupe d'individu-e-s qui pourraient être sérieusement intéressé-e-s — il sera plus prudent de le faire hors de chez vous et en vous assurant de ne pas être écouté-e-s. Ne faites part de votre projet à personne jusqu'à ce que vous pensiez que le temps est venu de le mettre en pratique,

MANIFESTATIONS, ARRESTATIONS ET PROFILAGES. QUELQUES CONSEILS!

TYPES DE PROFILAGE :

-Profilage social :

Le but étant de «nettoyer» l'espace publique, le profilage social est une forme de discrimination qui consiste, pour les policier-e-s et autres représentant-e-s de l'ordre, à imposer des amendes aux personnes qui ne «paraissent pas trop conformes à la société», par une application stricte de la réglementation municipale pour des infractions mineures. Marginaux et marginales, itinérant-e-s, punks, homosexuel-le-s, immigrant-e-s, etc... sont autant de cible dans l'objectif de «nous servir et nous protéger».

-Profilage racial :

Le profilage racial désigne toute action prise par une ou des personnes d'autorité à l'égard d'une personne ou d'un groupe de personnes, pour des raisons de sûreté, de sécurité ou de protection du public, qui repose sur des facteurs tels la race, la couleur, l'origine ethnique ou nationale ou la religion, sans motif réel ou soupçon raisonnable, et qui a pour effet d'exposer la personne à un contrôle différentiel exercé par des personnes en situation d'autorité. De plus en plus de plaintes de ce type sont portées à la Commission des droits de la personne. Le profilage racial est, tout compte fait, le fruit de l'intolérance, de malentendus, du manque de communication interculturelle et d'idées préconçues des policier-e-s.

-Profilage politique :

Le profilage politique a été discuté en tant qu'attitude discriminatoire des policier-e-s, en fonction de certaines identités politiques, réelles ou perçues. Les personnes portant le carré rouge en sont souvent les victimes. Par ailleurs, le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) a été épinglé pour ce type de discrimination par le Comité des droits de l'homme de l'ONU en 2005 pour sa pratique des arrestations de masse lors de manifestations associées à l'extrême-gauche. Nous avons vu l'application de ce profilage avec la création de l'escouade GAMMA (Guet des activités et des mouvements marginaux et anarchistes) qui relève de la Division du crime organisé. Avec GAMMA, le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) vient donner raison à qui l'accuse de pratiquer la discrimination politique. Heureusement cette escouade a été dissoute mais nous craignons que le profilage politique soit quand même de plus en plus présents et de plus en plus discriminatoire.

pour raccourcir au maximum la période de vulnérabilité pendant laquelle il est dans l'air sans être traduit en action. N'invitez que celles et ceux dont vous êtes quasi-sûr-e qu'illes se joindront à vous — inviter quelqu'un-e qui finalement ne participera pas est une prise de risques inutiles, et cela peut devenir doublement problématique si cette personne pense que l'action proposée est stratégiquement ridicule ou «mauvaise» d'un point de vue éthique. N'invitez que des personnes sachant garder des secrets — c'est un point critique, qu'elles décident ou non de se joindre à vous.

Développez un code secret pour communiquer en public avec vos camarades. Il est important de trouver une façon de communiquer très discrètement entre complices sur les questions de sécurité et de niveaux de confiance en situation publique, comme par exemple une réunion pour discuter de la possible mise en place d'actions directes. Savoir percevoir les ressentis les un-e-s des autres à propos d'une situation ou d'un-e individu-e, sans que personne ne puisse le remarquer, vous évitera de vous prendre la tête à chercher à les deviner. Cela vous permettra d'agir moins bizarrement lorsqu'il est impossible de prendre vos camarades à part, au cours des événements, pour partager vos réflexions. Lorsque vous aurez réuni un groupe suffisamment large pour proposer votre plan d'action, vous devriez formuler collectivement, explicitement vos intentions respectives, vos envies de courir des risques, vos niveaux d'engagement; ainsi, vous gagnerez du temps et vous éviterez des ambiguïtés inutiles. Si vous n'avez auparavant jamais fait partie d'un groupe d'action direct, vous serez surpris-e de constater à quel point ces trucs peuvent se révéler compliqués et alambiqués, même quand chacun-e arrive préparé-e.

Développez des méthodes pour prendre acte du niveau de sécurité d'un groupe. Lorsqu'il n'apparaît pas clairement à tout le monde, une procédure rapide qui peut être utilisé en début de réunion est le jeu du «qui répond de qui»: pour chaque personne présente, tous ceux et toute celles qui peuvent se porter garant-e-s d'elle lèvent la main. On peut espérer que chaque personne soit connectée à une autre par un maillon de la chaîne; sinon, chacun-e sait au moins à quoi s'en tenir. Un-e camarade qui comprend l'importance de la sécurité ne se sentira pas insulté-e si personne ne peut répondre d'elle ou de lui, et que les autres lui demandent de partir.

Le lieu de réunion est un facteur important de sécurité. Vous ne voudrez ni d'un endroit potentiellement surveillé (une résidence privée…), ni d'un lieu où vous pouvez être observé-e-s tous et toutes ensemble (le parc à côté du lieu de l'action du lendemain…), ni d'un endroit d'où l'on peut vous voir entrer et sortir et où quelqu'un-e pourrait entrer inopinément — organisez un guet, verrouillez les portes une fois les discussions entamées, soyez attentifs et attentives à tout élément suspect. (Je n'oublierai jamais le moment où je suis sorti d'une réunion à très haut niveau de sécurité, dans le sous-sol d'une université, pour découvrir que pendant que nous étions enfermé-e-s, une foule de militant-e-s de gauche avaient envahi la salle adjacente pour assister à une projection : tous les organisateurs et toutes les organisatrices du black block du lendemain ont alors été obligé-e-s de traverser cette salle dans l'embarras ! Oups !) Un petit groupe peut causer tout en se promenant, tandis qu'un groupe plus conséquent peut se réunir dans un lieu tranquille, en extérieur — partez camper ou en randonnée, si vous avez le temps — ou dans une salle d'un bâtiment public où il est possible de s'isoler (salle d'étude de bibliothèque, salle de classe, etc.). Mieux encore, vous êtes potes avec le patron du café du coin, qui vous laissera son arrière-salle à disposition pour l'après-midi, sans vous poser de question.

Sachez à quel point vous pouvez compter sur celles et ceux qui vous entourent, et avec qui vous pourriez mener des activités délicieuses (euh, délictueuses). Posez-vous les questions suivantes : depuis combien de temps les connaissez-vous ? Jusqu'où peut-on retracer leur implication dans la communauté et leurs vies «à l'extérieur » ? Comment se sont passées leurs expériences dans d'autres groupes ? Les ami-e-s d'enfance qui ont toujours une place dans notre vie sont les meilleur-e-s compagnon-ne-s possibles pour la pratique de l'action directe : vous connaissez leurs forces, leurs faiblesses, et la manière dont illes vivent les coups de pressions ; enfin, vous pouvez être sûr-e qu'ils ou elles sont bien ce qu'illes disent être. Assurez-vous de ne confier votre sécurité et la sécurité de vos projets qu'à des camarades avec qui vous partagez des priorité, des engagements, et qui n'ont rien à prouver. Sur le long terme, il est nécessaire de construire une communauté faite d'amitiés de longue date, d'habitudes et de pratiques communes, en particulier pour ce qui est de l'action directe.

Suite au prochain numéro
de Casse Sociale



Femmes, arts martiaux et sport de combat

Les arts martiaux enseignant les principales techniques de combat à mains nues ou armées, ainsi que les sports de combat tels que la boxe, le kick-boxing et le MMA (mixed martial arts) sont sans aucun doute des domaines où les femmes peuvent performer et se développer. Bien que le combat ait été réservé aux hommes pendant plusieurs siècles, les femmes ont, d'hier à aujourd'hui, prouvé qu'elles y avaient leur place.

Historiquement, les femmes qui ont pratiqué le combat ont souvent dû le faire à contre-courant dans des milieux où il n'était pas coutume qu'une femme soit active à l'extérieur de ses obligations domestiques. Par exemple, au temps du Japon féodal, les mythiques femmes guerrières appelées Onna-bugeisha faisaient exception en combattant aux côtés des Samouraïs dans une époque où le sort des femmes étaient habituellement restreint au foyer, au viol, à l'esclavage ou au massacre pendant les grandes guerres. Plus récemment, c'est dans les années 1990 que les femmes ont fait leur entrée dans la boxe anglaise professionnelle malgré les réticences de la majorité de la société, du monde sportif et des médias de l'époque. Plusieurs femmes depuis ce temps ont intégré la boxe féminine et c'est en 2001, aux États-Unis, que les premiers championnats féminins du monde ont eu lieu, où se sont affrontées 125 boxeuses originaires de 30 pays à travers le globe.

Encore plus récemment, le 8 novembre 2012, l'UFC (Ultimate Fighting Championship), la première organisation de mixed martial arts au monde, a annoncé la formation de la première catégorie féminine. C'est le 23 février 2013 que le premier combat de UFC féminin de l'histoire eut lieu, affrontant Ronda Roussey et Liz Carmouche. C'est la pionnière Roussey, ancienne judokate, qui l'a remporté haut la main avec une soumission par armbar. Au Québec, c'est Valérie Létourneau qui pourrait être la première femme à joindre les rangs de l'UFC grâce à sa participation à la téléréalité Ultimate Fighter qui comptera une catégorie féminine.

Ne nous réjouissons pas si vite que le MMA télévisé soit maintenant ouvert aux femmes. En effet, le bon capitaliste Dana White, propriétaire de la UFC, n'est pas un grand féministe, loin de là... En effet, il n'y a pas si longtemps les seules femmes ayant une place dans ses combats étaient les Ring Girls en bikini. Il ne faut pas oublier que l'UFC est sensationnaliste et que la place qu'on y réserve aux femmes fait partie de ce spectacle bien payant ; un bon coup de cash rien de plus. Ainsi, même le premier combat féminin historique de UFC de février dernier s'inscrit sans aucun doute dans une optique de marchandisation du sport et de show-business bien que cela n'enlève aucun mérite aux femmes qui y ont combattues. De plus, on peut observer que les comptes-rendus médiatiques entourant les combats féminins restent toujours dans les mêmes eaux, soit la déception de voir «d'aussi belles femmes être si agressives ».

Ceci étant dit, les femmes n'ont ni besoin d'être à moitié toutes nues, ni championnes de compétions mondiales ou de vendre leur corps par contrat à un gros porc capitaliste pour se battre et pratiquer les arts martiaux! Ainsi, plusieurs femmes dans nos sous-cultures pratiquent les sports de combat autant pour garder une bonne discipline de vie que dans le cadre de la lutte contre le fascisme.

Témoignage d'une militante du Montreal Sisterhood en ce qui attrait au sport de combat : « J'ai commencé à pratiquer des sports de combat depuis peu, mais quelle découverte! Je ne vois que des côtés positifs à pratiquer ces sports : mise en forme, empowerment, confiance en soi, pour en nommer que quelques-uns. Mais ce que j'apprécie le plus, c'est de pouvoir me promener dans les rues en me disant que si jamais on tente de m'agresser, je serais capable de me défendre. Ne pas dépendre des hommes pour « nous protéger ». De plus en plus de femmes pratiquent les arts martiaux et j'encourage toutes les femmes à essayer. On peut commencer par des cours d'auto-défense et aller plus loin si on a la piqûre. »

En effet, de plus en plus de femmes de différents milieux pratiquent des sports de combat et des arts martiaux de sorte que désormais un bon nombre de cours s'adressent uniquement aux femmes. Ceci dit, les classes demeurent régulièrement mixtes, ce qui ne pose pas particulièrement problème puisque vu le nombre relatif de femmes dans les classes de plusieurs gyms, il y a toujours moyen de s'entrainer avec une adversaire féminine. L'entrainement en mixité peut également constituer un vecteur de changement dans la mentalité des hommes. En effet, cela peut contribuer à défaire des préjugés selon lesquels les femmes sont faibles, peureuses ou non-agressives. De plus, la pratique de n'importe quel sport de combat ou d'arts martiaux permet d'améliorer sa confiance en soi et d'être plus sûre de ces moyens en cas d'attaques ou d'agressions, que ce soit dans la rue ou dans des lieux privés. Ces deux aspects sont importants à développer en tant que femmes antifascistes puisqu'on se fait encore dire trop souvent de rester effacées dans les batailles.

Évidemment, d'autres femmes du milieu préfèrent l'école de la rue en ce qui attrait au combat et ne le pratique pas régulièrement comme sport : « Je n'ai aucune expérience en techniques d'arts martiaux...Moi j'y vais au feeling, sur le coup. » - Une membre de SHARP Montréal

Bref, il est important de casser le mythe selon lequel seul les hommes pourraient avoir le monopole de la violence et qu'elle serait même de facto macho. La violence est un moyen d'attaque et de défense souvent pertinent, d'autant plus dans la lutte contre le fascisme et les femmes sont tout à fait légitimes de se le réapproprier!

Stand up fight back
Antifa Sist

ENTREVUE



Pour débuter, pouvez-vous nous parler un peu de votre groupe (vous existez depuis combien de temps, les motivations à la base du groupe, le «profil» des membres ...) ?

Tout d'abord, Front Commun Montréal (FCM) est un groupe de supporters politis-és de l'Impact de Montréal. Le groupe est né en 2012 d'une initiative de plusieurs ami-es et connaissances qui assistaient régulièrement aux matchs de l'Impact de Montréal (quelqu'un-es avaient des billets de saison depuis quelques années). Tous et toutes se sont connu-es grâce à des réseaux étudiants, militants, ou de milieux connexes. Initialement, l'objectif était de se regrouper pour créer un groupe avec des positions politiques claires: antiraciste, anticapitaliste, antifasciste, féministe et contre toutes formes d'oppressions. Les Ultras Montréal 2002 (UM02), le plus important groupe de supporters de l'Impact de Montréal (IMFC), occupaient la tribune depuis plusieurs années déjà. Par contre, les premiers membres de FCM souhaitaient voir des transformations dans les relations au sein des supporters. De plus, ils/elles voulaient voir les supporters prendre des initiatives politisées pour dénoncer les excès du capitalisme dans l'industrie du football (soccer), le racisme ou encore les comportements/discours/chants homophobes. Suite à des frustrations communes, notamment face au discours apolitique du Kop montréalais (1), et a une volonté de supporter plus activement l'IMFC, il a été décidé de lancer officiellement Front Commun Montréal dans la mêlée en 2013.

Bien sûr, FCM a souhaité ouvrir son jeu avant le premier coup de sifflet : l'objectif n'est pas de prendre la tribune, surtout dans une logique de critique des comportements autoritaires, mais plutôt de faire mettre de l'avant certains messages en lien avec le football et son industrie. Les membres de Front Commun Montréal participent donc aux activités du Kop Montréal (chants et gestuelles, confection de drapeaux, appui aux tifos, déplacements, visionnement collectif, etc.). Réunies en section 132, FCM rassemble des ami-es, des connaissances, des sympathisant-es et quiconque partage les positions du groupe et s'intéresse, évidemment, à l'Impact de Montréal. Bien que le groupe ne cherche pas à nécessairement à grossir, les personnes intéressé-es sont les bienvenues et déjà, quelqu'un-e-s ont témoigné de leur intérêt durant cette première année officielle.

Dans le passé, y-a-t'il déjà eu d'autres groupes de supporteur-e-s du même genre que vous à Montréal?

Pour remettre le tout en contexte, il faut remonter à 2002, l'année de création des Ultras Montréal 2002. Pendant la première saison, il y avait autour de 6-7 personnes qui chantaient aux matchs et l'administration de l'équipe ainsi que la sécurité les faisaient chier car ça « dérangeait » les autres spectateurs et spectatrices.

En 2003, un groupe de skinheads antifascistes, principalement des gens du RASH-Mtl (mais aussi quelques skins près des SHARP) se joint aux UM02. Le Ultra Skinhead Crew (USK) est formé. Un groupe qui, dans les faits, se rapproche un peu plus des hooligans que des ultras. Le groupe cohabite avec les UM02, malgré

de nombreux désaccords, entre autres sur la question de la politique en tribune et sur la question des «affrontements organisés» contre des supporters adverses. L'USK est présent dans les tribunes, mais aussi hors stade. Quelques affrontements auront d'ailleurs lieu, entre autres contre des supporters du Stampede, un groupe de supporters des Rhinos de Rochester à l'époque dans une ligue de 2e division, soit l'USL. C'est le premier groupe ouvertement politique dans l'histoire de l'IMFC. L'USK disparaîtra après 2-3 ans, mais ça teintera la mentalité des UM02 : encore aujourd'hui le groupe est contre le racisme et soutient (timidement) le fait de s'en réclamer ouvertement.

Puis, un troisième groupe apparaît brièvement au stade et disparaît après moins de 2 saisons, les Montreal Lads. Quelques membres de la NEFAC (North Eastern Federation of Anarchists Communists) ainsi que quelques supporters de gauche sympathisants des UM02 (dont un ancien hooligan belge) décident de former un groupe puisqu'ils ne se reconnaissent pas dans les UM02 et souhaitent un groupe à gauche qui regroupe plus large que le mouvement skinhead. Le groupe s'identifie au mouvement ultras mais à la manière anglaise (moins de chorégraphie et de tifos et plus de chants). Quelques tractages politiques seront faits dans les tribunes et d'énormes prises de bec s'en suivront avec certains membres des UM02. Un déroulement d'une bannière contre les déportations sera aussi effectué durant un match et celle-ci sera même télédiffusée. Le groupe peinera à atteindre une dizaine de membres, puisque le supporterisme reçoit un accueil au mieux mitigé et même très hostile chez les militants libertaires ainsi que dans la gauche radicale montréalaise. Les membres finiront par dissoudre le groupe et agir à titre de supporters indépendants dans les tribunes. Au plus fort à cette époque, le kop regroupera au total moins d'une centaine de supporters actifs.

Comment entrevoyez-vous votre rôle dans la tribune ? Pouvez-vous nommez quelque 'unes de vos «réalisations» ?

Concernant notre rôle au sein de la tribune, les objectifs de FCM se dirigent principalement vers le développement d'une conscience critique chez les supporters de l'IMFC et les Montréalais-es, tout en supportant l'équipe. Ainsi, notre groupe souhaite participer à la création d'une ambiance festive lors des matchs à domicile, à témoigner notre passion pour le club, à participer aux déplacements à l'extérieur et à réaliser le tout en sensibilisant les gens à des enjeux qui nous apparaissent importants. Nous souhaitons relever les défis pour rendre l'accès à la tribune égalitaire pour tous et toutes et à diminuer les conséquences des oppressions liées au capitalisme, au racisme, au sexisme, à l'homophobie, au capacitisme et à bien d'autres encore. Nous souhaitons créer un rapport de force pour lutter contre la répression et les sanctions au stade et pour faire reculer la direction de l'IMFC sur certaines politiques. Les moyens que nous utilisons pour assumer notre rôle dans la tribune sont principalement le chant, la création de tracts et bannières, le maintien de nos idéaux via nos drapeaux et la discussion.

Parmi nos «réalisations», il faut mentionner la présence quasi permanente d'un drapeau antifasciste (2). Ensuite, il est possible de nommer une action de sensibilisation à la répression de la police et des agents de sécurité privés (3). Quelques bannières ont été exposées durant certaines parties :
1er mai : 1er mai : Notre ennemi, Au stade : TFC, Dans la rue : Les patrons
Front Commun Montréal et A.R.M.S, Unis contre l'homophobie

Enfin, une dernière réalisation a été l'intervention de plusieurs membres de Front Commun Montréal pour dénoncer une attitude sexiste dans le kop. Un supporter de l'IMFC avait une poupée gonflable, avec le maillot de l'équipe adverse, dans la tribune. Les membres sont intervenu-es pour expliquer l'image sexiste qui était renvoyée par cette action (4). Finalement, après quelques discussions, la personne a accepté de ne plus emmener une telle poupée.

Quelle fut la réaction des autres groupes de supporteur-e-s suite à votre fondation (et maintenant quelles sont vos relations avec eux ...) ?

Nous avons d'abord officialisé notre création aux autres groupes de supporters ainsi qu'à l'Association des Supporters de l'Impact de Montréal (ASUPMTL). L'accueil a été favorable et les UM02, avec qui nous cohabitions déjà, ont démontré une réelle ouverture pour collaborer avec nous. Comme il est mentionné précédemment, l'héritage de USK et d'une présence antiraciste dans les tribunes montréalaises constante, mais fluctuante, ont sans aucun doute contribué à cet accueil favorable. Surprise réjouissante, un groupe antiraciste volontairement discret apparaît dans le kop montréalais pratiquement simultanément que FCM. L'Anti-Racist Montréal Supporters (ARMS) se veut davantage une tendance ou une «mentalité» dont les membres sont issu-es des UM02.

Malgré ces conditions favorables, nous avons connu un départ plus difficile dans les médias sociaux et les forums de discussion de l'IMFC. Plusieurs nous accusaient de vouloir faire de la



propagande ou d'être de faux ou fausses supporters et souhaitaient avant tout avoir une tribune complètement apolitique. Toutefois, après quelques matchs, la plupart des craintes et des critiques se sont dissipées. La collaboration et les relations avec ARMS, les UM02 et la Section Ludovica n'ont cessé de grandir. Néanmoins, certains individus et petits groupes d'individus plutôt réactionnaires demeurent encore aujourd'hui réfractaires à la présence de I CM. Bah, on ne peut tout de même pas faire l'unanimité, surtout pas après une seule année d'existence.

Au niveau international, avez-vous des équipes ou des groupes de supporteur-e-s qui vous inspirent ? Lesquels et pourquoi?

Bien sûr, plusieurs groupes de supporters nous inspirent. Par exemple, il faut penser au FC St. Pauli, club allemand de 2e division (Bundesliga 2), qui dénonce ouvertement les problématiques liées au racisme, au fascisme, au sexisme et à l'homophobie. Et ce n'est pas seulement une petite campagne de pub pour améliorer leur image, le club produit même des drapeaux et des écharpes antifascistes! Le Stade Millerntor du FC St. Pauli demeure unique en son genre avec ses tribunes bien remplies de supporters actifs et actives ayant une concentration incroyable de militant-es, de skins, de punks et d'une présence importante de femmes. Les Ultrà Sankt Pauli ont d'ailleurs développé de bonnes relations avec les supporters du club allemand de 3e division : SV Babelsberg 03. Le Karl-Liebknecht Stadion est peut-être moins grand et populeux qu'à St. Pauli, mais les ultras sont tout aussi radicaux.

Il faut également mentionner l'influence du Virage Sud du Vélodrome de l'Olympique de Marseille, tout particulièrement les South Winners qui ont un lourd héritage antifasciste. D'ailleurs, la couleur orange emblématique du groupe fait référence à celle des bombers renversés, les célèbres manteaux portés par les skins qui s'attaquaient aux fachos. Un autre stade français grandement fréquenté par la gauche radicale et les antifa est le Stade Bauer situé dans la banlieue nord parisienne du 93. Le Red Star FC évolue présentement en 3e division (National) et a perdu récemment un de ses supporters, Clément Méric, assassiné par des skinheads d'extrême-droite.

Beaucoup d'autres équipes sont reconnues pour leurs supporters antifascistes et militant-es tel que l'AS Livorno Calcio (Serie A, D1 italienne), le Rayo Vallecano de Madrid (La Liga, D1 espagnole), le Standard de Liège (Jupiler Pro League, D1 belge), le Besiktas J.K. (Süper Lig, D1 turque), l' AEK Athens FC (D3 grecque) et l'AC Omonia Nicosia (D1 chypriote).

De plus, certaines luttes de groupes de supporters ont mené à la réappropriation partielle ou complète du club par les supporters. Certains ont même fondé des clubs et des ligues autogérées combatives lors de grandes grèves contre leur ancien club ou dans la lutte pour la sauvegarde de leur club en faillite. Le Football Club of United Manchester (ne surtout pas confondre avec Manchester United) et le Club de Accionariado Popular Ciudad de Murcia (Espagne) sont de bons d'exemple d'équipes qui adhèrent aux principes «d'actionnariat populaire».

Pour nombre de militant-e-s de gauche, le sport constituerait le «nouvel opium du peuple» et contribuerait à l'aliénation de la population. S'y intéresser serait alors futile. Qu'en pensez-vous ?

Notre groupe partage généralement cette idée qui tend à associer le sport à un «opium pour le peuple». Depuis des années, le foot, et le sport de façon plus large, contribue à maintenir en place des systèmes d'organisations sociales oppressifs et participent, en tant que divertissement, à l'aliénation des populations du monde. Le sport professionnel surtout, témoigne d'une conception élitiste alors que les athlètes performants deviennent de véritables Dieux. Plutôt que de confronter ces modèles, ces espaces et ces systèmes, le peuple se laisse guider, et souvent aveugler par ces performances sportives hors du commun.

Par contre, il faut considérer cet espace comme étant aussi aliénant que celui du travail, à notre avis. Dans cette perspective, il est difficile, voir impossible, de s'extirper complètement de ces systèmes de domination. Les solutions choisies visent plutôt l'utilisation de stratégies de subversion de ces espaces pour transformer les rapports de pouvoir. Pour nous, le foot, le stade et son milieu, est un espace qui doit être investi afin de mettre tous les efforts possibles pour qu'il nous appartienne. Conscient-es des moyens limités que nous possédons pour changer cet espace, il n'en demeure pas moins pertinent de l'utiliser pour faire valoir nos idéaux et avoir des actions concrètes à une échelle locale. En prenant conscience de l'importance que revêt le sport pour la population, il s'agit-là d'une façon de rejoindre un grand nombre de ceux/celles-ci et de mettre en valeur de nouveaux discours (par rapport aux dominants). Non seulement, ces actions touchent un nombre significatif de personne, en plus il est permis de croire que le stade permet de véhiculer ces discours auprès d'un nouveau public. Dans les milieux militants de gauche, il est relativement facile d'avoir une tribune pour discuter des diverses formes d'oppressions. Dans les autres milieux, ces opportunités sont plus rares. Voilà pourquoi, selon nous, il est fort pertinent d'investir cet espace afin de stimuler des réflexions autour du foot, du sport et de leurs industries.

Plusieurs affirment également que supporter son club d'une façon intense comme le fait le mouvement ultra est ridicule, s'apparentant à un certain nationalisme. Que diriez-vous à ce sujet ? Comment percevez-vous les équipes rivales et leurs supporteur-e-s?

D'entrée de jeu, il est vrai que certains milieux liés à des groupes de supporters, souvent désignés comme des ultras, véhiculent des discours s'apparentant à des courants nationalistes. Les sentiments d'appartenance à une ville, une région ou même un pays sont parfois exacerbés par les parties, par exemple découlant d'une qualification. Ces liens sont aussi régulièrement évoqués en référence à des supporters de certaines grandes équipes où de véritables enjeux liés au nationalisme galvanisent les rivalités. Par exemple, celle entre le Réal Madrid et le FC Barcelone est, pour beaucoup, synonyme d'une opposition entre un État centralisateur et un mouvement indépendantiste catalan. Une telle opposition identitaire se retrouve également dans la rivalité Celtic Glasgow - Rangers Glasgow.

Par contre, il faut marquer une certaine limite liée aux enjeux nationalistes. En ce sens, de nombreuses rivalités se



sont formées sur d'autres questions. Notamment des rivalités basées sur des questions politiques et liées au racisme qui caractérisent, encore aujourd'hui, plusieurs tribunes. Plusieurs oppositions sont nées de confrontations entre équipes de milieux bourgeois/ouvriers alors que d'autres sont dues à des raisons sociales et culturelles.

N'oublions pas que les principaux «slogans» du mouvement ultra (mêmes apolitiques) sont tout de même «contre le foot moderne/business», «football is not for money/industry, is for you and me», «support your local club». Il réclame un retour à un sport populaire, basé sur le jeu et non sur le cash, les gros propriétaires, les vedettes et les gros stades. Le fameux «support your local club» est aussi une critique aux fans de foot qui vont suivre les gros clubs européens et qui se foutent de leur club local/ligue de 2e ou 3e division. Il est assez étonnant de constater que le discours de plusieurs ultras se réclamant comme «apolitique» est beaucoup plus critique qu'il n'y parait et subissent des répressions similaires aux groupes politiques. Ces situations montrent bien qu'il faut être prudent-e avant de ne voir que des influences du nationalisme dans le fait de supporter une équipe, ou une autre.

Bien sûr, il y a une énorme passion qui traverse la culture ultras, mais celle-ci n'est pas complètement dénuée de sens critique. Par exemple, il y a le mouvement «against modern ultras» qui s'oppose à l'utilisation des armes dans les conflits entre ultras, à la coopération avec la direction du club et avec la police, au recours aux entreprises dans la confection des drapeaux et bannières, etc. Il y aussi beaucoup de respect et de réseau de solidarité entre les groupes ultras d'appartenance idéologique similaire, et ce malgré la rivalité. Pensons ici au réseau Alerta Network qui regroupe plusieurs groupes ultras de gauche de divers pays. Du côté de Front Commun Montréal, nos amitiés entre supporteur-es se limitent pour l'instant aux groupes montréalais.

Vous avez une jeune existence, mais depuis votre arrivée, remarquez-vous des changements suite à votre présence, que ce soit au sein du mouvement ultra montréalais ou bien dans la tribune en général ?

Bien que nous soyons un groupe relativement nouveau et en nombre moyen (comparativement aux UM02 principalement), certaines de nos actions semblent avoir eu des conséquences positives sur le kop. Par exemple, pour la première fois des groupes se sont unis pour dénoncer l'homophobie. Sans notre présence, il est permis de se questionner sur la visibilité d'un tel enjeu au Stade Saputo. Ensuite, une solidarité semble vouloir prendre le pas dans les relations des groupes face au club et à la répression. Plusieurs personnes de différents groupes se sont retrouvées à se défendre communément contre des interventions musclées du SPVM ou des agents de sécurité. Il faut espérer que cette solidarité se dirige maintenant vers d'autres objectifs afin de transformer certains rapports de pouvoir dans la tribune et le stade.

Pour conclure, quels sont vos projets futurs ?

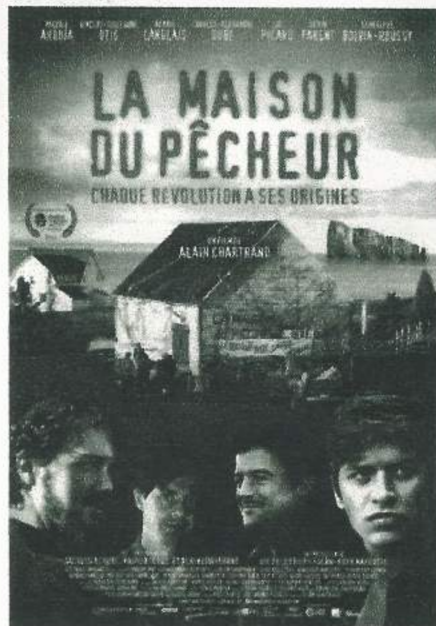
Pour le moment, l'intensification des politiques de répressions, à la fois de la MLS et de l'IMFC sont nos plus importantes préoccupations. Difficile de s'étendre sur nos futurs projets, pourtant il s'avère évident que des actions communes avec les autres groupes de supporters de l'IMFC devront être réalisées.

Merci pour votre collaboration, on se revoit dans la section 132 !

Front Commun Montréal
Lutter. Résister. Supporter.

1 Au foot, le kop est l'endroit où les supporters les plus actifs et actives se réunissent et fait référence à l'ensemble des groupes de supporters s'y retrouvant.
2 Dernièrement, nous avons eu des conflits avec la sécurité qui nous empêchaient d'avoir ce drapeau durant les parties.
3 Voir copie du tract.
4 Encore une fois, l'utilisation de la poupée gonflable, que l'on se procure dans un sex shop, assimilait l'autre équipe à une femme objectifiée qui se faisait «mettre» par notre équipe. Cette image illustre des rapports de domination inégaux entre femmes et hommes alors que celles-ci sont toujours considérées comme les perdante, celles qui subissent et finalement, ne sont qu'un simple objet de plaisir.

La Maison du Pêcheur

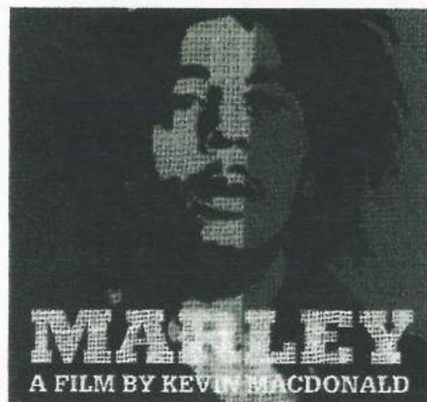


La Maison du Pêcheur est un film québécois relatant les événements survenus en 1969, à Percé, en Gaspésie, lorsque des militants indépendantistes (Paul Rose, Jacques Rose et Françis Simard) sont venus s'y installer. Ceux-ci avaient pour but d'ouvrir un restaurant/maison culturelle, La Maison du pêcheur, afin de politiser les gaspésien-ne-s sur l'indépendance du Québec et différentes luttes sociales. Ils font ainsi la rencontre de Bernard Lortie, fils de pêcheurs, qui fera éventuellement parti de la Cellule Chénier du Front de Libération du Québec, acteur importants d'Octobre 70, et reconnue entre autre pour avoir enlevé et assassiné Pierre Laporte, ministre du travail québécois de l'époque.

Le film, réalisé par Alain Chartrand, met en lumière différents enjeux sociaux de l'époque : exploitation des travailleur-euse-s, chômage, industrialisation des ressources naturelles, etc. La principale dénonciation du film repose sur la scission entre les anglophones, qui possèderaient un énorme pouvoir économique et politique, et les francophones, qui eux, seraient exploité-e-s par les anglophones. C'est d'ailleurs ce principe qui motive le discours des jeunes indépendantistes arrivés nouvellement en Gaspésie. Le film, présenté majoritairement en noir et blanc, présente en trame de fond, la lutte de classe entre les prolétaires, la jeunesse et les propriétaires d'entreprises, et la municipalité.

Les points fort appréciables du film sont qu'il est facile de bien placer les événements dans leur contexte socio-économique et que le message politique est omniprésent tout au fil de l'histoire. Toutefois, malgré la présence d'acteurs et d'actrices québécois-es reconnu-es, les acteurs qui incarnent les personnages principaux (qui interprètent Jacques Rose, Paul Rose, Françis Simard et Bernard Lortie) manquent de profondeur et n'arrivent pas à transmettre la fougue de leurs convictions, ce qui nuit à la crédibilité de leurs personnages. Une autre grande faiblesse du film a été de mettre de l'avant les préoccupations de militant-e-s montréalais-e-s en visite au détriment de celles des gens locaux. Outre un bref aperçu de quatre pêcheurs qui apparaissent mécontents de la situation, la réalité des problèmes régionaux, et les réactions des jeunes gaspésiens-ne-s à l'arrivée de la Maison des pêcheurs, ne sont pas vraiment abordés.
A. Sanchez

Marley



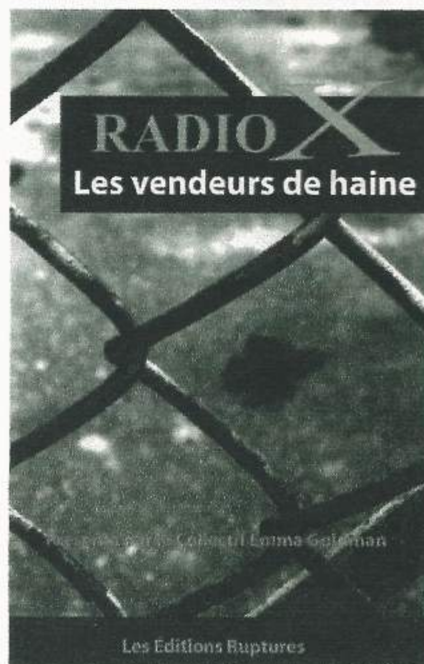
Là, je parle pas du film d'un gars avec un Golden Retriever mais bien du dernier documentaire biographique sorti sur la vie de Robert Nesta Marley produit par Kevin Macdonald. Ce documentaire très exhaustif est, d'après moi, le meilleur produit sur l'icône mondiale du reggae. Côté musique, le documentaire torche des culs. On entend toujours du bon beat en background. On en apprend beaucoup sur les origines du petit Bob et des Wailers, de son côté swinger, de son passé prolo, de sa spiritualité et de sa passion pour le foot On reste accroché du début à la fin. 144 minutes de pure bombe.
Time hard

La Fraction



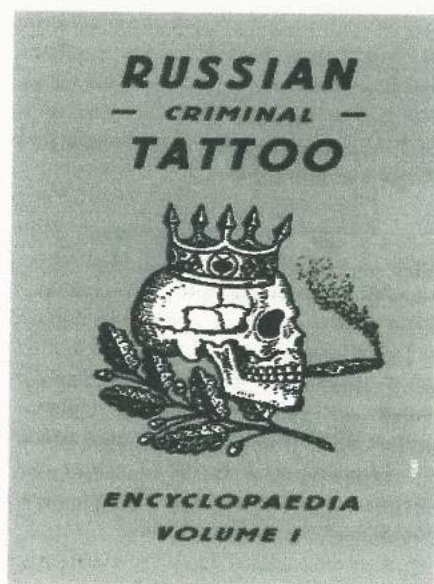
Bon voilà, je me suis procuré le nouveau 45t au concert, aux Katacombes, qui était d'ailleurs excellent. Bonne job Dan86 pour avoir appris les tounes en un si cours délai. Pour le 45t, j'en reste sur ma faim et plutôt déçu. Pas très compliqué, ça rentre pas assez dedans. Les paroles sont bien, mais musicalement je n'embarque pas. La musique est trop lente pour ce qu'on connait de La Fraction. À souligner que le artwork de la pochette est vraiment beau.
Time Hard

Radio X, les vendeurs de haine.



Dans l'un des rares ouvrages québécois sur le phénomène des radio-poubelles, le Collectif Emma Goldman, organisation communiste libertaire du Saguenay Lac St-Jean, documente l'expérience de plusieurs militant-e-s progressistes de leur région avec Radio X. Ce petit livre rassemble différents textes sur le phénomène de Radio X au Saguenay mais aussi, dans une moindre mesure, dans le reste du Québec. Dans une présentation originale, le Collectif aborde des exemples de propos hyper trash tenus par des animateurs de Radio X, propose une analyse de phénomène, démontre les liens que les radios-poubelles entretiennent avec l'extrême-droite mais expose aussi la riposte, notamment effectuée par le collectif Sortons les Radio-Poubelles. Bref, le livre nous laisse avec la conviction que les radio-poubelles doivent être combattues férocement, non seulement pour leur rôle de relais des différentes idéologies réactionnaires, mais aussi parce qu'elles portent en elles des germes du fascisme.
À las barricadas

Russian Prison Tattoos Encyclopedia vol 1



Premier d'une série de trois encyclopédies parue en 2009, en anglais seulement pour le moment, ce tome 1 de l'encyclopédie du tatouage russe est impressionnant par sa richesse en contenu et la beauté de ses images. Il ne s'agit pas que de photographies accompagnées d'une date et d'un lieu; le livre est entrecoupé de récits de prisonniers et d'exemples de tatouages portés par des «criminels» en Russie soviétique, en dessin, accompagnés de toute leurs significations bien détaillées. Non seulement une bonne référence pour quoi ne pas se faire tatouer (pour les adeptes de tatouage !), ce livre est une vraie mine d'or de renseignements sur la sous-culture carcérale et sur le crime organisé de la Russie soviétique entre ses début et les années 80.
Queenstitt

Detropia





Réalisé en 2012 et par Heidi Ewing et Rachel Grady, Detropia est un documentaire qui focuse sur le déclin économique de la ville de Detroit dans l'état du Michigan. Du à de gros changements dans l'industrie de l'automobile, qui l'a fait reconnaître et vivre, Detropia relate le déclin économique et la dépopulation accélérée qui touche la ville depuis une décennie. Ce documentaire suit plus précisément trois habitants de la ville qui ont choisi de rester malgré la crise ; trois personnages principaux dont une activiste et vidéo-blogueuse, un travailleur de l'industrie automobile et leader syndical et un tenancier de bar, seul commerçant restant de son quartier. Lugubres et désolantes, les images montrées et les conversations contenues dans Detropia enlèvent carrément le peu d'illusions restantes qu'un peut avoir sur Detroit, caricature des ravages du capitalisme poussé à outrance. Très intéressant, même dans ses longueurs dues à l'intensité des scènes où on voit les habitants pris de nostalgie et de colère, c'est ce qui différencie Detropia d'autres documentaires, l'absence de narrateur rend le film beaucoup plus intense et accessible. Vraiment à voir.
Queenstitt

Justice Civile – Partisan de la justice (2013)



«Bière, musique et amitié» que chantait déjà Hors Contrôle, alors que je n'étais qu'un jeune neuski, vient aujourd'hui reprendre tout son sens dans ce 15 titres made in Cowansville. Justice Civile, dans son premier album produit par Fuck Off Production, aborde ces thèmes qui nous sont tous si chers sur un Oi! and Punk, lourd, rapide et bien senti! S'il y a quelques années encore on pouvait se demander si la scène punk allait survivre au Québec, l'émergence d'un groupe comme Justice Civile et des chansons telles Société ou Fils de bourgeois, viennent nous rassurer d'un coup : La Oi! est entre de bonnes mains et n'a rien perdue de son esprit contestataire!
Stakhanov

Roches, Papier, Allumettes #1 – Automne 2013

Roches, Papier, Allumettes est un nouveau journal anarchiste créé dernièrement à Montréal par un groupe de militants et militantes qui «en avait plein le cul de n'écrire que des tracts, des dissertations et des statuts Facebook...» Le premier numéro de cette publication a pour thème la ville et les enjeux urbains. Ainsi, on y trouve des articles sur les squats à Montréal, sur le règlement anti-manifestation P-6, sur la gentrification à Montréal et à Marseille. On peut aussi y lire un très bon article sur le parti néo-nazi grec Aube Dorée (Golden Dawn). Espérons que l'équipe du journal aient apprécié leur première publication et qu'ils et elles continuent longtemps dans cette voie.
Pessotta

Green is the new Red

Will Potter. Green is the New Red, An Insider's Account of a Social Movement Under Siege. City Lights Books, 2011. 301 p. www.greenisthenewred.com.

Dans ce livre, Will Potter nous offre un travail journalistique complet et très bien documenté sur la répression étatique envers l'écologisme radical et la lutte pour les droits des animaux. En raison de son activisme pour ces causes, il allie la flamme et l'énergie du militantisme avec une étude sérieuse, rigoureuse et professionnelle. Ainsi, Potter se sert de son expérience personnelle, des contacts et des connaissances qu'il s'est faits à travers le temps et de ses recherches liées à son travail de journaliste pour expliquer la façon dont l'État capitaliste américain répond aux actions des militants et des activistes. Réponse qui s'exprime par un durcissement des lois bourgeoises existantes menant à une criminalisation de la dissidence à travers un processus politico-juridique qui a mené à la création de l'Animal Enterprise Terrorism Act.

Pour la plupart d'entre nous, il peut sembler aberrant qu'au moment où la plupart des gens semblent préoccupés par l'environnement, le gouvernement américain, avec ses agences policières diverses, déploie des ressources considérables pour enquêter sur les militants pour l'environnement et les droits des animaux. Tout cela pour cibler les activistes radicaux et les placer sur la liste prioritaire des ennemis intérieurs en tant que principale menace à la sécurité des États-Unis.

Bien que les actions directes commises au nom de l'Animal Liberation Front et de l'Earth Liberation Front n'aient blessé personne, nous ne pouvons nier que ces gestes, entre autres les incendies, ne soient des actes criminels aux yeux de la légalité bourgeoise. Les questions centrales du livre de Potter sont de savoir si ces actes peuvent être considérés comme de la violence associée au terrorisme et pourquoi le système politique et judiciaire américain leur appose l'étiquette d'écoterroriste à l'aide d'une campagne politique et médiatique extrêmement bien articulée.

Si des actes criminels répréhensifs aux yeux de l'État bourgeois sont commis, il existe déjà des lois qui peuvent être appliquées. Alors, pour quelles raisons des lois différentes alourdissant les peines doivent-elles être pensées et appliquées si ce n'est que pour essayer de criminaliser les motivations politiques des gestes effectués. Je considère que de réprimer davantage les activistes qui enfreignent les lois bourgeoises en leur donnant des sentences plus imposantes parce que leurs motivations sont politiques est la preuve que les personnes accusées sont des prisonniers politiques et non des prisonniers de droits communs. Ce que de toute évidence le gouvernement américain refuse de reconnaître. Puisque le reconnaître serait d'avouer qu'il y des gens, qui en plus de s'opposer au système capitaliste, veulent agir concrètement pour sa destruction. Bien que le gouvernement essaie le plus possible de nier l'importance de la contestation, nul doute qu'il tente, au même moment, de criminaliser le plus possible la dissidence en donnant des sentences importantes aux activistes dans le but de dissuader les gens de passer à l'action.

D'où l'importance pour l'État d'accoler les mots terrorisme et violence à l'activisme politique. Concernant le terrorisme, il s'avère bien difficile de trouver une définition juste et concise du terrorisme. En effet, même le Département d'État américain reconnaît qu'il n'y a aucune définition qui obtient l'unanimité. De plus, plusieurs agences gouvernementales ont leurs propres définitions qui varient d'un État à l'autre.



Ainsi, pour le Département d'État, le terrorisme est une violence préméditée, motivée politiquement, perpétrée contre des cibles non combattantes, effectuées par des groupes sous nationaux ou des agents clandestins dans le but d'influencer l'opinion publique. Le Département sur la Sécurité intérieure y inclut les attaques contre les infrastructures. Le FBI, quant à lui, définit celui-ci par une utilisation illégale de la force ou de la violence contre une personne ou la propriété dans le but d'intimider ou de contraindre un gouvernement, la population civile ou tout autre segment de ceux-ci dans le but de faire avancer tout objectif politique ou social. Le Patriot Act le définit comme toute activité dangereuse pour la vie humaine dans le but avoué d'influencer la politique d'un gouvernement par l'intimidation ou la coercition. Ici, Potter fait remarquer, à juste titre, que cette définition est si vague qu'elle peut englober toute forme de désobéissance civile.

Quant à l'auteur, il reconnaît que bien qu'il y ait une abondance de définition, certains éléments communs peuvent y être rattachés. Ainsi, la plupart des définitions s'entendent sur le fait que le terrorisme est associé à l'utilisation illégale de la violence ou de la menace de violence par des agents non gouvernementaux, qu'il sert à répandre la peur dans la population civile, puis qu'il est utilisé pour forcer un gouvernement à changer ses politiques.

Ce qui amène logiquement Will Potter à s'intéresser à la définition de la violence en se demandant si les humains peuvent être violents contre des objets qui ne ressentent aucune douleur et n'ont pas de pensées. Dans ce cas-ci, l'auteur accepte une définition du terme violence comme étant la violence physique contre une personne dans le but d'infliger des blessures ou la mort. Aucun aspect moral ou politique n'y est donc inclus.

Le sabotage et la destruction ciblée de propriété ne peuvent donc être considérés comme de la violence. Frapper un mur n'a manifestement pas le même impact que de frapper une personne. Nous pourrions donc affirmer que le coup de matraque d'un policier envers un manifestant est un acte violent tandis que le bris d'une vitre ne l'est pas. La violence n'est associée qu'à la violence physique contre des êtres humains, pas contre des objets inanimés.

Reconnaître ce principe, c'est reconnaître que la vie a plus d'importance que des objets ou des marchandises.

Sans oublier que la définition de terrorisme ne semble pas incorporer la violence étatique contre les opprimés et ceux qui remettent en cause le pouvoir de cet État. La définition utilisée ne semble concerner uniquement la violence de ceux qui luttent contre l'État. Comme le fait remarquer Potter, une bombe mise à feu par une guérilla tuant des dizaines de civiles, que ce soit volontaire ou non, est considérée comme un acte terroriste, tandis qu'une bombe lancée d'un avion militaire tuant des centaines de civils est considérée comme de la politique étrangère.

Potter soulève alors le point que le terrorisme n'est pas l'utilisation de la violence pour des motifs politiques, mais bien l'utilisation de la violence pour des motifs politiques auxquels nous nous opposons. Bien souvent, les individus utilisant la violence à des fins politiques sont perçus soit comme terroristes, soit comme des combattants de la liberté. Cela dépend habituellement de qui se retrouve au pouvoir pour donner la définition.

L'objectif d'utiliser la rhétorique du terroriste violent de la part du gouvernement est de faire peur aux activistes afin d'éviter que les gens ne remettent en cause le système dans lequel nous vivons. Force est de constater que concernant les écologistes radicaux et les défenseurs des droits des animaux, le terme de terroriste leur est apposé n'ont pas parce qu'ils menacent l'intégrité physique de qui que ce soit, mais bien parce qu'ils menacent l'économie capitaliste. En effet, ils ne s'attaquent pas à la sécurité de la collectivité, mais bien aux entreprises capitalistes qui menacent directement la planète ou qui profitent de l'exploitation animale. L'État capitaliste américain a parfaitement compris que des dommages causés à l'économie sont aussi une menace politique.

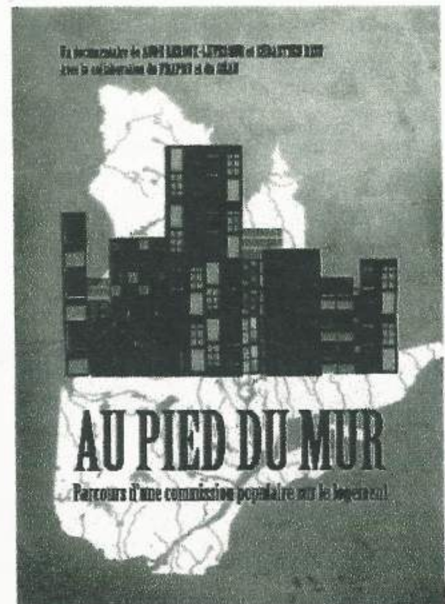
Autre fait intéressant que nous apprend Potter, c'est que le gouvernement américain, en axant sur «l'écoterrorisme», refuse de mettre les ressources nécessaires ou même d'envisager de lutter sérieusement contre les réelles activités terroristes de l'extrême droite. Probablement parce que cette violence menace directement la vie de nombreuse personne plutôt que l'économie capitaliste américaine. Jamais aucune accusation de terrorisme n'a été ajoutée aux militants anti-avortement qui assassinent des médecins, aux suprématistes blancs qui ouvrent le feu sur les non-blancs ou sur ceux qu'ils considèrent comme des traites à leur race, aux intégristes chrétiens qui tentent d'assassiner des policiers fédéraux dans l'espoir d'alimenter une contre-révolution contre le gouvernement fédéral qu'ils jugent trop à gauche ou «enjuivé». I ait troublant qui en dit long sur les réelles intentions de l'État capitaliste qui sait reconnaître ses alliés potentiels chez l'extrême droite et ses ennemis réels chez les activistes et militants écologistes radicaux et autres défenseurs des droits des animaux.

Ainsi, au moment où le gouvernement conservateur canadien a revu sa politique concernant le terrorisme et les menaces intérieures potentielles en s'inspirant du modèle américain, l'analyse de Will Potter est d'une aide considérable pour comprendre cette mécanique étatique. Je crois que son livre est essentiel pour tous les activistes et militants de la gauche en général, mais aussi pour tous ceux qui s'intéressent autant à la dérive sécuritaire grandissante de nos sociétés qu'à l'actualité judiciaire. Finalement, je ne peux que vous conseiller fortement d'aller consulter régulièrement son site.

xrx

Au pied du mur

À l'automne dernier, le Frapru, c'est-à-dire le Front d'action populaire en réaménagement urbain, regroupement nationale militant en faveur du logement social et pour un aménagement urbain dans une optique de justice sociale, entamait une tournée à travers le Québec. Accompagné d'une douzaine de commissaires indépendant-e-s et de plusieurs militant-e-s pour le droit au logement, le Frapru a sillonné les 17 régions du Québec afin d'entendre plus de 300 témoignages sur les différentes problématiques de logement à travers la province. Deux cinéastes ont suivi la tournée et ont produit un court documentaire sur la tournée intitulé Au pied du mur. On y parle entre autre de gentrification, de surpeuplement dans les réserves et territoires autochtones, de logement trop chers et en mauvais état, des impacts du «développement économique» dans les régions du nord sur le prix des



loyers, de la discrimination effectuée des propriétaires, etc. Malgré le ton un peu dramatique, le documentaire nous éclaire sur la crise du logement qui perdure, malgré ce qu'en disent les propriétaires et les gouvernements. Ainsi, il s'adresse surtout à des personnes qui seraient peut-être moins au fait des problèmes de logement. Heureusement, le Frapru veille au grain et ne cesse de se mobiliser pour dénoncer ces situations et réclamer plus de logements sociaux, pour qu'éventuellement, tous et toutes puissent être bien logé-e-s.

A las barricadas

Carré rouge sur fond noir

Carré rouge sur fond noir est un documentaire réalisé par Santiago Bertolino et Hugo Samson nous permettant de plonger à l'intérieur du mouvement étudiant du printemps 2012. Les documentaristes ont suivi pendant plusieurs mois des personnes impliquées au sein de diverses associations étudiantes et des membres de la CLASSE afin d'illustrer les différentes étapes qui ont été franchies pour en arriver à la plus importante grève étudiante de l'histoire du Québec. Le film permet au public de comprendre entre autres le fonctionnement de la démocratie directe de la CLASSE, le fonctionnement des assemblées générales, des votes de grève, etc. Il est aussi intéressant de voir l'évolution de ce mouvement de contestation, en passant par la mobilisation collective jusqu'à la fermeture du gouvernement face aux revendications étudiantes, les moyens entrepris pour se faire entendre,

les diverses difficultés rencontrées par la CLASSE et ses membres. J'ai fortement apprécié de pouvoir voir de l'intérieur le processus de la CLASSE pour mener à ses positionnements, par exemple, sur la fameuse condamnation de la violence. On peut voir comment les porte-parole ont jonglé avec les médias, en choisissant des mots pesés parfaitement afin de bien représenter l'opinion des membres.

Bien que *Carré rouge sur fond noir* illustre bien les événements et les enjeux de cette grève d'un point de vue intérieur, il y a , selon moi, une grande lacune quant à la représentation des points de vue de tous les acteurs/actrices qui ont fait vivre ce mouvement : les manifestant-e-s, les étudiant-e-s qui ont été dans la rue presque tous les jours afin de crier leur colère. Leur absence donne un peu l'impression que la grève a été menée seulement par les étudiants qui se sont impliqués dans leurs associations étudiantes ou les assemblées générales. Quoi que le rôle de ces derniers fût indispensable, le travail des étudiant-e-s qui se sont mobilisé-e-s principalement sur le terrain et la diversité des tactiques ne peuvent être passés sous silence, puisqu'ils ont donné le ton aux diverses revendications.
A.Sanchez

Pas de piquerie dans mon quartier



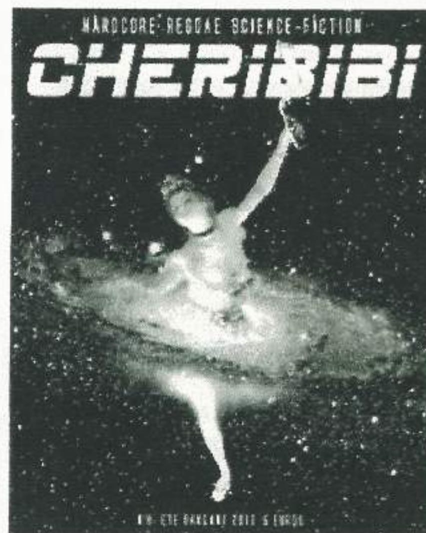
Pas de piquerie dans mon quartier est un sympathique documentaire, qui expose la lutte menée actuellement pour l'instauration des piqueries supervisées. Rencontrant plusieurs intervenant-e-s en toxicomanie ainsi que plusieurs utilisateurs et utilisatrices de drogue, ce film expose les principaux arguments en faveur de ce service de santé. Il met également en lumière les oppositions à ce projet, provenant surtout des commerçant-e-s et des réactionnaires populistes des radio-poubelles. Fait intéressant, le documentaire fut principalement tourné dans la ville de Québec, ce qui apporte une certaine fraicheur en ne mettant pas seulement l'accent sur le cas montréalais. Le documentaire permet également de mettre des visages sur la réalité de la consommation de drogues dures et de réaliser à quel point les piqueries supervisées seraient bénéfiques tant pour ces personnes, que pour celles qui ne consomment pas. De plus, en donnant la parole principalement aux gens qui vivent cette réalité, le ton du documentaire n'est aucunement paternaliste ce qui change de plusieurs discours que l'on entend régulièrement sur les «drogué-e-s».
A las barricadas

Smily Benefit Compilation : Volume 1



Le 25 septembre dernier, le RASH Stuttgart nous annonçait que le camarade Smily, surtout connu à l'international pour son groupe Oi! Produzenten der Froide, refusait la sentence de la cours allemande qui le condamnait à plusieurs années de prison pour voies de faits sur des membres du NPD, le nouveau parti national-socialiste d'Allemagne. Refusant d'être la victime d'un système politico-judiciaire truqué, Smily décida plutôt d'entrer dans la clandestinité. C'est ainsi que les camarades d'Infiltrate The System Records et du 0161Festival (Manchester, UK) lancèrent un appel visant à obtenir des chansons de groupes de partout dans le monde afin de monter une compilation-bénéfice pour Smily. En quelques jours à peine, c'est près de 20 groupes de partout sur le globe qui répondaient à l'appel. Si The Oppressed et Wasted Youth n'ont plus à faire leurs noms, cette compilation nous permet de découvrir de nombreux groupes, passant du hip-hop et du ska qui ouvre la compile au Oi! n'Punk qui lui donne le ton. Cette compilation disponible sur 0161festival.bandcamp.com en échange d'une cotisation volontaire est, il me semble, de par son son et l'importance de sa cause, l'incontournable de l'année 2013. FREE SMILY!
Stakhanov

Chéribibi #8



Daniel Chéribibi nous sort un autre excellent numéro de son zine. Au menu, plusieurs entrevues, notamment avec le groupe italien Nabat, très intéressante au niveau politique et une autre très longue avec Roy Ellis aka Mr. Symarip, légende du Skinhead Reggae. Chéribibi en a aussi profité pour aller rencontrer le groupe de Hardcore Reagan Youth à New York et le collectif d'écrivains militants Wu Ming d'Italie. Comme d'habitude, Chéribibi est complété par de nombreux articles autour du thème du zine qui est la science-fiction photos, critiques sur la contre-culture. À lire!
Pessotta

CALENDRIER

9 octobre : Concert, Montréal
SNFU – Ab irato – Society's Ills / Foufounes Électriques

12 octobre : Concert, Toronto
Hold A Grudge – Shotcallers – Bourbon DK – OverPower / Bovine Sex Club

14 octobre : Concert dans le cadre des Chaotic Mondays, Montréal
Agitator – Hacker Spel – Demons Keepers / Café Chaos

Du 16 au 19 octobre : Festival Ska de Montréal
[illegible] – The Slackers, One Night Band [illegible]

17 octobre : Concert, Montréal
Hold A Grudge – Scarlet Bella [illegible] / Café Chaos

19 octobre : Concert, Montréal
Skid Marks – Désordre Mental – The [illegible] – Whiskey Sour / [illegible]

20 octobre : Manifestation [illegible] contre la [illegible], Montréal
[illegible]

[illegible] octobre : Concert [illegible], Montréal
[illegible]

[illegible] : Concert dans le cadre des Chaotic Mondays, Montréal
[illegible]

Du 24 au 27 octobre : Tournée Ontario
Action Sédition – Mayday / Ottawa, Toronto, Hamilton, Kitchener

25 octobre : Concert, Montréal
Oppressione – Désordre Mental – L'État C'est Moi – Cunning Oedipe / La Déferle

Du 7 au 10 novembre : Festival A Warning From Montreal VII, Montréal
[illegible] Institution, Criminal Damage, Agitator, Katacombes

22 novembre : Concert, Montréal
The Skatalites / Rialto

1 février : Concert, Québec
[illegible] – Immoral Squad – [illegible] – [illegible] / L'Agitée

8 mars : Journée internationale des femmes

14-15 mars : Concert Oi! The Saint-Patrick's Weekend 2014, Montréal
Bands et lieu à confirmer

15 mars : Journée internationale contre la brutalité policière

1er mai : Journée internationale des travailleurs et travailleuses

[illegible] : Concert, Montréal
[illegible] – Action Sédition / Foufounes Électriques

REVOLUTION FEST

Nous étions en 2006, l'automne tirait à sa fin, les premiers flocons de neige s'agitaient dans le vent avant de fondre sur les trottoirs de Montréal. On sortait les bombers, de même que les écharpes ; Insurgence Record pour certain-e-s, Ultras Montréal pour d'autres. Quelques skinheads, amis et camarades de longue date se retrouvent autour d'une bière pour discuter. Le deuxième chapitre du RASH est mort de sa belle mort depuis peu, mais c'est trop long déjà. Il est temps pour nous de reprendre le flambeau, de revendiquer notre héritage, d'exister collectivement en tant que skinheads d'extrême-gauche dans une ville d'extrême-gauche. Les Esclaves Salariés chantaient «Cette ville nous appartient, elle nous revient de droit». Ils n'auraient pu dire plus vrai. Montréal la rouge et noire est à nous, nous y combattrons l'extrême-droite sous toute ses formes et par tous les moyens nécessaires.

Cela fait près de 7 ans déjà, combien de batailles dans les bars et dans la rue? Combien de nuits troublées par l'appel aux armes? Combien de concerts et de soirées organisées et combien de nuits blanches à finir de peaufiner un article pour Casse Sociale? Peu nous importait alors et nous avions bien raison. L'automne approche, bientôt les premiers flocons de neiges s'agiteront dans le vent avant de fondre sur les trottoirs de Montréal et nous sommes fier-e-s de regarder devant nous et d'y voir une extrême-droite complètement désorganisée en sol montréalais. Nous sommes aussi fier-e-s de voir qu'à nos côtés de nombreux groupes et collectifs se sont ajoutés au fil des ans pour continuer la lutte, l'Antiraciste Action, toujours présente, le Montréal Sisterhood, le SHARP et combien d'autres portant la bannière de l'antifascisme! La scène punk et skins aussi nous rend fier-e-s, aujourd'hui plus grande et plus rayonnante que ce qu'elle n'a été depuis au moins 10 ans. Qui eu cru, il y a quelques années à peine, que nous aurions droit à au moins trois concerts punks et Oi! par semaine grâce aux efforts mis par les camarades des ManiksMonday, du Fattal, du Deathouse ou encore des BaldiesProduction et de la ShowBox qui nous ont tous deux apporté des groupes comme Hardskins, The Oppressed, le Bal des Enragés et bientôt Angelic Upstart! De cette marée de punks et de skins, nous n'avons pu faire qu'un seul constat ; l'antifascisme dans notre scène n'a plus besoin de nous pour survivre, il vie de sa belle vie et se développe à une vitesse fulgurante. Non seulement cela devient compliqué de booker des concerts, entrant ainsi en compétition avec tous nos autres camarades qui book, mais cela ne nous est même plus nécessaire pour garder la scène intacte.

Dans ce contexte, nous avons décidé de faire un pas en avant dans la création de ce que nous appelons une réelle culture de l'antifascisme radicale. Tout comme l'extrême-gauche est ancrée à Montréal, par ce que nous pourrions voir comme des points fixes : La maison Normand-Bethune, La librairie anarchiste du DIRA, le Salon du livre anarchiste et j'en passe, il est devenu temps pour nous d'ancrer l'antifascisme radical et la culture redskinhead à Montréal. Nous voici donc avec cette première édition du Revolution Fest, festival qui nous l'espérons perdurera et prendra de l'ampleur jusqu'à devenir le plus grand festival musical de la gauche radicale d'Amérique du Nord. Chaque année, au mois d'octobre, nous vous présenterons des groupes de musique qui, par leurs paroles et leurs actions dans la vie de tous les jours, représentent cette gauche luttant contre le capitalisme et son rejeton le plus difforme, le fascisme. Si la première édition se veut plus modeste et plus petite, nous espérons que, comme nous, vous n'y verrez que le coup d'envoi de quelque chose de grandiose. Quelque chose qui s'ancrera dans la culture de notre ville. Quelque chose digne de Montréal la rouge et noire.

/// RASH-Montreal, Undefeated Army since 1994 ///



REVOLUTION FEST

3, 4, 5 octobre 2013 - Katacombes

3 oct



Cartel 5 Pigeon





MISE EN DEMEURE

4 oct

TOA

ACTION SEDITION



Lager Boys

5 oct

16h : Conférence sur les Radios poubelles

In Beliefs








SKINHEADS AGAINST
SHARP
RACIAL PREJUDICE
Red and anarchist Skinheads